

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

---

**L'ŒUVRE**  
du  
**Conseil National Economique Chinois**

---

**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY**  
(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le 31 mars 1936, à 14 h. 30

PAR

**TAO SIU**

Licencié en Droit de l'Université de Nancy

---

**MEMBRES DU JURY :**

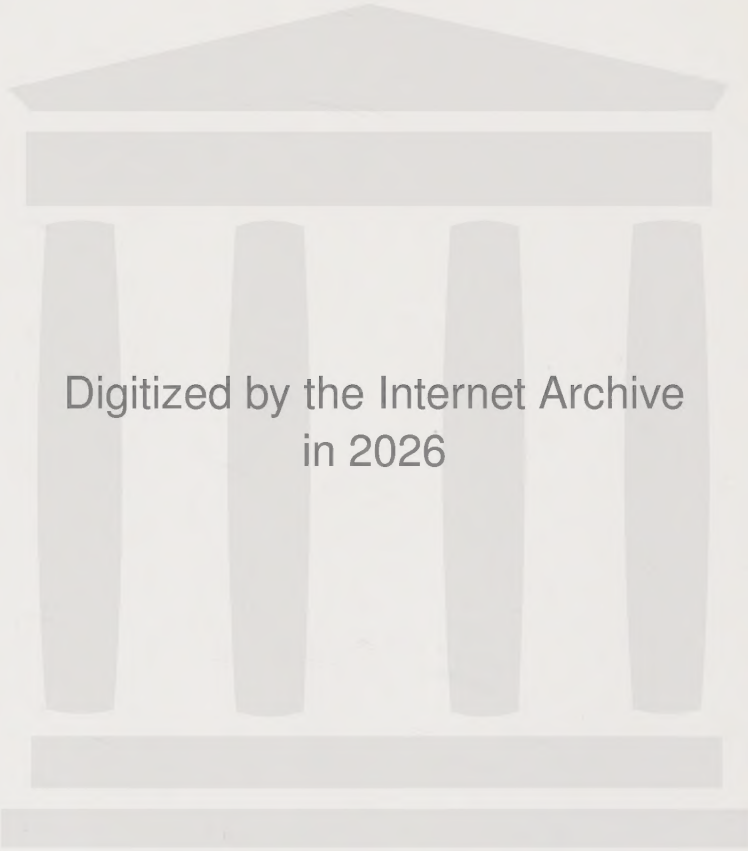
|                  |                             |
|------------------|-----------------------------|
| Président . . .  | MM. de MENTHON, professeur. |
| Assesseurs . . . | BROCARD, professeur.        |
|                  | LALOUEL, professeur.        |

---

NANCY  
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS  
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage  
1936







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# L'ŒUVRE

du

## Conseil National Economique Chinois

---

# THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le 31 mars 1936, à 14 h. 30

PAR

TAO SIU

Licencié en Droit de l'Université de Nancy

---

### MEMBRES DU JURY :

|                  |                             |
|------------------|-----------------------------|
| Président. . . . | MM. de MENTHON, professeur. |
| Assesseurs . . . | BROCARD, professeur.        |
|                  | LALOUEL, professeur.        |

---

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS

Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936

\* 39877.

## FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

---

*Doyen*: M. SENN (\*, ☞, ☞ I).

*Assesseur du Doyen*: M. BROCARD (\*, ☞ I).

*Doyens honoraires*: MM. F. GÉNY (C \*, ☞ I), MICHON (\*, ☞ I).

*Professeurs honoraires*:

MM. MAY (\*, ☞ I).

ROLLAND (☞ I).

MOREL (\*, ☞ I).

GÉNY (C \*, ☞ I).

RENARD (☞ I).

*Maître de conférences honoraire*: M. MÉLIN (☞ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C \*, ☞ I), professeur de Droit privé.

MICHON (\*, ☞ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (\*, ☞ I), professeur d'Economie politique.

SENN (\*, ☞, ☞ I), professeur de Droit romain.

HENRY (\*, ☞ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (☞ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (☞ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☞ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☞ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (☞, ☞ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (☞, ☞ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (☞ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

BERTRAND (☞ I), secrétaire.

---

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.*



## INTRODUCTION

---

La reconstitution morale intérieure et technique de la Chine, l'établissement d'une économie chinoise renouvée et modernisée ont toujours préoccupé les chefs du « parti du peuple » chinois, maîtres de la Chine, après la crise révolutionnaire de 1928.

Sans doute, pendant la période qui a suivi la révolution de 1928, le gouvernement nationaliste chinois a été surtout absorbé par les revendications concernant le statut international de la Chine comme Etat souverain, les relations entre la Chine et les puissances étrangères, et la lutte contre les diverses factions intérieures. Aujourd'hui, l'opinion publique chinoise, celle des milieux officiels comme celle des milieux intellectuels donne la priorité aux questions concernant le relèvement économique et social du pays, comme celles qui ont trait à l'aménagement de l'hygiène publique, à la rénovation de l'agriculture, à la création de certaines industries jugées indispensables, à la protection contre les inondations, à la récupération et à l'irrigation de terrain, au développement de réseaux de moyens de communication. Elle veut accroître les moyens matériels d'action du pays, relever le niveau de vie et créer une économie chinoise qui puisse, dans une certaine mesure, se suffire à

elle-même. Tous ces problèmes ne sont plus l'objet des seules délibérations des « yuans » ou de fonctionnaires intéressés.

Il suffit de visiter quelques provinces, de s'entretenir avec les représentants de l'Etat, comme avec ceux de la population, pour se rendre compte que l'examen de ces questions, vitales pour l'avenir de notre pays, s'impose à tous et constitue la trame de la vie publique chinoise. Cela est d'un heureux augure.

Même dans les provinces les plus pauvres, comme celle du Kwangsi, le gouvernement national a rencontré les concours les plus dévoués et les plus désintéressés.

On peut lire sur des placards répandus dans les villes et les campagnes: « Pour garder l'indépendance nationale il faut reconstruire le pays ». Cet état d'esprit est significatif. C'est ce qui explique aujourd'hui, à travers la Chine cette multitude d'expériences réalisées un peu partout: que ce soit des essais de nouveaux moyens de transport sur route, ou de nouveaux carburants, des tentatives d'économie dirigées comme au Kiangsi et au Chekiang, l'introduction d'industries étatiques tentées au Kwangtung.

Il est évident que dans un pays de l'étendue de la Chine où les provinces équivalent à certains Etats européens, où les distances sont accrues par l'insuffisance ou même l'absence de communication, la province est appelée à jouer un grand rôle comme moyen d'action directe et terrain d'expériences. L'état actuel de la reconstitution exige un travail de coordination. Telle province, que préoccupe un problème technique

peut demeurer dans l'ignorance des mesures prises pour la solution de ce même problème dans une autre province; une des tâches principales du gouvernement national, dans son effort de reconstruction, a été de faciliter les échanges d'expériences entre provinces et de recueillir à Nankin les leçons de l'expérience commune.

Mais, tout effort du gouvernement central eut été vain s'il n'avait réussi à créer ce qu'on a appelé avec juste raison une « vie nouvelle ».

## I

L'idée du mouvement en faveur de la « vie nouvelle » germa dans l'esprit du général CHIANG-KAI-SHEK pendant qu'il dirigeait la campagne anti-communiste. Il se rendit compte que la simple réoccupation des territoires libérés du joug communiste n'était pas chose suffisante, qu'elle devait être suivie de travaux de reconstruction sociale et économique des régions dévastées et que tous les efforts dépensés pouvaient être profitables si le réveil de la conscience nationale était accompagné d'un esprit de coopération mutuelle.

Ainsi, par exemple, dans la province qui avait eu le plus à souffrir de la campagne communiste, le Kiangsi, le gouvernement le Nankin envoya un groupe de jeunes officiers appartenant à l'organisation *pich tung tui*, c'est-à-dire organisation pour un mouvement spécial. La mission de ces groupes consistait à faire, dès leur arrivée sur le front, un relevé rapide

de la situation locale, des abus qui avaient le plus lourdement pesé sur le peuple pendant l'occupation communiste et de rassembler leurs observations dans un rapport détaillé au quartier général. Entre temps, ils devaient organiser des coopératives permettant au peuple de se procurer des outils, des semences, des matériaux pour les réparations et les autres nécessités de la vie au moyen de prêts consentis à un taux d'intérêt raisonnable.

Dans presque toutes les régions occupées, un grand nombre d'habitants s'étaient enfuis ou avaient été tués. De vastes étendues de terres seraient demeurées incultes sans l'aide du *pich tung tui* qui commanda à certaines unités militaires d'aider les paysans à labourer leurs champs sans rémunération d'aucune sorte. Cette assistance ramena la confiance chez les habitants auxquels la vue des forces armées inspirait une grande terreur, parce qu'ils avaient été terrorisés par les bandits et peut-être par des soldats indisciplinés, ce qui les avaient induits à considérer avec défiance tout homme armé, portant uniforme ou non.

On ne se contenta pas de cette assistance militaire. Dans ces mêmes régions, des spécialistes furent envoyés pour prendre soin des affamés, des malades, des mourants et pourvoir à la subsistance de ceux qui pouvaient travailler. Le *pich tung tui* groupa alors en corps de défense personnelle tous les hommes à partir de 16 ans, leur enseignant comment se protéger et se défendre si les communistes ou les bandits revenaient après le départ des troupes gouvernementales. Ce qu'il faut retenir de tous ces efforts, ce n'est pas

seulement le sentiment de défense, mais l'effet psychologique résultant de l'union des efforts et du développement de la confiance en soi.

Outre cette assistance pratique, le *pich tung tui* s'est occupé de l'éducation de la jeunesse démoralisée du pays. Il a organisé des classes gratuites pour les enfants, leur enseignant non seulement la lecture, l'écriture et l'arithmétique, mais aussi la courtoisie (*li*) et les droits et devoirs du citoyen.

L'œuvre du *pich tung tui* s'est exercée en même temps que celle de la commission d'éducation provinciale du Kiangsi, celle d'enseignement spécial des cinq provinces, de l'union chrétienne du service rural du Kiangsi et du Conseil national économique, envisagé comme instrument de rénovation. Chacune de ces organisations apporte son service spécial d'assistance.

La commission provinciale d'éducation en liaison avec celle d'enseignement des cinq provinces s'occupe spécialement des cours supérieurs d'économie rurale à l'usage des professeurs envoyés par les districts où ils enseignent. Ils reçoivent une culture intensive en matière d'hygiène publique, d'économie rurale, d'industrie villageoise, de discipline militaire. L'union chrétienne du service rural du Kiangsi a porté ses efforts sur l'aménagement des fermes et les méthodes de culture.

Reste enfin l'œuvre capitale du général CHIANG-KAI-SHEK : le Conseil national économique.

## II

Pour comprendre l'institution du Conseil national économique chinoise, à quels mobiles ont obéi ses promoteurs, il est indispensable de se demander quelle était la situation économique et politique de la Chine (1).

La guerre de 1914 avait été pour elle une chance inespérée de développer son commerce et son industrie et d'essayer de se libérer de toute entrave étrangère. En effet, les grandes puissances qui avaient accaparé le marché chinois étaient toutes engagées dans le conflit. Elles ne pouvaient plus soutenir financièrement leurs entreprises. Par ailleurs, les marchandises européennes ne pouvaient plus, à cause de l'insécurité des mers, arriver dans les ports chinois.

La prolongation de la guerre, au delà de toute prévision, avait créé de grands besoins en Europe. Pendant toute sa durée, la production, sauf celle consacrée à la continuation de la guerre, avait subi un temps d'arrêt. La Chine pouvait exporter ses produits en grandes quantités sans crainte de voir se fermer les barrières douanières. Le riz, la soie, la filature étaient assurés de trouver des débouchés. Et il convient de se rappeler que sauf l'Espagne, la Hollande, la Suisse et les pays scandinaves, l'Europe jusqu'en 1918 ne connut d'autre monnaie que la monnaie-papier qui avait cours forcé, ce qui donnait un avantage considérable aux commerçants chinois qui n'ac-

(1) Nous disons ses « promoteurs » parce que si le général CHIANG-KAI-SHEK a eu une part prépondérante dans la création du Conseil, il ne fut pas le seul à le préconiser.

ceptaient que le paiement en monnaie d'argent ou d'or. Durant cette période (1914-1918) la prospérité de l'industrie chinoise a été considérable.

Malheureusement, cette prospérité ne devait pas connaître de lendemain et les luttes factieuses allaient de nouveau compromettre l'économie chinoise renouvelée.

La période comprise entre 1920 et 1928 n'est qu'une longue suite de guerres civiles. Le Nord se dresse contre le Sud. Le communisme envahit des provinces entières. On ne sait plus quelle est la vraie capitale. Ce sont surtout les années sanglantes de 1926 et 1927; des batailles meurtrières se livrent dans la vallée du Yuang-Tse-Kiang. La nature elle-même semble en révolte. Des fleuves géants débordent et submergent des territoires grands comme des Etats d'Europe. Puis c'est la famine qui, à la suite d'une année d'inondations ou d'une année de sécheresse, s'abat tantôt sur une province, tantôt sur une autre. Il semble que la Chine va sombrer. Cependant, elle se redresse. « Ce que des observateurs pessimistes, écrit HU-SHIIH, ont déploré comme l'effondrement de la civilisation chinoise, n'est que le déblaiement et l'érosion nécessaires sans lesquels le rajeunissement d'une vieille civilisation eut été impossible. Lentement, patiemment, mais infailliblement, la renaissance chinoise devient une réalité ».

La lutte contre les rebelles et les communistes absorbent les énergies du pays et aussi les finances. Il nous suffira de rappeler qu'en 1928, 90 % du budget étaient consacrés aux dépenses militaires.

Les hommes du Kuomustang et du gouvernement nationaliste eurent conscience du tragique de la situation. Ils firent appel aux techniciens et aux hommes d'affaires chinois pour arrêter un programme de restauration économique et financière et en établir les méthodes de réalisation.

L'année 1928 voit le terme des grandes assises qui devaient aboutir à l'élaboration du programme dont s'inspirera par la suite le Conseil national Economique.

C'est en juin, la Conférence économique de Shanghai; en juillet, la conférence financière de Nankin; en août, la conférence des transports et communications, tenue également à Nankin.

Voici quelles décisions y furent prises.

#### A) PROGRAMME FINANCIER

Discrimination des dépenses et revenus nationaux et locaux; unification de l'administration financière; réorganisation des impôts existants (abolition du likin, unification de la gabelle, établissement du cadastre).

Création d'impôts nouveaux pour faire face à la réorganisation économique du pays : impôts de consommation, impôts progressifs sur le revenu, droits de succession, patentes.

Restauration du Crédit national (emprunts locaux et étrangers; consolidation des emprunts étrangers et locaux non garantis).

Limitation et fixation des dépenses militaires.

Equilibre du budget.

## B) PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Adoption d'une politique monétaire (abolir le taël, adopter le dollar).

Adoption d'un système bancaire : création d'une banque nationale.

Organisation d'une banque de change jouant le rôle de « clearing house » ; création de banques industrielles et agricoles locales.

Développement des transports et communications.

Politique de démobilisation : organisation de travaux publics (irrigations, routes, etc.), pour les hommes démobilisés.

Politique commerciale : encouragement à l'industrie nationale ; organisation par les corporations de tout un système coopératif pour centraliser et développer les importations et exportations ; création de bureaux officiels dans les ports commerciaux.

Développement de l'industrie : nationalisation des mines de fer, des nouvelles mines sans effet rétroactif pour les mines appartenant à cette époque à des entreprises privées.

■  
\* \*

Mais comment réaliser un aussi vaste programme ?

Il fallait des techniciens, des capitaux et un organisme permanent et spécialisé.

Des techniciens : à différentes reprises le gouvernement chinois avait sollicité et obtenu l'appui des organisations de la S. D. N. comme d'ailleurs ce fut le cas pour d'autres gouvernements.

Des capitaux ? On pouvait recourir à l'emprunt, mais le gouvernement nationaliste avait montré sa répugnance pour ce procédé qui grevait d'une lourde hypothèque l'indépendance du pays. Le mieux était de mettre de l'ordre dans les finances de l'Etat et d'avoir un budget mentionnant rigoureusement les recettes et les dépenses.

Restait à concevoir une organisation appropriée. Les hommes politiques chinois au cours de leurs différentes missions à Genève et au contact des représentants des pays étrangers avaient entendu parler de la création de conseils économiques, dont le fonctionnement avait fait l'objet de discussions au sein du Comité Economique de la S. D. N.

Le général CHI ANG-KAI-SHEK, président du gouvernement national, discuta la question avec les membres influents du parti nationaliste. Les uns suggéraient la création d'une sorte de ministère de la reconstruction nationale, qui serait aidé de fonctionnaires ayant fait leurs preuves au cours de leurs missions dans les provinces. Les autres étaient partisans de la réalisation des réformes les plus urgentes : par exemple : la construction des moyens de communication et la lutte contre les inondations, qui ressortiraient de la compétence des ministères intéressés, avec la collaboration de spécialistes étrangers qui seraient engagés par le gouvernement chinois. Comme on le voit, ces deux solutions ne sortaient pas du cadre administratif.

CHI ANG-KAI-SHEK décida en mai 1931 la création du Conseil National Economique « chargé, disait-il

dans sa communication au Conseil de la S. D. N d'élaborer des plans de reconstruction nationale ». Il devait aussi améliorer les conditions d'existence du peuple et assainir les finances de l'Etat.

On établit un plan de travaux, à réaliser dans un délai de deux à trois années, à l'exemple du fameux plan de restauration nationale de SUN YAT SEN et des résolutions des conférences de 1928.

Ainsi, il fut décidé :

1° De développer jusqu'en 1932 ou en 1933, diverses lignes de chemins de fer, puis de construire de nouvelles lignes dont l'achèvement est envisagé pour 1934 et 1936;

2° De terminer jusqu'en 1935 les travaux de régularisation du fleuve Huai, et d'entreprendre de nouveaux travaux sur le fleuve Jaune;

3° D'exécuter avant la fin de 1935 les travaux de construction nécessaires pour que les ports dits « Grand Port du Sud » et « Port Oriental », ainsi que les ports de Hulutao et de Haichor puissent être ouverts;

4° De créer en 1935 dans différentes parties du pays un réseau de 200.000 kilomètres de routes modernes et encourager d'autres projets de ce genre;

5° Développer le réseau aérien, dont la longueur devra atteindre 17.000 miles et porter la flotte raérienne commerciale à 1.000 unités;

6° Porter avant la fin de 1935 de 200.000 à 300.000 tonnes le tonnage des navires des compagnies nationales de navigation; développer la navigation mari-

time par l'établissement de nouvelles lignes à destination de la Malaisie et des Indes néerlandaises ;

7° D'établir sous la protection du gouvernement des systèmes d'irrigation, des usines d'électricité, des établissements sidérurgiques, des mines, des puits de pétrole, des industries chimiques, des sucreries et des fabriques d'automobiles ;

8° D'introduire des méthodes de cultures scientifiques et encourager le reboisement. A cet effet, dans chaque province, des terrains seront désignés pour l'installation de fermes modèles et de stations d'essais.

Tel fut le plan adopté et on peut dire que, sauf en ce qui concerne le développement de la navigation maritime et aérienne, il a été à peu près complètement réalisé.

### III

Nous ne prétendons pas étudier toute l'œuvre de reconstruction du Conseil national économique. C'est un sujet trop vaste et qui nécessiterait plusieurs volumes.

C'est en mai 1931 que le gouvernement de la République de la Chine prit la décision de créer un Conseil National Economique. La situation intérieure était devenue plus stable. Le gouvernement national avait consolidé ses positions dans la Chine du Nord, du Sud-Ouest, ainsi que dans les quatre provinces du Nord-Est. Cependant, à l'extérieur les difficultés étaient sérieuses. Le 18 septembre 1931, le Japon ouvrait les hostilités en Mandchourie. Au point de vue économique, la conjoncture était nettement défa-

vorable. La baisse catastrophique de l'argent métal (le taël était tombé de 15 francs en juin 1929 à 9 francs au 15 juin 1931) avait ralenti toutes les transactions commerciales, et la Chine était obligée d'importer pour s'approvisionner en denrées et en matériel.

On conçoit dès lors que les efforts du Conseil national économique devaient se porter surtout sur ce qu'on a pu appeler la réhabilitation rurale.

Nous verrons qu'il n'y a pas manqué.

Dans le Chekiang et Chiangsi, en particulier, il a obtenu des résultats décisifs.

Mais avant de savoir ce qu'a fait le Conseil, il est nécessaire de savoir qui il est, qu'elle est sa place dans l'organisation constitutionnelle et administrative de la Chine. A s'en tenir aux termes de son statut, c'est un organe *consultatif*. En réalité, il a débordé les cadres qui lui avaient été fixés. Tout en ayant recours aux organisations techniques de la S. D. N., le Conseil a recherché des solutions en conformité avec les données de la civilisation chinoise. La Chine est un pays de structure agricole. Il ne pouvait être question de la faire dévier des voies qui lui ont été imposées par la nature et de la transformer sans transition en un pays de grande industrie. Ce qui ne veut pas dire que les richesses de son sous-sol, par exemple, ne doivent pas être mises en exploitation.

Mais c'est l'agriculture qui doit avoir la première place. Or, elle s'est trouvée atteinte par des causes diverses — politiques et économiques — que nous examinerons brièvement et qui ont désaxé la Chine. La Commission de restauration rurale a contribué

dans une mesure qu'on ne saurait exagérer à rétablir la situation dans les provinces et les villages. Elle a été l'agent d'exécution du C. N. E. et, grâce aux efforts des autorités provinciales et des groupements coopératifs dans le Chekiang et le Chiangsi, en particulier, elle a obtenu des résultats décisifs.

Le coton et la soie tenaient une grande place dans l'économie chinoise, le C. N. E. a décidé la création de deux organismes spécialisés pour rechercher les causes de leur marasme.

La lutte contre les inondations — un des plus grands fléaux de la Chine, le développement des moyens de communication par route et par fer — et dans certaines cas la création de ces moyens, auraient suffi à absorber toute l'activité du C. N. E. s'il n'avait été aidé dans son œuvre gigantesque par les commissions et les bureaux compétents, qu'il a créé de toutes pièces.

Mais à quoi auraient servi les plans de reconstruction si les finances de l'Etat n'étaient pas remises en ordre, si les impôts et les taxes de toutes sortes se multipliaient, ou si ceux existants ne rentraient pas ? L'Etat chinois comme tous les Etats modernes, et dans une mesure même plus grande, a connu l'ère des caisses vides, et des emprunts sans cesse renouvelés. L'assainissement des finances est l'œuvre primordiale qu'il fallait tenter.

Il reste encore beaucoup à faire, mais quand on a connu l'état lamentable dans lequel elles se trouvaient avant 1928, on peut dire que leur situation présente est satisfaisante.

Si la C. N. E. n'avait réussi qu'à rendre au peuple chinois confiance dans ses destinées, sa création n'aurait pas été inutile.

Mais, d'ores et déjà, des résultats matériels sont acquis. Et c'est là l'objet de notre étude.

---

## CHAPITRE PREMIER

### L'ORGANISATION DU CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE

---

D'après le classement de M<sup>lle</sup> LINDNER, les conseils économiques se divisent en deux groupes principaux (1).

Le premier groupe comprend les conseils qui sont constitués sur la base d'une ample représentation des milieux économiques qui exercent une influence prépondérante sur la politique économique d'une nation. (Allemagne, France, Italie), avec des variantes diverses.)

Le deuxième groupe est composé d'une variété d'organes divers composés d'experts en matière économique ou de représentants des différentes professions appelés à formuler des avis sur des questions générales, en particulier de l'économie nationale.

Le conseil national économique chinois ne correspond ni à l'une ni à l'autre de ces conceptions, ou plutôt il réunit les deux types connus.

(1) Voir son ouvrage, *Die Wirtschaftsrate in Europa*.

## SECTION I

### **L'organisation générale du C.N.E.**

#### **Ce qu'elle comprend**

Il comprend un comité permanent, composé du premier ministre, du président du Yuan législatif, du ministre des finances.

Le Conseil national économique lui-même comprend le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances, le Ministre des Chemins de fer, le Ministre des Communications, le Ministre de l'Industrie, le Ministre de l'Instruction publique.

Le nombre des membres proprement dits est limité à onze.

Conformément à la liste établie le 25 septembre 1931, complétée le 23 novembre et le 15 décembre de la même année, les chefs du gouvernement et les ministres sont membres de droit.

Les autres membres non officiels ont été choisis parmi les personnalités appartenant au monde de la banque et de l'industrie, des représentants de la minorité, de l'industrie textile, des compagnies de navigation, des sociétés de transport et des milieux intellectuels.

Les fonctions de secrétaire général étaient exercées jusqu'à ces derniers temps par le président de l'Université centrale de Nankin, le docteur CHIN-CHIA-HUA. Le choix de ces personnalités a été fait, non en raison de leur situation prépondérante qu'elles occupent, mais à cause de leur compétence et de leur expérience personnelle, ainsi que le remarquait le

Président du Conseil, dans son discours du 15 novembre 1931.

Le 4 octobre 1932, le gouvernement chinois a constitué le Comité permanent du Conseil national économique, comprenant le premier ministre, M. WANG-CHING-WEI ; le président du Yuan législatif, le docteur SUN-FO et le ministre des Finances, le docteur T.-V. SOONG.

Ce dernier ayant démissionné de ses fonctions de ministre des Finances, le Comité permanent fut porté le 8 décembre 1933 à cinq membres par l'adjonction du nouveau ministre des Finances, le docteur KUNG, et du président de la Commission des affaires militaires, le général CHIANG-KAI-SHEK.

Le Comité permanent procéda à une étude détaillée des tâches à entreprendre et à financer pour l'année 1934. C'est ainsi qu'il fut décidé que l'activité du Conseil national économique devait s'occuper de l'amélioration des communications, l'élaboration d'un programme de travaux hydrauliques et la reconstitution de certaines régions rurales.

## SECTION II

### **Ses fonctions et pouvoirs**

Le général CHIANG-KAI-SHEK, le président du gouvernement national s'exprimait ainsi, lors de la création du Conseil : « Le Conseil, dans son ensemble, est un organe consultatif, mais dans la mesure où les membres ministériels du Conseil acceptent les propositions formulées, ils seront à même, comme mem-

bres du gouvernement, de leur donner immédiatement effet dans la pratique... La première tâche du Conseil économique sera de traduire en projet précis ceux des plans qui seront choisis comme étant les plus urgents, de les coordonner, d'établir un ordre de priorité et essentiellement d'élaborer aussi rapidement que possible, un plan d'ensemble de développement pour une première période de trois ans, commençant en 1932... »

Et, en effet, l'article 3 du règlement du Conseil national économique prévoit explicitement que « tous les projets nationaux de reconstruction ou de développement économique pour lesquels les fonds nécessaires sont fournis en totalité ou en partie par le Trésor national doivent, au préalable, faire l'objet d'une étude et d'un examen de la part du Conseil national économique avant d'être soumis à l'approbation du gouvernement national ».

Le Conseil national économique est l'agent du gouvernement chinois pour tout ce qui concerne la reconstruction économique.

Ses pouvoirs sont les suivants :

- 1° Il établit, examine et approuve les projets;
- 2° Il examine et approuve les dépenses nécessaires requises pour l'exécution desdits projets;
- 3° Il surveille et dirige leur exécution;
- 4° Il met directement à exécution des projets spéciaux qui lui ont été soumis et qu'il a agréés.

Comme on le voit, ces pouvoirs sont très étendus. Ils définissent conformément à la pratique législative moderne de la Chine le rôle que l'institution doit rem-

plir en définitive plutôt que son statut durant la période de son développement.

La surveillance de l'exécution des projets du Conseil est confiée à des bureaux, comités et organisations autonomes.

Un Comité joue le rôle d'organisme consultatif du Conseil, un bureau constitue un organisme exécutif du secrétariat du Conseil, une commission composée de représentants des intérêts organisés dans une sphère déterminée d'activités est placée sous l'autorité d'un président indépendant, choisi parmi les personnalités marquantes de la vie publique. Le programme élaboré par une commission de réserve doit être adopté par le Conseil, qui accorde les pouvoirs nécessaires pour en poursuivre l'exécution, c'est-à-dire l'appui politique et financier nécessaire à la réalisation de ses plans.

### SECTION III

#### **L'organisation technique du C.N.E.**

Actuellement, l'organisation technique du Conseil économique comprend :

1° Un bureau de secrétaire principal, auquel sont attachés, en dehors d'un personnel administratif et technique huit conseillers pour les problèmes relatifs à l'agriculture, à l'hydraulique, à la chimie industrielle, au commerce, aux pêcheries et aux usines; un personnel étranger de six conseillers est également attaché au bureau;

2° Un bureau des routes;

3° Une station centrale d'hygiène appliquée;

4° Des bureaux des travaux pratiques d'application (comprenant l'agriculture et les travaux hydrauliques).

C'est cette organisation qui a pris la place de comités primitivement créés pour la détermination de la politique relative aux routes, aux travaux hydrauliques, à l'hygiène publique et à l'instruction publique.

#### SECTION IV

##### **La collaboration avec la S.D.N.**

##### **Le délégué technique**

Dans un télégramme du 25 avril 1931, adressé au Conseil de la S.D.N., le gouvernement chinois faisait connaître sa décision de constituer un Conseil économique, en même temps qu'il demandait le concours de Genève. Sous quelle forme pourrait-il se manifester?

La S.D.N. pouvait, comme elle l'avait déjà fait dans le domaine de l'hygiène, envoyer pour une période déterminée une personnalité qualifiée qui donnerait son avis sur le plan et les méthodes employées pour sa mise en exécution. Ou bien s'il s'agissait d'une mise en application de *projets particuliers*, elle accorderait le concours d'experts ou de fonctionnaires faisant partie de ses organisations techniques. Enfin, éventuellement, elle aiderait à la formation technique des fonctionnaires chinois nécessaires pour les années à venir.

Ces suggestions furent accueillies favorablement par le Conseil de la S.D.N. Dans sa session de 1931, il décida que « les propositions de collaboration

seraient transmises... aux organisations techniques compétentes, en vue des mesures à prendre ».

En juin 1933, le gouvernement chinois demande au Conseil de la S.D.N., afin d'assurer la collaboration continue du Conseil national économique avec la S.D.N., la nomination d'un délégué technique qui serait accrédité auprès du gouvernement national. Dans sa séance du 18 juillet 1933, le Comité spécial désigné par le Conseil de la S.D.N. accepte la demande du gouvernement chinois en spécifiant que la fonction du délégué technique avait un caractère « purement technique et entièrement non politique ». Il serait assuré pour une année.

Les fonctions de ce délégué consistent à recueillir les informations sur le fonctionnement des organisations techniques de la S.D.N. et la manière dont elles pourront être utilisés en vue de collaborer à la reconstruction économique de la Chine; à transmettre au secrétaire général de la S.D.N. en vue d'être soumise aux organisations compétentes toute demande de collaboration technique; à assurer au gouvernement chinois l'assistance que celui-ci pourrait désirer en vue de s'assurer la collaboration d'experts qu'il désirerait engager pour un service technique en relation avec l'œuvre de reconstruction.

Enfin, le délégué technique doit assister le Conseil national économique pour la coordination sur place des activités des experts des organisations techniques de la S.D.N., qui auraient été choisies pour telle mission déterminée.

C'est le docteur RAJCHMANN, directeur de la Section d'hygiène, qui a été le premier expert technique (1).

Avant la nomination du délégué technique, les organisations de la S.D.N. avaient, à la demande du gouvernement chinois, envoyé à différentes reprises des personnalités qualifiées par leur compétence économique et scientifique. Mais d'autres personnalités furent sollicitées, en dehors des cadres de la S.D.N.

Nous citerons, en particulier, la mission que remplit en octobre 1932 le professeur Carlo DRAGONI, ancien secrétaire général de l'Institut international d'agriculture de Rome, qui, à la suite d'un séjour de six mois en Chine, publia un rapport remarquable sur les conditions de l'agriculture chinoise; celle de M. Benito MARI, ancien président de l'association italienne de sériciculture, qui procéda à une étude de la sériciculture en Chine et les possibilités de son relèvement; du docteur MUEHLEN, de l'Institut des maladies tropicales de Hambourg, qui a entrepris une enquête sur les méfaits du paludisme.

## SECTION V

### Les méthodes du C.N.E.

Deux écueils devaient être évités : une réforme rapide et sans lendemain; l'attrait exercé par les structures économiques américaines, japonaises ou occidentales.

(1) Le docteur RAJCHMAN est arrivé en Chine au mois d'octobre 1933. Il a adressé au Conseil de la S.D.N. un rapport sur sa mission depuis la date de sa nomination jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1934 (G. 157, M. 66, 1934) (Série des Questions générales, 1934, n° 1).

Il ne s'agit pas de réaliser l'œuvre de transformation magique, dans un pays dont la population atteint le quart de l'ensemble des continents.

Voulant faire œuvre utile et durable, le Comité national a compris qu'il ne pouvait juxtaposer des organismes et décréter des réformes sans tenir compte des caractéristiques des traditions nationales, des coutumes séculaires, et du complexe économique chinois.

Les méthodes d'établissement, d'entretien, de financement d'un réseau routier, les règles à suivre pour la conduite des irrigations ou pour le développement de l'hygiène publique à la campagne ont été déterminées d'après les besoins, les habitudes et l'organisation administrative et sociale des communautés intéressées. Or, ces besoins varient d'une région à l'autre de la Chine.

C'est ce qui explique cette multitude d'expériences qui se poursuivent encore actuellement.

Nous allons prendre deux exemples qui montrent que le Conseil national économique a recherché des solutions adaptées au cadre chinois.

Le premier est emprunté à l'hygiène publique, le second concerne les communications.

Le service national d'hygiène publique a tout d'abord porté ses efforts sur la constitution et le fonctionnement d'organisations centrales dans les centres urbains. Puis il a envisagé le problème plus vaste et spécifiquement chinois, celui-là, de la santé publique dans les campagnes. La formation de spécialistes de tous ordres : médecins, ingénieurs sanitaires, infirmiers, sages-femmes, appelés à servir dans les centres

ruraux a été réalisée. Mais, et c'est ici que la solution est vraiment originale, comme la population paysanne ne peut payer ni services ni médicaments, le gouvernement central, sur les suggestions du Conseil national, a déclaré service public la profession médicale.

Pour les communications, il est toujours de mode de relever la disproportion existant entre le kilométrage des voies ferrées par tête d'habitant existant en Chine et celui de tel ou tel pays occidental. Les doctrinaires imbus des idées européennes préconisaient, un moyen d'emprunts extérieurs, l'établissement rapide d'un vaste réseau ferré. Or, ce n'est pas cette solution qui est apparue la plus pratique, mais celle des communications par routes. Le Conseil national a décidé que les chefs-lieux de district seraient reliés aux capitales provinciales et les capitales provinciales entre elles par des services automobiles, que jalonnent des gares et que dessert un réseau téléphonique.

Ce développement a sans doute été provoqué et accéléré par besoin qu'a l'Etat pour le maintien de l'ordre, d'une solide armature lui permettant de porter rapidement son effort sur un point menacé. Mais ce qu'il faut noter c'est que cette solution est l'opposé de toutes celles qui étaient envisagées.

---

## CHAPITRE II

### L'ŒUVRE DU C.N.E. DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE LA CHINE

---

Si l'on veut se rendre compte de l'œuvre accomplie, il est nécessaire de faire un voyage à travers les provinces de la Chine, les plus pauvres comme les plus prospères. Pour aussi sommaire qu'il soit, il nous paraît indispensable pour avoir une vue d'ensemble de l'état actuel de l'effort entrepris.

Nous nous bornerons à rappeler que dans le *Shantung*, ce sont les travaux de construction routière qui ont surtout été entrepris (6.500 kilomètres de routes sur lesquels circulent 800 autobus) et les travaux hydrauliques intéressant le fleuve Jaune; dans le *Hopei*, les travaux concernant le réseau de rivières aboutissent à Tientsin (1). La province de *Shansi*, qui est une des plus prospères de la Chine au point de vue commercial, a été la première à posséder un réseau routier moderne. Le gouvernement local a ouvert à l'exploitation un chemin de fer à voie étroite

(1) Ces travaux ont fait l'objet d'études d'experts envoyés par la S.D.N.

qui sillonne la province du nord au sud (1). Un bureau d'économie dirigée a été créé. Des usines modernes de lainages et de tanneries ont été ouvertes. L'arsenal Taiynan-Fu fabrique des instruments agricoles et des rails.

Avec la collaboration de « l'International Famine Relief Commission » et des experts de la S.D.N., les travaux de régularisation de rivières et d'irrigation portant sur le Fen-Ho ont été commencés. Pour la formation des techniciens de la province, une université a été ouverte à Taiynan-Fu.

## SECTION I

### **L'œuvre de reconstruction dans le Shansi et le Hupeh**

La province du *Shensi* a toujours été considérée comme l'une des moins bien outillées. L'effort du Conseil national associé à l'action du gouvernement central a opéré de véritables prodiges. Jusqu'ici cette province, était au point de vue communications, complètement isolée. Or, à la fin de 1934, les travaux du chemin de fer qui relie Lun-Hai, la ville la plus éloignée, à la capitale de la province Sian-Fu, étaient terminés et la ligne mise en exploitation. A Sian-Fu on trouve l'hôpital provincial, une maternité, une école de sages-femmes et le centre d'hygiène scolaire organisé par le Service national d'hygiène publique. Des travaux ont été faits sur le King-Ho et le Lo-Ho. Ils ont contribué beaucoup à l'amélioration des terres. La

(1) Ce chemin de fer est surtout destiné à faciliter l'exploitation des ressources minières de la province.

plus value qui en est résultée a permis d'instituer une taxe spéciale qui permettra de les poursuivre.

Dans le *Hupei*, les travaux hydrauliques entrepris par la Commission du Yang-Tsé avec l'aide du gouvernement central, se poursuivent. Ils ont pour objet la récupération ou l'amélioration pour l'agriculture des terrains situés au sud du fleuve, à proximité du Wuchang, et le développement de l'industrie cotonnière à Hankéou et à Hanyang.

## SECTION II

### **L'œuvre de reconstruction dans le Kiangsi, le Chekiang et le Kwangtung**

Le *Kiangsi* se trouvait jusqu'à la fin de 1933 dans une situation lamentable. Cette province a dû être reconquise presque entièrement sur les forces communistes. C'est dire qu'elle a nécessité, au sens littéral du mot, une œuvre de reconstruction. Dans cette province, on a multiplié les écoles normales rurales, les jardins d'expérimentation, les services d'hygiène, etc.

Deux expériences intéressantes ont été tentées.

A Fenchen se trouve un centre dit de bien-être social, comportant : centres d'instruction populaire, station agricole et coopérative de village, organisées en faisant appel au secours de la population, suivant les recommandations du docteur James YZU, de Ting-Hsien.

A Linch-Wan, suivant d'autres méthodes, les habitants sont astreints à effectuer des travaux de voirie rurale, à édifier des jardins publics, à créer des coo-

pératives, à améliorer les conditions d'hygiène de leurs habitations. Comme dans cette province, les troubles communistes ont pris un caractère agraire, il a fallu procéder à « l'organisation de la population ». On a remis en honneur et rénové les anciennes institutions de chefs de famille, de groupes de famille, de villages, de groupes de familles, dont les titulaires servent d'intermédiaires entre le magistrat du district et la population.

C'est à cette collaboration que le réseau routier de la province et l'exécution de 125 kilomètres de digues près de Linehwan, ont été effectués sans que le budget provincial ait été grevé.

Dans la province de *Chekiang*, la crise de l'exportation de la soie a gravement affecté son économie. C'est pourquoi tout l'effort porte sur l'amélioration technique de la sériciculture et la réorganisation de l'industrie de la soie. La création d'un conseil économique provincial a été envisagée pour le contrôle de la production et de la consommation.

La province du *Kwangtung*, qui comprend la ville de Canton, occupe en Chine une place privilégiée. Elle a un budget bien équilibré et des cadres techniques nombreux formés aux écoles des Etats-Unis.

Elle a élaboré un plan d'industrialisation de la province de trois ans, qui comporte la création d'un grand nombre d'industries d'Etat, choisies en tenant compte des ressources agricoles et minières de la province : industries du ciment, sucreries, industrie métallurgique, usines pour la production du papier, industrie chimique pour la production des engrais et de l'acide

sulfurique, filatures et tissages de coton et de soie. Le gouvernement provincial a l'intention de les exploiter lui-même.

Le plan comporte aussi l'établissement d'un barrage et l'édification d'une centrale hydro-électrique sur le Yungkiang, l'aménagement d'un grand port maritime sur le Whanpoe.

Pour l'agriculture, il faut noter l'encouragement de la culture de la canne à sucre et l'effort d'amélioration de cette culture en liaison avec la création de l'industrie sucrière.

La province du *Kwangsi* est peut-être la plus pauvre de la Chine. L'œuvre qui y a été accomplie suivant les directives du Conseil National Economique est suivie avec enthousiasme par la jeunesse intellectuelle chinoise. Le gouvernement provincial a commencé par la réorganisation administrative et politique : épuration du cadre des fonctionnaires, publication du budget, création d'une milice destinée à la formation militaire, économique et sociale des cadres (1). Un conseil provincial économique a été créé pour donner les directives et centraliser les résultats des expériences accomplies.

Une station agronomique a été établie à Liuchéou, à laquelle a été adjointe une station vétérinaire qui fabrique et distribue à la population rurale le sérum contre la peste bovine (2).

(1) Tous les habitants de la province, de 18 à 45 ans, doivent être exercés dans la milice pendant quatre mois sans quitter leur ville ou leur village.

(2) Il faut mentionner la création de l'Université de Wuchow, destinée à la formation des cadres techniques.

### SECTION III

#### **Les travaux hydrauliques et d'hygiène**

Le Conseil national économique a commencé son œuvre de reconstruction en poursuivant les travaux pour protéger contre les inondations, que la Commission nationale de secours avait déjà entrepris. C'est ainsi qu'ont été renforcées les digues sur le Yangtsé, sur le fleuve Jaune et sur les trois fleuves les plus dangereux de la Chine centrale : le Han, le Kan et le Hwai.

Des travaux hydrauliques furent également effectués le long du littoral maritime du Kiangsi septentrional.

Dans le domaine du développement des routes et des communications, le Conseil s'est occupé de réaliser deux programmes de constructions : le premier dans le Kiangsu et l'Anhwei, provinces situées à l'extrémité orientale de la vallée du Yangtsé; le second par l'extension du premier programme aux quatre autres provinces de la vallée du Yangtsé : le Hupeh, le Kiangsi, le Hunan et le Honan.

Ces programmes avaient pour base financière l'octroi aux gouvernements provinciaux d'avances représentant 40 % des frais de construction de routes déterminées et prélevées sur un fonds de développement routier placé sous l'autorité du Conseil.

Cette politique a eu pour résultat l'achèvement d'environ 13.000 kilomètres de routes.

Le Conseil s'est également occupé du développement des services d'hygiène conçus comme un instru-

ment de reconstruction rurale. C'est sous ses auspices que fut achevé le vaste programme concernant l'établissement d'institutions centrales techniques d'orientation à Nankin. Un hôpital central et une station centrale d'hygiène appliquée furent créés. Ce sont ces organismes qui sont chargés de diriger les activités exerçant dans le domaine de la médecine et de l'hygiène publique et de répondre aux demandes sans cesse plus nombreuses des gouvernements provinciaux et municipaux.

En ce qui concerne les questions hydrauliques, dont on ne saurait méconnaître la primordiale importance à cause des conditions physiques et hydrologiques de la Chine, signalons l'effort fait pour grouper les diverses commissions fluviales sous la direction d'une commission hydraulique, relevant directement du Conseil économique. La réalisation de cette réforme a permis d'utiliser au maximum le personnel spécialisé et les ressources financières qui lui ont été affectées. De plus, le contrôle économique et technique sera plus efficace. Ainsi, pourra être réalisée la préparation systématique des plans de travaux à effectuer.

---

## CHAPITRE III

### **L'ŒUVRE DU C.N.E. DANS L'ÉCONOMIE RURALE**

---

#### SECTION I

##### **La crise agraire et ses causes d'ordre physique politique, technique et économique**

L'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie nationale chinoise. C'est que la Chine est avant tout un peuple de paysans fortement attachés au sol. 80 % de sa population vit directement du travail de la terre, ou dans de modestes villages, forme une classe de petits artisans en relations étroites avec les cultivateurs.

La comparaison entre la superficie cultivable et la superficie cultivée n'est connue que par des approximations.

Le mode de tenue des exploitations varie avec les provinces suivant le degré de fertilité et la densité de la population. Ainsi, dans le nord de la Chine, où la terre est moins fertile et la population moins dense, les propriétaires sont plus nombreux que dans les provinces du sud du Yantzee.

TABLEAU MONTRANT LA PROPORTION  
DES PAYSANS PROPRIÉTAIRES ET DES FERMIERS (1)

| Provinces       | Pourcentage   |        |          |
|-----------------|---------------|--------|----------|
|                 | Propriétaires | Mixtes | Fermiers |
| Kiangsu .....   | 38            | 30     | 32       |
| Anhwei .....    | 28            | 17     | 55       |
| Hupei .....     | 22            | 27     | 51       |
| Szechuen .....  | 22            | 21     | 57       |
| Yunnan .....    | 46            | 26     | 28       |
| Kweichow .....  | 46            | 19     | 35       |
| Hunan .....     | 34            | 32     | 34       |
| Kiangsi .....   | 27            | 34     | 39       |
| Chekiang .....  | 27            | 31     | 42       |
| Fukien .....    | 9             | 22     | 69       |
| Kwangtung ..... | 30            | 24     | 46       |
| Kwangsi .....   | 34            | 15     | 31       |
| Moyenne .....   | 32            | 25     | 43       |

On peut dire qu'il n'y a pas de grande propriété en Chine.

Les propriétés ayant 1 à 10 meu, forment presque la moitié, celles de 10 à 30 meu, forment un peu plus du quart, celles dépassant 100 meu, forment 5,50 %.

D'après une enquête de M. TONG, professeur à l'Université centrale de Nankin, il y avait en 1917 264.000.000 meu de terres cultivables abandonnés.

Le résultat, c'est la grande importation de produits alimentaires qui ne s'expliquerait pas dans un pays agricole comme la Chine et qui rend largement déficitaire notre balance des comptes.

(1) Tableau établi par le docteur PING, dans un article: Bodenreform in China, paru dans le *Jahrbuch der Bodenreform*, vol. 19, n° 4.

Le docteur SUN-YAT-SEN s'était déjà préoccupé de la situation de l'agriculture. C'est ainsi que pour augmenter le rendement de la production, il avait proposé un certain nombre de mesures : l'introduction de la moto-culture, l'emploi des engrais chimiques, la lutte par des procédés scientifiques contre les insectes nuisibles, l'amélioration des transports.

A côté de ces raisons d'ordre économique, il faut en mentionner d'autres qui ressortissent à des questions de politiques intérieure : les troubles insurrectionnels d'origine agraire. Les communistes se sont servis habilement de la mauvaise situation de la classe paysanne pour l'entraîner dans leurs desseins. Le gouvernement de Nankin a été obligé de considérer attentivement ces faits.

Le besoin de l'assentiment des classes paysannes s'est fait sentir. Mais comment l'obtenir sinon en reconstituant la vie publique du village, en établissant entre lui et les centres provinciaux des liens réguliers qui feraient apparaître aux paysans la place qu'ils occupent dans la vie publique du pays. De là les expériences réalisées à *Ting-Hsien* (dans le Hopeh) *Chou-Hsien* (dans le Shantung) et dans divers districts du Kiangsi, pour réunir un ensemble d'institutions nouvelles ou rénovées : magistrature du chef de village, école rurale, milice, dispensaire médical, centre élémentaire de perfectionnement agricole.

Les causes de la crise agraire sont de quatre ordres : physique, politique, technique et économique.

§ A. — LES CAUSES PHYSIQUES :

LA CHINE EST LE PAYS DES GRANDS CATACLYSMES  
(Famines et Inondations)

La Chine est un pays de cataclysmes : tremblements de terre, engloutissant des villages entiers; inondations du fleuve Yantse, famines, épidémies.

1931, est l'année célèbre des inondations. Près de 200.000 kilomètres carrés sous les eaux, 140.000 personnes noyées, 25 millions de chinois éprouvés plus ou moins par le fléau, les récoltes détruites pour une valeur de 900 millions de dollars-argent (4.500 millions de francs), tel est le bilan approximatif de cette année terrible.

Le danger des inondations subsistera, surtout pour les immenses plaines de l'est chinois, même lorsque le plan de réparations et de construction des digues envisagé aura été achevé et que l'ancien lit du fleuve Jaune, de nouveau creusé, fournira un débouché aux eaux fougueuses du Hwai. Les crues subites de ce fleuve, de 4 à 5.000 kilomètres de long, proviennent surtout des pluies torrentielles de la mousson d'été. Tombant en trombes, râclant le sol, sans s'infiltrer dans la terre, elles le désagrègent avec une violence inouïe. Le reboisement des pentes dénudées des montagnes, qui, accompli sur une grande échelle, modifierait les cours des eaux, serait le remède le plus efficace. Il fait partie du programme du Comité national économique, dont nous parlons plus loin. Mais il ne pourra produire de résultat satisfaisant qu'à longue échéance.

Un autre fléau décime la Chine quand les inondations lui sont épargnées : c'est la sécheresse comme en 1934. Les résultats extérieurs qu'elle cause, pour être moins visibles, sont aussi redoutables. Une famine cruelle sévit sur les régions qu'elle visite. Au début de 1935, on estimait à 300.000 le nombre des affamés dans la seule province du Che-Kiang et à 400.000 dans le Kiang-Sou.

Les effets de ces famines périodiques s'atténuent à mesure que se développent les voies de communications et les moyens de transports rapides. Le jour où les secours pourront être amenés facilement, un grand pas aura été fait pour atténuer le mal.

#### § B. — LES CAUSES D'ORDRE POLITIQUE :

##### LES GUERRES CIVILES

##### (Communisme et Banditisme)

Ce n'est pas assez de subir les maux physiques. Le paysan chinois est aussi la principale victime des guerres civiles. Il est toujours à la merci de bandes conduites par des aventuriers qui se décernent le titre de général et prétendent représenter la force armée régulière. Ces bandes composées d'éléments hétéroclites, mènent la plus misérable des vies. « On a dit que le mineur est le plus exploité de tous les êtres humains. Cela est peut-être vrai en Europe et en Américain. Mais, en Chine, y a-t-il de plus misérable que ces hommes formant les troupes « des seigneurs de la guerre ? » Ils souffrent la faim, la soif, le froid. Ils n'ont ni nourriture, ni abri, ni soins, ni remèdes. Ils

mènent une vie de mendiant à cause de l'égoïsme cruel de ces chefs qui mettent dans leur poche jusqu'au dernier sou de ce qui est dû à leurs hommes » (1). On devine ce que peut causer de vexations le passage de ces soi-disant armées qui vivent sur le paysan et se compensent largement des privations endurées.

A côté des bandes armées qui passent, il y a celles qui restent à demeure.

Les généraux qui sont à leur tête lèvent eux-mêmes les impôts et pressurent les habitants. Au Szechwen, pour ne citer qu'un exemple, l'impôt sur les fermes a été perçu à l'avance jusqu'en 1967. Parfois, pour se faire de meilleurs revenus, ces gouverneurs militaires obligent le paysan à la culture du pavot. Leur procédé est très simple : ils calculent le montant des taxes à percevoir ; non sur les différentes cultures auxquelles peut se livrer le paysan, mais exclusivement sur celles beaucoup plus rémunératrices, du pavot. Refuser de s'y adonner était se mettre dans l'impossibilité de payer les sommes exorbitantes exigées. C'était se condamner à mourir de faim. Bon gré, mal gré, il fallait cultiver la plante empoisonnée.

Il y a aussi les communistes que *Chiang-Kai-Chek* a refoulés jusque dans le Szechwen et dans les provinces éloignées du nord-ouest, et le banditisme qui sévit dans la zone du nord, obligatoirement démilitarisée en vertu des accords de Tangku.

(1) WANG-CHING-WEI : *Les problèmes de la Chine et leur solution*, édition anglaise, p. 17.

§ C. — LES CAUSES D'ORDRE TECHNIQUE:  
L'AGRICULTURE CHINOISE N'A PAS ÉVOLUÉ

Les causes techniques de la détresse agraire sont connues.

En agriculture comme dans beaucoup d'autres domaines, le paysan chinois vit sur des traditions séculaires. Patient, laborieux, très attaché à son lopin de terre, soignant sa récolte avec minutie, accroupi des journées entières sur son champ pour en enlever brin à brin jusqu'à la plus mauvaise herbe, il a su maintenir la fertilité de son sol sans l'épuiser. Il connaît l'art de varier ses récoltes. Mais une étude plus scientifique des cultures, des engrais et assolements est devenue nécessaire. Elle est inscrite au programme du Comité national économique et elle a reçu des commencements d'exécution, spécialement par la création de nombreuses écoles d'agriculture dans les provinces.

Les instruments du paysan chinois sont demeurés primitifs. La charrue ne défonce pas le sol assez profondément, ce qui n'a pas beaucoup d'inconvénients dans les riches terrains d'alluvions de la vallée du Yantsé, mais diminue considérablement le rendement des terrains salpêtrés du Nord. A cause du morcellement des terres, l'emploi des machines aratoires est difficile. Mais le besoin s'en fait moins sentir dans un pays où la main-d'œuvre est abondante. Il faudrait simplement perfectionner les instruments existants.

Le seul engrais connu jusqu'ici était l'engrais humain. Des études d'engrais artificiels ont été faites

dans les régions de Shanhgai et de Trentsin. Dans cette dernière, des expériences tentées sur des plantations de choux ont donné des résultats satisfaisants. Des terrains qui ne produisaient que 3,3 et 5,5 picules par meu, ont obtenu un rendement de 14,2 et 33,5 picules (1). Des essais sur le maïs, qui ont parfaitement réussi ont été effectués dans la province du Hopeh.

Mais la prudence s'impose. Le Comité national économique, tout en stimulant les essais de reconstruction agraire, n'a pas voulu faire appel à des procédés qui, ailleurs avaient sans doute réussi, mais qui en Chine fatigueraient le sol et compromettraient l'avenir. De plus, l'emploi généralisé des engrais suppose la création de tout un système de crédits, car en général, le paysan livré à ses seules ressources est trop pauvre pour avancer les sommes nécessaires à leur achat. C'est pourquoi, le Comité national économique, tout en continuant à étudier la question, préfère s'en tenir à l'organisation de l'enseignement agricole.

Différentes récoltes pourraient être améliorées en quantité et en qualité par une sélection de semences. C'est le cas notamment pour le coton, production vitale pour l'industrie du pays. Chaque année, la Chine importe plus de 30 % du coton brut qu'elle emploie dans ses manufactures; ses fournisseurs sont principalement les Etats-Unis, l'Inde et l'Egypte. Le besoin de matière première étrangère se fait sentir

(1) V. Chemical fertilizers in China (*China Journal*, avril 1930, p. 203).

à cause surtout de la question inférieure du coton chinois, dont les fibres sont plus courtes. « Le coton importé sert principalement à la confection des tissus de qualité, alors que celui du pays est employé pour les tissus plus grossiers » (1). Des essais d'amélioration accomplis dans les provinces du Kiangsu avec des semences américaines ont donné des résultats satisfaisants. Nous reviendrons sur cette question à propos des travaux de la commission du coton.

Le commerce du thé chinois, autrefois florissant, a diminué considérablement au bénéfice du thé de Ceylan. Il faut l'attribuer pour une grande partie à un manque de discernement dans le choix des semences. De plus, le cultivateur chinois, qui n'a pas d'argent, est obligé de réaliser des bénéfices immédiats. Il récoltera pour ce faire des feuilles de thé avant qu'elles aient atteint le degré de maturité idéal.

La culture du mûrier qui intéresse une des industries autrefois les plus prospères, celle de la soie, laisse à désirer et appelle de nombreuses améliorations techniques — dans ce domaine surtout où la concurrence mondiale déjà forte s'est compliquée du fait du développement de la soie artificielle. Une reprise s'annonce. C'est ainsi que le *China Times* (numéro du 25 septembre 1935) publiait qu'à Changhaï 41 filatures de soie que le marasme des affaires avaient obligé à fermer viennent de reprendre le travail. Il en est attribué la cause « au fait de la diminution des exportations de soie italienne, ce qui favorise la vente de la soie nationale ». Nous y insisterons plus loin.

(1) V. FONG: *Cotton Industry and Trade in China*, dans la *Chinese Social and Political Science Review*, oct. 1932, p. 364.

Enfin, pour toutes sortes de cultures, surtout pour le riz, des études scientifiques s'imposent si l'on veut lutter efficacement contre les insectes, les vers, les maladies qui causent des dégâts considérables. Le Conseil national économique a demandé le concours de spécialistes éminents aux organisations de la S.D.N.

On s'est demandé si la situation du paysan chinois pouvait être améliorée par l'introduction de cultures nouvelles auxquelles se prêteraient le sol et le climat de la Chine. Dans le Hopei, des missionnaires français ont essayé la culture des laitues, choux, carottes, haricots, tomates, oignons, etc... (1).

Pour la vigne, des expériences ont été faites et l'on est parvenu à implanter dans les régions du Nord qui connaissent portant des froids rigoureux (25° au-dessous de zéro). Le clos de Chla, près de Paï-pin, commence à être connu. De même pour les arbres fruitiers, poiriers, pommiers, pruniers, dont les greffes prises en Auvergne ont été acclimatées en Chine par le P. CHANET.

Par contre, les essais de plantation de châtaigniers ont échoué. Les arbres moururent au bout de quelques mois, ne pouvant supporter le sol salpêtré de la plaine. Mais les essais vont reprendre, car si l'on arrivait à couvrir de châtaigniers les collines et les montagnes, on pourrait lutter contre les inondations et arrêter l'invasion funeste de sable que chaque année le « vent Jaune » amène du désert de *Gobi*. Ce serait aussi

(1) V. sur ce point le livre du P. CHANET : *Culture des légumes européens dans la Chine du Nord* (Shanghai, 1934).

aider à résoudre le problème si aigu du combustible et fournir un sérieux apport alimentaire à des populations qui trouvent à peine de quoi vivre sur leur sol.

Reste la question de l'élevage du bétail. Il est à noter que dans la nourriture du chinois le lait ne tient aucune place. Cela explique l'absence complète de pâturage, là même où il serait facile d'en avoir, c'est-à-dire au sud du Fleuve Jaune. En réalité, le bétail ne sert que comme instrument de travail. Dans les rizières du centre et du sud on rencontre le puissant buffle; dans les plaines du nord, le cheval, l'âne, le mulet sont employés comme bête de trait.

Il faut aller dans les villes comme Changhaï pour rencontrer des fermes qui s'adonnent à l'élevage pour fournir en lait et en viande la population européenne. Quant aux moutons, on ne les trouve guère que sur les terrains arides des provinces du nord-ouest. Ils alimentent en laine la ville de Tientsin, premier centre du coton. Cependant, l'élevage pourrait réussir dans certaines parties de la Chine et contribuer à l'amélioration de la situation économique de la classe paysanne. Le Conseil national économique s'est livré à une étude approfondie de la question. En avril 1934, il a décidé l'envoi d'experts dans les provinces de Shensi et de Kansu. A la suite de quoi une station modèle pour l'amélioration de l'élevage du nord-ouest a été créée près de Kanping-Temple, dans le « hsien » de T'ung-jen. Des travaux de constructions permanentes ont été entrepris pour y recevoir le bétail sélectionné.

§ D. — LES CAUSES D'ORDRE ÉCONOMIQUE ET FISCAL :  
LES MODES DE TENURES DU FERMAGE  
LA TAXE FONCIÈRE AGGRAVÉE PAR LA SURTAXE

Les conditions de fermage pèsent lourdement sur l'agriculture. Les modes de tenure foncière varient suivant les régions. Les paiements du loyer en nature, soit par quantité fixe, soit selon une proportion du produit de la ferme, sont la règle; les paiements en espèces l'exception. A la vérité, les systèmes sont compliqués et il est difficile d'arriver à des conclusions exactes quant au montant du loyer.

Dans certaines provinces, les propriétaires fournissent une partie du capital sous forme de semences, et dans de rares cas, de bétail et de matériel. Il est aussi d'un usage répandu de ne payer que sur la production des récoltes principales, ou encore la proportion n'est calculée sur la production totale de la ferme (produits et sous-produits).

Il faut y ajouter les dépôts versés par les fermiers, les cadeaux aux propriétaires et les paiements (s'élevant à environ 80 % du loyer), pour le transport des produits à la ferme ou à l'agence du propriétaire.

Un autre problème se trouve lié à celui du fermage: c'est la petite étendue des exploitations rurales. En général, le propriétaire ne pratique pas le système des plantations, il ne le loue pas non plus par grandes parcelles. Ce qui aggrave, au point de vue technique, les mouvements des petites unités, c'est le fait qu'une partie du sol est occupé par des tombes et que les maigres terres du fermier sont fragmentées. Par

conséquent, on se trouve en présence d'un système de culture de bandes de terre. Le fermier cultive un certain nombre de petites terres situées à une certaine distance l'une de l'autre. La superficie moyenne, d'après les travaux du professeur DRAGONI paraît être inférieure à 5 acres.

Quant à la taxe foncière, qui est fondée sur une cote vieille de plus de deux cents ans, elle est à la vérité modérée. Mais elle se trouve multipliée par l'application de surtaxes (1). En principes, elle doit être payée par le propriétaire, mais en fait, elle est acquittée en tout ou en partie par le fermier (1).

## SECTION II

### **La loi agraire de 1930**

#### **Le mouvement coopératif rural**

§ A. — LA LOI DE 1930 A ÉTÉ UN ESSAI D'AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES FERMIERS PAR LA REDISTRIBUTION DES PARCELLES DE TERRE ET L'AMÉLIORATION DE L'ASSIETTE DE L'IMPOT FONCIER.

Il faut accorder une grande importance à la loi décrétée en juin 1930, qui a envisagé tous les aspects de la situation agraire. Elle est composée de 400 articles, avec la création d'un bureau foncier central et un bureau foncier provincial.

(1) C'est ainsi que, de la naissance à la vente d'un porc, un propriétaire acquittait dix taxes différentes !

(1) Dans le Kansu, le fermier paie 60 % de la taxe et des surtaxes.

Pour en comprendre la portée, il faut se rappeler que la Chine est un pays où les agriculteurs sont en majorité des petits fermiers, établis depuis de longues générations sur la terre qu'ils cultivent, dont ils n'ont pas la propriété, et pour laquelle ils paient des loyers très élevés.

Le but poursuivi par la loi de 1930 était de faire de ces métayers des petits propriétaires cultivant des terres d'un seul tenant. Elle n'a pas voulu, comme on l'a dit exagérément, supprimer le fermage, mais le réformer et surtout protéger le fermier.

Si un fermier a cultivé sa terre pendant 10 ans et si le propriétaire ne réside pas sur son bien, le fermier devient propriétaire *ipso facto*, sans avoir à effectuer aucun paiement. L'absentéisme, qui est surtout le fait des propriétaires fonctionnaires, a beaucoup facilité la propagande communiste. De plus, la loi de 1930 accorde un grand pouvoir aux autorités provinciales en ce qui concerne le statut juridique des terres. C'est ainsi qu'elles peuvent, si elles le jugent utile, limiter la quantité de terres que peut posséder une seule personne et exproprier avec ou sans compensation, tous les propriétaires dont les possessions dépassent 37 1/2 % du produit. Le fermier ne peut être expulsé, à moins qu'il ne paie pas son fermage ou que le propriétaire ne désire exploiter lui-même sa ferme. Si le propriétaire veut vendre sa ferme, il le peut, mais le fermier peut exercer son droit de préemption.

A l'expiration du contrat de fermage, le fermier a le droit de réclamer une plus-value pour les amélio-

rations qu'il a apportées. Une augmentation du rendement des récoltes due à ces améliorations ne peut être comptée dans la part éventuelle du propriétaire.

Les autorités provinciales ont aussi le droit de procéder à la redistribution des parcelles de la terre de manière à constituer des propriétés d'un seul tenant. Sauf le cas où plus de la moitié des agriculteurs d'un district y ferait opposition, elles peuvent imposer la redistribution avec tous les avantages qu'elle comporte. Une disposition de la loi prévoit une compensation pour les propriétaires subissant une perte du fait de la nouvelle répartition. Enfin, la loi organise une amélioration du système de l'impôt foncier, comprenant l'établissement périodique de l'assiette de l'impôt et dans lequel, selon la pratique la plus généralement suivie, il est tenu compte des améliorations réalisées grâce à des placements de capitaux. Comme on autorise le fermier à déduire du loyer l'impôt foncier lorsque lui-même l'a payé, c'est sur le propriétaire foncier qu'on fait retomber l'impôt foncier.

Il n'est pas encore possible de se prononcer sur les résultats de cette loi. En réalité, la question agraire en Chine comporte deux aspects : la redistribution et l'exploitation et l'ajustement des terres.

En ce qui concerne la question de redistribution des terres, le gouvernement de Nankin s'est prononcé pour le système de la péréquation de la propriété foncière. Elle doit s'opérer de telle sorte que tous les cultivateurs puissent recevoir leur part de terres. Conformément à la loi de 1930, le gouvernement a décidé de fixer la limite maximum des propriétés fon-

cières. Ceux qui détiendront une superficie supérieure ne seront pas expropriés, mais seront astreints à des impôts progressifs. Les récoltes provenant de ces impôts seront consacrées au financement des entreprises agricoles. « De cette manière, non seulement les propriétaires fonciers seront incités à placer leurs capitaux dans des entreprises autres que les entreprises agricoles, mais encore ceux qui seront capables de cultiver le sol recevront des terres à cette fin, et les effusions de sang seront évitées » (1).

§ B. — LE PROJET DU GÉNÉRAL YEN HSI-SHAN  
CONCERNANT LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE DES TERRES

Pour montrer l'importance de la redistribution des terres, nous prendrons un exemple récent. En 1935, le général YEN HSI-SHAN, commissaire de la pacification au Shansi, a soumis au gouvernement central un projet de *propriété publique des terres*, dont voici les principaux points :

1° Le village sera pris comme unité administrative agraire ; son administration pourra émettre des obligations pour l'acquisition de terrains dans les limites du village. Ces obligations seront considérées comme propriété du village.

2° Les autorités reviseront et détermineront à nouveau la nature des terrains qui seront ensuite répartis entre les habitants pour être cultivés. L'étendue des terrains dont il sera ainsi disposé dépendra de l'âge et de la capacité de travail des villageois.

(1) Déclarations du généralissime CHIANG-KAI-CHEK à la 4<sup>e</sup> session du Comité Exécutif central (17 mars 1934).

3° Dans chaque village, on formera une assemblée pour décider du meilleur système d'administration des terrains de son territoire.

4° Dans le cas où les terrains d'un village ne suffiraient pas à fournir du travail à ses habitants, l'assemblée susdite devra en procurer aux personnes sans occupation. Si le nombre de bras est en excédent, elle en rendra compte aux autorités et prendra les dispositions nécessaires pour le transfert des agriculteurs des villages surpeuplés dans ceux qui souffrent de la rareté de la main-d'œuvre.

5° Seront considérés comme aptes aux travaux agricoles tous les paysans de 18 à 58 ans. Tout jeune homme ayant atteint ses dix-huit ans devra se présenter à l'administration du village qui lui indiquera le terrain qu'il devra cultiver. Les hommes ayant atteint 58 ans devront rendre le terrain qu'ils cultivent.

6° L'administration du village pourra reprendre les terres dans les cas suivants: décès, changement de profession, changement de résidence, abandon des travaux et infractions commises aux lois par les cultivateurs en charge.

7° Les terres des paysans appelés à faire leur service militaire seront cultivés par les autres villageois et leur seront retournées après leur libération.

8° En vue du rendement agricole, les fermiers pourront employer tous les travailleurs qui auraient du temps disponible après avoir vaqué à leurs propres affaires, et qui répondraient aux conditions d'âge

stipulées, ainsi que les femmes en état de travailler aux champs.

9° Les obligations émises pour l'acquisition des terres seront amorties ou remboursées d'année en année.

§ C. — LA COOPÉRATION RURALE  
ENVISAGÉE COMME MOYEN DE REDISTRIBUTION  
DES TERRES

Mais comment assurer une superficie suffisante de terres aux paysans ? Par le moyen de la coopération : les propriétaires fonciers, les fermiers et les paysans constitueront des sociétés coopératives en vue de l'exploitation du sol. Lorsqu'une parcelle de terre sera mise en vente dans un village, la société coopérative aura un droit de préemption, de sorte que, peu à peu, toutes les fermes du village seront acquises par elle. Les fermes acquises par la société coopérative seront réparties entre les membres qui seront chargés de les exploiter, la société en demeurant propriétaire. En échange de ce qu'ils reçoivent, les membres de la société sont tenus de verser à la société un fermage qui sera affecté à l'amélioration des méthodes de culture.

Le système coopératif rural est appelé à un grand avenir en Chine. Sans son aide, on peut dire que la reconstruction rurale serait difficile à réaliser. Le paysan chinois se trouve dans l'impossibilité d'obtenir, même dans le court intervalle qui s'écoule entre les semailles et l'époque de la récolte, du crédit à bon compte, d'acheter ce qui lui est nécessaire, de vendre

en temps opportun sa récolte. Le taux auquel les prêteurs lui consentent des avances est en moyenne de 35 % et, dans certains cas, de 100 %.

TABLEAU MONTRANT LE DÉVELOPPEMENT DES ASSOCIATIONS  
COOPÉRATIVES CONSTITUÉES DE 1925 A 1932  
(Bureau central de statistiques) (1)

*Pourcentage par rapport au total de chaque groupe*

|                              | Crédit | Consom-<br>mation | Pro-<br>duction | Vente | Achat | Total |
|------------------------------|--------|-------------------|-----------------|-------|-------|-------|
|                              | —      | —                 | —               | —     | —     | —     |
| 1925-27 ...                  | 0,2    | 1,7               |                 | 3,3   |       | 0,3   |
| 1928 .....                   | 3,7    | 4,3               | 0,9             |       |       | 3,3   |
| 1929 .....                   | 26,4   | 8,6               | 9,9             | 10,0  | 1,9   | 23,3  |
| 1930 .....                   | 25,7   | 22,2              | 14,9            | 20,9  | 17,3  | 24,9  |
| 1931 .....                   | 31,2   | 53,0              | 59,9            | 43,4  | 57,7  | 35,3  |
| 1932 .....                   | 12,8   | 10,2              | 14,4            | 23,3  | 23,1  | 12,9  |
| (pour une partie de l'année) |        |                   |                 |       |       |       |

Pour compléter ces indications, d'après le rapport le plus récent du bureau des statistiques, 9.948 sociétés coopératives existaient en Chine à la fin du mois de juin 1934. Ce développement, pour aussi intéressant qu'il soit, ne représente encore qu'un faible pourcentage si l'on considère l'ensemble de la population rurale. Mais un vieux proverbe chinois ne dit-il pas que tout ce qui se fait rapidement est facilement défait?

Les sociétés coopératives de vente et d'achat sont encore moins nombreuses que celles s'occupant des

(1) Rapport du professeur DRAGONI (p. 134 et 135) au Comité national Economique en 1933.

crédits. Cependant la nécessité de telles sociétés est au moins aussi urgente, car le paysan se trouve en présence, depuis 1930 surtout, d'une baisse anormale des prix des produits agricoles. L'écart entre les prix qu'il peut obtenir sur place et les prix de vente pratiqués dans les grandes villes est énorme. Ainsi, d'après des chiffres fournis par les services du Comité national économique (bureau des recherches), la différence entre les prix payés aux fermiers du Kiangsi pour leurs produits et les prix que paient les consommateurs de Chang-Haï, ne serait pas inférieure à 100 %. Certaines provinces, comme le Kiangsu, le Chekiang, se sont efforcées de créer des entrepôts dans lesquels le paysan peut consigner son grain et ne le mettre sur le marché qu'au moment où il pourra obtenir des prix intéressants.

Nous ferons quelques observations. Dans bien des provinces, les sociétés coopératives ne sont pas à l'abri des conflits. Au début, un grand enthousiasme a favorisé l'extension du mouvement avant même qu'un plan définitif soit arrêté. Il en est résulté un manque d'uniformité dans les organisations et des divergences dans les activités de ces entreprises. Les paysans ne savent quel système est le bon. Or, le mouvement coopératif est une entreprise sociale et économique. Il doit rester à l'écart des luttes politiques.

Le mouvement coopératif n'est pas en complète harmonie avec la politique du gouvernement central. Dans les autres pays, les coopératives sont des organisations populaires. En Chine, elles ont le même

caractère, mais leurs attaches avec le gouvernement ne sont pas suffisamment étroites. Le mouvement coopératif était un des sept mouvements préconisés par le siège central du parti Kuomitang. Il fait donc partie du programme politique du gouvernement. Dans la vallée du Yangtze, la formation des coopératives a été suggérée, presque partout, par les autorités locales. Elles sont dirigées conformément aux principes définis par le gouvernement, alors que partout ailleurs leur caractère privé les place en dehors de tout contrôle officiel.

Or, toute politique du laisser-faire serait évidemment regrettable.

### SECTION III

#### **La commission de restauration rurale**

##### § A. — ORGANISATION ET MÉTHODES

Dans un grand nombre de provinces de la vallée du Yangtze (Hupei, Hunan, Honan, Anhwei et Kiangsi), la situation était devenue particulièrement difficile en 1930. Les communistes, dans leur avance, avaient expulsé les propriétaires fonciers et attribué leurs terres aux paysans, afin de les convertir. Ils avaient procédé, dans certains endroits, à la redistribution des terres, en donnant les parcelles des terres les plus fertiles à leurs partisans. Lorsque l'offensive des troupes gouvernementales les eut refoulés, les propriétaires voulurent reprendre leurs propriétés. Mais ils avaient perdu leurs titres, établissant leurs

droits. D'autre part, une grande partie de la population se montrait hostile à tout système de fermage. Cet état de chose se présenta également dans d'autres régions. Grâce à l'esprit de souplesse des autorités provinciales, des solutions provisoires ont été acceptées de part et d'autre. Le gouvernement central, sur les suggestions du Conseil national Economique, a décidé la création d'un organisme spécialisé chargé tout spécialement de l'étude des questions agraires, de l'amélioration de l'économie agricole et du relèvement des conditions de vie des travailleurs.

Ce fut là l'œuvre de la commission de restauration rurale créée en mai 1933.

Quelle serait sa composition et sa compétence? Elle ne pouvait être qu'une émanation du C.N.E. Il fut décidé qu'elle serait composée des ministres des finances, des chemins de fer, de l'industrie, avec la collaboration d'agronomes et d'économistes spécialisés.

Nous savons que, dans un grand nombre de provinces, des centres de formation rurale avaient été créés, qui avaient pour but de former de véritables dirigeants, qui conseilleraient les paysans en matière d'exploitation et de culture, en même temps qu'ils formeraient les jeunes gens aux méthodes modernes susceptibles d'être appliquées en Chine.

C'étaient là des collaborateurs désignés à l'avance pour aider la commission de restauration rurale. Un décret du 12 septembre 1933 enjoint aux gouverneurs de provinces de solliciter les avis de tous ceux « ayant quelque autorité en matière d'économie rurale ».

C'est là, pour quiconque connaît les vieilles habitudes de l'administration chinoise, une véritable révolution. Cet esprit de coopération entre les autorités et les représentants des villages est le résultat de la formation de cette « vie nouvelle » qui veut utiliser toutes les énergies et toutes les compétences.

La principale difficulté que l'on rencontre lorsqu'on veut fixer les règles d'une politique foncière en Chine est le manque de renseignements sûrs quant aux conditions sociales et économiques. C'est pourquoi le principal travail de la commission a consisté en des travaux d'études et de recherches. Pour ce faire, elle a obtenu le concours des membres des services du gouvernement central qui résident dans les provinces et du personnel de l'administration des impôts consolidés. Ses investigations ont porté sur sept provinces, y compris le Kwangsi, sur lesquelles on ne possédait auparavant que peu de renseignements. Elle a reçu de ces districts des informations concernant les loyers, les impôts fonciers, le régime foncier, la nature du sol, du climat, des récoltes ainsi que du développement des sociétés coopératives.

Voici comment elle procède. Dans chaque province elle choisit un nombre limité de « hsiens ». Des questionnaires sont présentés aux autorités locales, aux magistrats du « hsien », à chaque chef de famille.

La Commission possède présentement une abondante documentation sur tous les stades de la production agricole (1).

(1) Des enquêtes analogues ont porté sur les industries du thé, de la soie, du coton.

Elle a présenté ses suggestions au Conseil national Economique, qui les étudie et à son tour présentera les solutions qu'il préconise au gouvernement central.

L'organe constitutionnel responsable de la politique agricole, c'est le ministère de l'industrie, qui est chargé concurremment du commerce et de l'agriculture. Il a organisé un bureau de recherches qui, en 1934 et 1935, a procédé à des études d'intérêt pratique, se rapportant notamment à l'amélioration des récoltes et à la lutte préventive contre les épizooties. Dans toutes les provinces, il a à sa disposition des agents bénévoles qui lui adressent des rapports sur les conditions agricoles locales.

Mais il ne faut pas s'y méprendre. La réalité dépasse les constructions juridiques. Et toute l'œuvre de reconstruction agricole est due aux efforts du Comité national Economique, aidé, il est vrai, par les autorités provinciales et les organismes d'informations créés dans les villages.

Car c'est dans tous les villages qu'on travaille à la reconstruction rurale.

Dans leurs tournées fréquentes, les fonctionnaires se rendent compte, interrogent, encouragent les efforts, promettent les subsides demandés et très souvent les obtiennent.

#### § B. — L'ŒUVRE DE LA COMMISSION

Le C.N.E. a porté dès 1933, d'une manière tout à fait particulière, ses efforts de reconstruction rurale dans deux régions situées l'une au nord-ouest, le Chekiang, l'autre dans le Chiangsi.

Ce sont deux régions agricoles, où la situation économique est difficile et sur lesquelles le Comité national était documenté. En effet, dans le Kiangsi, deux représentants de la S.D.N., M. BRIAND-CLAUSEN pour l'agriculture et le docteur STAMPAR pour l'hygiène et la reconstruction rurale, avaient étudié la situation. Dans le Chekiang, les enquêtes furent entreprises sous la direction de sir Arthur SALTER, avec la collaboration du professeur Franklin HO, professeur à l'Université Nankai, de Trantsin, et de M. Otto KLEPPER, ancien ministre des finances de Prusse. Le docteur STAMPAR, MM. BOURDREZ et OKECKI collaborent à l'œuvre de reconstruction. Des travaux d'irrigation ont été effectués dans le Kansu, le Shensi et le Suiyuan. La jonction du Shensi avec le Kansu a été réalisée en 1934. Le Comité national Economique a accordé une aide financière de 800.000 dollars pour le financement de toutes ces entreprises.

Le rapport sur le Chekiang montre que cette province agricole, même dans une année normale, n'arrive pas à nourrir ses habitants et qu'elle est obligée d'importer du riz (1). Cette situation d'ailleurs n'est pas spéciale à cette province.

Voici un tableau que nous empruntons au rapport du professeur DRAGONI, et qui est particulièrement suggestif :

*Moyenne des récoltes (1918-1931, en quintaux par hectare) pour le blé seulement.* — Allemagne: 21,0; Danemark: 29,2; France: 14,2; Hongrie: 13,8; Ita-

(1) Cette anomalie est due, dans une certaine mesure, à la forte densité de la population.

lie: 13,3; Pologne: 12,8; U.R.S.S.: 7,6; Canada: 10,9; Etats-Unis d'Amérique: 9,9; Japon: 16,0; Inde: 7,1; Egypte: 17,7; Chine: 7,3.

Ainsi, non seulement le rendement du sol en Chine par tête est faible, mais aussi son rendement absolu.

Dans le Chekiang, le niveau des loyers est particulièrement élevé.

Le rapport du professeur DRAGONI mentionne des cas d'abus flagrants. Un fermier qui a récolté 17 péculs, en remet plus de 11 à son propriétaire: « Dans quelques cas, les fermiers ont déclaré que même lorsque la récolte était pauvre, il fallait encore payer comme loyer une somme d'argent fixe, et un observateur chinois qualifié, qui a parcouru une grande partie de la province, déclare avoir connaissance de quelques cas où les fermiers sont obligés de rembourser aux propriétaires dix fois autant de semences qu'il leur en a été prêté » (1).

C'est pourquoi, dans cette province, les autorités provinciales se sont efforcées de réduire les taux des loyers. Un loyer maximum, en s'inspirant de la loi de 1930, a été établi. Sauf exceptions, il est fixé à 37 %, soit un peu plus du tiers de la production. En outre, le propriétaire est tenu d'acquitter les impôts.

Quant aux surtaxes, elles atteignent 29 à 30 % dans les différents « hsiens » et leur incidence est marquée par une extrême inégalité. Ces surtaxes pèsent plus lourdement sur les localités les plus pauvres. Par exemple, dans cinq « hsiens » relativement

(1) Rapport du professeur DRAGONI (p. 8 et 9).

riches, on a constaté qu'en moyenne les surtaxes ne représentent, par rapport à la taxe foncière, qu'un surplus de 25 %, tandis que dans cinq « hsiens » pauvres l'excédent était supérieur à 40 %.

Dans le Kiangsi également, les impôts sont écrasants, mais la situation, au point de vue agricole, est différente. C'est une région montagneuse, à la population clairsemée. Les bonnes terres ne manquent pas; elles sont d'un bon rendement. On y fait deux récoltes par an. Mais les communications par terre et par eau sont difficiles, les chutes de pluies rares. Les travaux d'irrigation peu développés et les périodes de sécheresse très marquées. Les méthodes de boisement sont trop rudimentaires et les forêts sont négligées. Les éleveurs se servent de méthodes primitives. La culture du pavot y occupe une superficie trop étendue.

Six centres d'éducation rurale ont été créés, à Linchuen, Nanchang, Fenchang, Singkong, Kaoan et Yungsin.

Pour obvier au défaut de coordination que nous avons déjà signalé, le Comité national a réalisé la fusion de toutes les organisations rurales sous l'autorité de l'Institut d'Agriculture du Kiangsi.

Quelles sont les mesures proposées par le Comité national Economique?

Il s'agit tout d'abord de faire du fermier locataire un paysan propriétaire, ayant la pleine propriété de la terre qu'il cultive, cultivant et gérant ses biens avec l'aide de sa famille ou l'appoint d'une main-d'œuvre facile à trouver.

Comment y arriver? Ici encore, la loi agraire de 1930, conjuguée avec les efforts des autorités provinciales, peut donner des résultats satisfaisants. Nous avons vu, en effet, que tout en laissant aux petits propriétaires la possibilité de passer des contrats de fermage, elle attribue une préemption de propriété à chaque fermier dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même.

La réforme de l'impôt foncier est plus malaisée. Les taxes et surtaxes sont une des principales ressources du budget des provinces: elles sont destinées à la sécurité (dépenses militaires), à l'enseignement et à la reconstruction.

Comme l'a fait valoir le Conseil, il n'y a pas de réforme possible sans une organisation administrative et l'établissement d'un cadastre tenu à jour grâce à l'enregistrement des ventes.

Sans la création d'un registre foncier, la réforme de l'impôt, avec tous les avantages d'ordre social et économique, ne saurait être réalisée. Seulement, il existe une difficulté d'ordre financier. D'après les évaluations les plus modérées, 150 millions de dollars seraient nécessaires pour l'ensemble de la Chine. La partie coûteuse de l'opération n'est pas la recherche des propriétaires des diverses parcelles, mais l'arpentage et la délimitation des propriétés.

En dehors de la question de la propriété et de l'impôt, le Comité national s'est préoccupé des mesures destinées à augmenter le bien-être social et l'amélioration des conditions d'existence des masses paysannes. Dans ce but, il recommande l'organisation et

la création des centres ruraux d'assistance et de prévoyances sociales. A chacun de ces centres serait dévolue l'éducation populaire (avec création d'une école élémentaire modèle); l'établissement d'une station d'agriculture appliquée, la participation à la création et au fonctionnement des sociétés coopératives; l'organisation de services sanitaires, comprenant en particulier le traitement des cas de maladie urgents, une œuvre de maternité, des travaux sanitaires (puits, latrines et drainage moderne) et éducation sanitaire; des centres d'hygiène particulièrement nécessaires pour la lutte contre la peste pneumonique et les épizootes qui, ces dernières années, ont dévasté ces régions.

Le Comité national a envisagé aussi les secours d'urgence à apporter aux réfugiés et aux chômeurs.

#### SECTION IV

##### **La commission du coton**

##### § A. — LA SITUATION DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

La Commission pour l'étude des questions relatives au coton et à l'industrie cotonnière a été créée le 7 octobre 1933.

Elle avait pour but de remédier à deux ordres de faits: 1° comment donner un essor au commerce des cotonnades, faire écouler les stocks et lutter contre la concurrence japonaise et européenne; 2° problème plus délicat: il s'agissait de régénérer, au point de vue technique, la qualité du coton, qui laissait beaucoup à désirer.

Elle comprend les représentants des producteurs, des marchands et des fabricants de coton, sous la présidence de M. CHEN, directeur général de la Banque de Commerce et d'Epargne de Chang-Haï.

On sait l'importance de l'industrie cotonnière dans l'économie de la Chine. A l'heure actuelle, elle emploie plus de capitaux et de main-d'œuvre que n'importe quelle autre industrie.

Pendant la guerre de 1914, elle s'était considérablement développée, puisqu'elle s'était augmentée de près d'un million de broches.

Les principaux centres se trouvent dans les villes de Chang-Haï, Tsien-Tao et Tient-Tsien. La majorité de ces filatures est encore chinoise. Mais les japonais et les anglais se livrent à une concurrence acharnée, et ils ont pu édifier de nombreux établissements avec un outillage très moderne (1).

Nous avons sur ce point un document intéressant. C'est le rapport, pour l'année 1932, de la Fédération des Industries de l'industrie cotonnière. Il indique tout d'abord l'âpreté de la concurrence des filatures installées en Chine par des groupements étrangers. Elles sont mieux pourvues de procédés techniques, avec une main-d'œuvre très spécialisée. Il mentionne la quasi-disparition de l'industrie rurale; en effet, dans les campagnes, on pratiquait beaucoup la filature comme industrie familiale. Les tissus ainsi fabriqués étaient très appréciés à l'étranger. Mais le tissage mécanique, installé dans les grandes villes, pro-

(1) V. MO HSIANG YAO: Progress of China cotton textile industry for the past 50 years (Changhai, 1925).

duit en grande quantité et à meilleur prix. Aussi, les paysans délaissèrent-ils un métier qui ne leur rapportait plus.

Aujourd'hui, l'industrie cotonnière se trouve dans une situation difficile. Le nombre des fabriques et des broches a augmenté tandis que, par suite de la défaillance des campagnes, la production ne pouvait entièrement s'écouler. D'où accumulation des stocks de filés dans les fabriques chinoises principalement. De 4.493.202 à fin juin 1932, le nombre des broches est passé à 4.584.730 à fin 1933 et 4.678.272 à fin juin 1934. Sur ce dernier nombre, les japonais ont augmenté leurs broches de 12.736 unités. Ils détiennent 40 % de toutes les broches de coton de la Chine et 44 % des métiers à tisser.

En 1934, la production des fabriques chinoises et étrangères a été la suivante :

|                                                 |                   |
|-------------------------------------------------|-------------------|
| <i>Filatures</i> : filés de coton chinois ..... | 1.612.802 balles  |
| — — japonais .....                              | 575.802 balles    |
| <i>Tissages</i> : chinois .....                 | 9.039.987 pièces  |
| japonais .....                                  | 12.584.968 pièces |

Malgré la hausse de coton brut, les filés, par suite de la mévente, se vendent à bas prix. Devant l'accumulation des stocks, les fabriques réduisent leur production. Le nombre des broches arrêtées, qui était de 2.696.022 au 30 juin 1933, qui était tombé à 1.119.334 à la fin de cette même années, est remonté à 1.224.267 au 30 juin 1934.

La crise cotonnière n'est pas seulement d'ordre économique. Elle doit être attribuée en grande partie

aussi à la médiocrité de la qualité du coton, qui résulte de l'usage de semences de mauvaise qualité ou dégénérées. Les fabricants qui produisent autre chose que les tissus les plus grossiers sont obligés d'acheter du coton étranger.

#### § B. — L'ŒUVRE DE LA COMMISSION

Pour l'amélioration des semences, le Conseil national Economique a créé une commission et un bureau central et, avec la collaboration des provinces, elle a installé des bureaux auxiliaires dans les provinces de Hunan, Kiangsu et Shensi. Chaque bureau possède une station pour la reproduction des semences et leur distribution. Présentement, plus de 1.000 acres de terres y sont consacrés et, en 1934, il a été distribué plus de 30.000 piculs de semences.

Les travaux de recherches avec des laboratoires appropriés constituent l'une des tâches essentielles des bureaux. Le bureau du Kiangsu a installé un laboratoire pour l'étude des différentes sortes d'engrais chimiques. Le laboratoire de l'Université du Shantung est spécialisé dans l'étude des maladies du coton.

Un service spécial du bureau central recueille les statistiques relatives au coût de la production, au mouvement des prix, à la situation du marché et au volume du commerce cotonnier.

Un laboratoire pour les recherches sur la technique de la filature, du tisasge et de la teinture a été installé à Nankin, en collaboration de la commission et de l'académie Sinica.

Afin d'améliorer la vente du coton et d'éliminer les intermédiaires, le Conseil national, par sa commission, a donné une grande impulsion au mouvement coopératif. En 1934, on comptait 40 sociétés coopératives dont les membres cultivent près d'un million d'acres de terre. A Chang-Haï, un bureau central fonctionne pour l'achat du coton et sa distribution aux usines. La commission du coton a prêté, par l'intermédiaire des banques commerciales, une somme de 1.436.924 dollars pour les achats.

La commission envisage aussi une meilleure standardisation des produits. C'est ainsi qu'à Chang-Haï se trouve un bureau spécial de triage qui permet de remédier à l'inégalité des qualités dues au manque de soin et de compétence dans la préparation des produits pour la vente. Enfin, il a fallu s'occuper de l'encouragement à donner à la culture du coton. A cet effet, la commission a créé des associations pour l'achat de machines à égrener le coton, d'emballeuses et autres machines simples. Elle accorde également des prêts à faibles taux d'intérêt.

Telle est en résumé l'œuvre de la Commission du coton, organe du Conseil national Economique. Elle a déjà accompli un travail considérable. Elle est consultée par tous ceux qui s'occupent de l'industrie cotonnière. C'est ainsi que des usiniers de Trentsin, Tsinanfu, Hankéou, Chang-Haï, Nankin, lui ont demandé conseil pour des projets de réorganisation technique et financière.

## SECTION V

### La commission de la soie

#### § A. — LES DIFFICULTÉS DE LA SÉRICICULTURE CHINOISE

C'est la plus ancienne des industries chinoises. Les historiens parlent des caravanes de marchands chinois qui, dès le temps d'Auguste, circulaient dans l'empire romain. L'industrie séricicole est même antérieure à celle du thé et de la porcelaine qui, toutes deux, ont été cependant pratiquées avec éclat dans toute l'Asie.

L'industrie du ver à soie comprend deux variétés : l'une, le ver à soie domestique, qui est élevé dans les provinces de Kiangsu, Tchekian, Szechun, Kwangsi, Honan ; l'autre variété, c'est le ver à soie sauvage que l'on trouve dans les provinces de Chantung, Feng, Tsen, Honan et Kuei-Tcheou. Le développement de la production du ver à soie dépend, d'après les situations climatiques des différentes provinces. C'est ainsi que dans certaines d'entre elles (Kiang-Su et Tche-Kiang) on fait trois élevages par an : des cocons au printemps, des cocons en été et des cocons en automne. Dans la province de Kwangtong, où la température est très chaude, les vers à soie font jusqu'à sept pontes dans l'année. Cette industrie a conservé son caractère archaïque. C'est la femme qui file le cocon, tandis que l'homme le manipule pour le convertir en soie.

Un proverbe chinois dit, pour bien marquer l'association de la sériciculture et de l'agriculture: « Si un homme ne laboure pas, il y a quelqu'un qui souffre de la faim; si une femme ne tisse pas, il y a quelqu'un qui souffre du froid ».

C'est cette industrie qu'il fallait sauvegarder; d'autant plus que le gouvernement japonais avait pris soin d'améliorer la qualité de la soie grège. Dès 1897, il avait établi un bureau de conditionnement à Yokohama et, en 1900, l'examen de la soie, pour sa teneur en eau, fut rendue obligatoire.

Le gouvernement impérial chinois ne s'en préoccupa pas.

Durant la période 1914 à 1921, la soie de toute sorte continua à être la marchandise principale dans l'exportation de la Chine. La valeur de la soie exportée était de 22,3 % de l'exportation générale en 1914; 21,9 % en 1919 et 20,4 % en 1920-1921 (1). La Chine continua à diminuer comme fournisseur de soie grège pour les métiers à tisser dans l'Occident.

Le commerce d'exportation de la soie continua de diminuer au cours de ces dernières années, malgré l'énorme consommation des Etats-Unis et la préférence bien connue de l'industrie américaine de tissage pour la soie chinoise.

De 1928 à 1933, les exportations de soie sont tombées de 282 millions à 93 millions de dollars. En 1928, ces exportations représentaient encore près de 20 % du total des exportations de la Chine. En 1933,

(1) V. REMER: *The foreign trade of China*, ch. V, p. 136-147

elles n'en représentaient plus que 15 %. Ainsi, les exportations de soie de la Chine ont diminué de 67 % de 1928 à 1933. Comme les achats mondiaux n'ont pas diminué dans la même mesure, il appert que la Chine a perdu une partie de son commerce de la soie avec les autres pays.

Quelles sont les causes de ce déclin? On peut les ramener à deux: *a*) l'administration routinière des filatures et leur direction médiocre; *b*) la dégénérescence des œufs de vers à soie due à une mauvaise sélection, l'élevage primitif et empirique des vers à soie, ainsi que leur mauvaise alimentation. Cette dernière cause est la plus grave. Il y a environ vingt ans, bien que les graines pour l'élevage fussent préparées par les fermiers dans leurs maisons, les vers à soie étaient d'une espèce absolument uniforme dans un même district séricicole. On rencontrait l'espèce de Wusich, dans le district du même nom; celle de Sanyung et de Tsuki à Shaohsing et à Tsuki, les cocons verdâtres à Kashing. Ce qui était vrai au Chekiang et au Kiangsu, l'était également dans les provinces de Shantung, Hupeh, Honan et Shansi.

Les principales caractéristiques de toutes ces variétés étaient la finesse, la pureté et l'éclat du fil, qui permettaient de produire, dans la plupart de ces provinces, la qualité la plus fine (allant de 8 à 9 et de 9 à 11 deniers) avec un excellent pourcentage de régularité, d'élasticité et de cohésion.

Cet état de choses a changé, il y a une dizaine d'années, à la suite de l'importation de graines étrangères, principalement du Japon.

Une industrie rudimentaire de production de graines s'est développée dans bien des régions. Ainsi, fut compromise l'uniformité des cocons. Au lieu de récoltes sur lesquelles pouvaient compter les filatures, il se trouva qu'elles recevaient des cocons de formes, de dimensions et de couleurs différentes. Leur qualité était moins bonne, car les graines importées étaient en grande partie inférieures aux espèces chinoises. Le résultat fut que la soie chinoise fut discréditée sur le marché mondial. La Chine perdit une partie de son commerce au profit du Japon.

Cependant, la Chine pouvait produire de la meilleure soie, car elle possède un grand nombre de variétés de vers à soie qui peuvent être considérées comme la plus riche matière séricicole du monde entier

#### § B. — LES TENTATIVES D'AMÉLIORATION DE L'INDUSTRIE DE LA SOIE

L'amélioration de la sériciculture a préoccupé de bonne heure le gouvernement national, puis, dès sa formation, le Conseil national.

C'est ainsi qu'a été créé en 1927, avec la collaboration des chambres de commerce étrangères de Chang-Haï, la Commission internationale pour l'amélioration de la sériciculture. Elle a porté ses efforts dans le Chekiang et le Kiangsu.

Dans le Kiangsu, elle a établi trois stations de production d'œufs sélectionnés et standardisés. C'étaient un certain nombre d'espèces blanches de provenance chinoise que le Japon prétend avoir amé-

lioré dans ses stations sérécicoles. Il s'agissait donc de la création d'un type standard et indemne de toute maladie héréditaire, un croisement entre les variétés blanches, des monovoltins et des bivoltins. Pour assurer la diffusion de ce type, la commission avait établi, dans le Chekiang et le Kiangsu, un certain nombre de stations de démonstrations avec un personnel adéquat et une école à Chinkiang. Ces stations ont rendu de grands services. Cependant, de nombreuses filatures se sont plaintes de la qualité des cocons ainsi produits à cause de l'épaisseur du fil et de son infériorité au point de vue pureté et éclat.

Dans le Chekiang, le gouvernement provincial a créé, en 1928, une « commission de standardisation de la sériciculture du Kiangsu et du Chekiang », en collaboration avec la commission internationale de Chan-Haï. Elle a, à son tour, créé des stations modèles.

Dans le district de Siaoshan (Chekiang), près de 120.000 feuilles d'œufs ont été distribuées. Des stations de démonstration, chargée de ramasser les cocons, de donner assistance aux éleveurs, de créer des coopératives, de désinfecter les maisons et les ustensiles pour combattre les maladies des vers à soie et des mûriers. De même dans les districts de Wuchow (Chekiang) et de Haiyen.

Le gouvernement de Chekiang a pris une autre initiative d'une grande importance. Il a décidé de servir, par l'entremise de la commission d'amélioration, d'intermédiaire entre le sériciculteur et les filatures. Voici pourquoi. Il n'existe pas, en Chine, des

marchés de cocons organisés. Les filatures de soie fixent à l'avance le prix moyen auquel elles achèteront les cocons. Elles envoient les ramasseurs qui achètent à un prix uniforme. Comme les connaissances techniques de ces acheteurs sont souvent minimales, ils se trouvent incapables de faire la différence entre les bons et les mauvais produits. Le résultat, c'est que le sériciculteur ne soigne plus sa production.

§ C. — LA COMMISSION DE LA SOIE  
SON PROGRAMME ET SON ŒUVRE

En 1934, le Comité national Economique, usant des pouvoirs qu'il possède de créer des commissions pour le contrôle des industries, a créé la commission d'amélioration de la sériciculture. Elle a reçu, par prélèvement sur le budget du Conseil national, un crédit de 750.000 dollars. Une station expérimentale fonctionne à Hangkow et une autre à Nankin.

Quel est son but? C'est la production d'espèces améliorées de vers à soie. Son programme est le suivant :

*Pour les ventes des monovoltins*

a) Choisir et stabiliser les nouveaux croisements; sélections ou mutations de plusieurs variétés blanches chinoises produisant peu ou point de bourre de soie et donnant un fil fin, obtenues en 1934;

b) Produire des croisements de variétés blanches de monovoltins et de polyvoltins chinoises avec des sélections blanches européennes ou des nouvelles blanches japonaises;

c) Préparer les croisements blancs à distribuer aux éleveurs pour des essais sur une grande échelle;

d) Continuer à sélectionner et à élever un grand nombre de variétés blanches et de couleurs de monovoltins pures ou sans bourre de soie;

e) Améliorer les variétés de couleurs du Hupeh; observer, choisir et fixer les nouvelles variétés blanches rassemblées;

f) Fixer et améliorer les variétés blanches, jaunes, roses et dorées du nord et de l'ouest recueillies en 1934;

g) Préparer des croisements entre les variétés blanches occidentales et celles du centre de la Chine;

h) Préparer des croisements entre les variétés blanches chinoises de l'ouest et du nord et les blanches européennes;

i) Fixer les nouveaux produits obtenus au moyen de sélections ou de croisements.

*Pour les variétés cantonaises de polyvoltins*

a) Continuer l'amélioration des espèces blanches de polyvoltins cantonaises;

b) Fixer et chercher à réduire en vers à soie bivoltins ou monovoltins les nouveaux produits du croisement obtenus en 1934;

c) Préparer une certaine quantité de graines des nouvelles espèces pour l'élevage dans plusieurs districts séricicoles pendant le printemps, l'été et l'automne.

La Commission a entrepris des expériences pour déterminer la meilleure qualité de feuilles de mûriers

pour la sériciculture chinoise. Les stations d'essais ont fait des observations sur la durée de la vie des variétés de vers à soie, sur la consommation des feuilles de mûriers et la production de la soie des nouvelles espèces améliorées. D'autre part, comme pour toutes les branches de la reconstruction chinoise, le Conseil s'est préoccupé de la formation du personnel technique (instructeurs et professeurs) qui sera affecté aux districts ruraux.

Mentionnons que le Comité national a fait établir par l'Etat des bureaux chargés de l'examen de la soie destinée à l'exportation et d'en déterminer la qualité. Cette mesure doit inspirer confiance aux acheteurs étrangers dans la soie de la Chine, et stimuler les producteurs. Ces bureaux fonctionnent dans six ports.

Toutes ces mesures sont destinées à produire des résultats satisfaisants. Mais il est nécessaire que les planteurs de mûriers et les éleveurs de vers à soie, qui sont en même temps les producteurs de cocons, reçoivent une aide financière, au moins pendant la période transitoire de la modification des méthodes d'élevage. Dans le Szechuan, les filateurs de soie ont organisé, avec l'aide du gouvernement, une société coopérative, appelée la *China Silk Corporation*.

Un système de primes aux éleveurs devrait être institué, car il faudra encore du temps avant que les producteurs obtiennent des prix rémunérateurs.

---

## CHAPITRE IV

### LES TRAVAUX PUBLICS FLUVIAUX

---

#### SECTION I

##### **Le programme du C.N.E. en matière de travaux hydrauliques**

Pendant l'été de 1931, le Yang-Tsé et d'autres grands fleuves du centre de la Chine ont débordé simultanément; il en résulta des inondations désastreuses, presque sans précédent dans l'histoire de la Chine. Ces inondations qui s'étendaient de la côte maritime de la province du Kiangsu septentrional par le Grand-Canal, la vallée du fleuve Huaï, au sud du fleuve Jaune, jusqu'à Shansi, s'étendaient sur plus de 181.000 kilomètres carrés. 450.000 tonnes de blé américain furent cédées à titre de prêt à la Chine pour les secours immédiats. Possédant le nerf de la guerre contre l'inondation, l'attaque fut immédiatement commencée par l'organisation de la Commission de secours en cas d'inondation qui, en plus de la tâche de répartir les secours d'urgence et les secours agricoles et d'organiser la prévention des épidémies, s'attela à la réparation et à la reconstruction des digues en vue de leurs reconstruction permanente par

le Service de l'assistance par le travail. Ce même hiver, on créa dix-sept districts d'assistance par le travail qui se mirent à l'œuvre. En août 1932, les travaux de construction étaient en majeure partie terminés et, par suite, l'assistance par le travail prit fin. La partie des travaux non encore achevée fut prise en main par le Conseil national économique qui, outre la continuation des travaux de réparation des digues et de draguage des fleuves que lui avait transmises la Commission nationale des secours en cas d'inondation, entreprit la construction de canalisations, de ponts, de vannes aux points importants et aux lieux appropriés. Vers la fin de 1933, tous les travaux envisagés à l'origine étaient terminés, la dépense totale atteignant 23.900.000 dollars. Il avait fallu plus de 7.800 kilomètres de digues le long des cours d'eau, les travaux de terrassement effectués portant sur un volume global de 105 millions de mètres cubes. On avait effectué des travaux spéciaux de protection des rives dans cinquante-quatre lieux dangereux et 6 kilomètres supplémentaires de digues avaient été construits. De plus, 321 kilomètres de voies d'eau furent dragués jusqu'à une profondeur convenable, les terres enlevées s'élevant à 13 millions 850.000 mètres cubes. On construisit 125 canalisations, 3 ponts et 2 vannes. Les digues ainsi réparées et toutes élevées à un niveau supérieur au niveau atteint par les eaux lors des inondations de 1931, sont suffisantes pour empêcher le retour de l'inondation. Ces travaux de construction ont grandement contribué à protéger les fermes contre l'inondation et ont permis de secourir un million

de travailleurs voués à la famine et de protéger contre les destructions et les désastres causés par l'inondation des millions de personnes vivant sur de vastes espaces de terres propres à l'agriculture.

Reconnaissant l'importance prise par les travaux d'ordre hydraulique, le Conseil national économique a non seulement pris en main les travaux laissés inachevés par la Commission de secours en cas d'inondation, mais il a prêté d'autre part la plus vive attention aux questions de régularisation des cours d'eau, de protection contre les inondations et d'assèchement des terres.

Le programme des travaux entrepris par le Conseil national économique en 1934 dans le domaine de l'hydraulique peut être réparti en deux catégories, à savoir les travaux en cours et les travaux en projet.

Parmi les travaux en cours, il convient de citer les suivants :

1. — Réparations des principales digues le long du Yang-Tsé et le fleuve Han dans la province d'Hunek comportant une levée de terre de 191 kilomètres de long et des travaux de protection des rives effectués en 121 endroits, dont le coût est estimé à 1.200.000 dollars.

2. — Exécution du plan de protection du district de Kinchui (plan Kinchui) contre les débordements du Yang-Tsé dont le coût est estimé à 850.000 dollars. L'achèvement de ce plan libérera environ 900.000 meu de terres propres à l'agriculture (le meu équivaut à 614,4 mètres carrés).

3. — Exécution du plan de protection Lo Ho d'irrigation de la province de Shensi comportant une dépense d'environ 1.500.000 dollars et permettant d'irriguer 500.000 meu de terrain.

4. — Réparations au système Wei-Pei d'irrigation de la province de Shensi représentant une dépense de 250.000 dollars et permettant l'irrigation de 600.000 mou de terrain.

5. — Réparations au système Saratsi d'irrigation de la province de Suiyman, comportant une dépense de 1.000.000 de dollars et permettant l'irrigation de 1.000.000 de mou de terrain.

6. — Réparations et creusement de canaux dans la province de Kansu, comportant une dépense de 500.000 dollars et permettant d'irriguer 580.000 mou de terrain.

7. — Réparations des canaux de la province de Ninghsia, comportant une dépense de 200.000 dollars et permettant d'irriguer 750.000 mou de terrain.

8. — Afin d'accélérer l'achèvement du relevé topographique des terrains bordant le Yang-Tsé, un relevé topographique par avion sera effectué entre Shasi et Chonoakow sur une superficie de 2.200 kilomètres carrés. Un relevé hydrométrique est en cours le long du Yang-Tsé et du fleuve Han. Un relevé hydrométrique des lacs et des rivières des provinces de Hunan et de Hupeh est également effectué en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et les gouvernements provinciaux. La dépense totale envisagée pour ces travaux de relevés s'élève à 200.000 dollars environ.

9. — Subvention de 50.000 dollars accordée au gouvernement de la province de Kiangsu pour la construction de vannes à Wang-Chia-Kang et Chu-Kang, destinées à empêcher les inondations causées par la mer.

10. — Le professeur ENGELS, expert allemand en matière de travaux hydrauliques, a été prié de poursuivre les expériences commencées par lui concernant le fleuve Jaune, les travaux devant commencer le 1<sup>er</sup> juillet 1934 avec le concours des experts chinois du Conseil national économique et bénéficiant d'une subvention de 60.000 dollars accordée par le Conseil national économique.

Au nombre des travaux en projet, on peut noter les suivants :

1. — Travaux de protection contre les inondations et travaux d'irrigation effectués sur le Feng-Ho dans la province de Shansi.

2. — Projet d'irrigation du Ho-Tao (fleuve Jaune).

3. — Travaux de régularisation du cours du Wei-Ho et d'irrigation dans la province de Shensi.

## SECTION II

### **Les travaux de la commission du Fleuve Jaune**

Les désastreuses inondations causées par le fleuve Jaune en 1933 réduisirent à la plus extrême misère la population des provinces du Honan, du Ho-Pei et du Chantung. La superficie alors inondée a été évaluée à 998 kilomètres carrés dans le Honan, 2.620 kilomètres carrés dans le Ho-Pei et 2.741 kilomètres carrés dans le Chantung. L'inondation couvrit dans l'ensemble 6.350 kilomètres carrés; 500.000 maisons furent détruites; 3.200.000 réfugiés se trouvèrent sans gîte et 3.000 personnes périrent noyées.\* Le débit maximum du fleuve Jaune, estimé à la station hydro-métrique de Shen-Hsien, dans la province de Honan, pendant la nuit du 9 au 10 août 1933, atteignit environ 23.000 mètres cubes par seconde, mesurés au niveau de jauge de 298.23 mètres au-dessus du niveau normal de Taku. Le montant des pertes en bétail et en destructions de biens a été estimé à 230 millions de dollars.

Avec le temps, les levées de terre des trois provinces setrouvaient dans un état déplorable, et lors de la

crue de 1933, elles furent submergées et rompues en de nombreux endroits. Les brèches survenues à Wen-Hsien, Lan-Feng et Kao-Cheng dans la province du Honan, et à Shiao-Pen-Chuang et Shih-Tou-Chuang dans la province du Ho-Pei, ont été les plus considérables. Le flot, après s'être frayé un passage à travers la levée de terre de Shih-Tou-Chuang, se répandit dans le pays, traversant huit « hsiens » avant de trouver un nouveau lit et retrouva finalement son ancien lit à Tao-Tchen-Pou, dans la province du Chantung.

Après les inondations de 1933, la Commission du fleuve Jaune fut instituée cette même année, sur l'ordre du gouvernement national, et fut chargée d'établir tous les plans utiles pour l'amélioration du cours de la rivière et de ses confluent. Des plans en vue de la fermeture de toutes les brèches furent proposés par la Commission, exécutés par la Commission des secours aux victimes des inondations du fleuve Jaune, et financés par le gouvernement national à concurrence d'un million et demi de dollars. Environ 50.000 réfugiés furent employés à ces travaux et 200.000 réfugiés, y compris les femmes et les enfants formant leurs familles, furent sauvés de la famine.

## I. — RECONSTRUCTION

Sitôt que les brèches eurent été fermées, on envisagea immédiatement l'entreprise de travaux de reconstruction. Les projets soumis par la Commission du fleuve Jaune sont les suivants: 1° Réparation des

levées de terre, éperons, mêles en bois et travaux de fascinage dans les provinces du Honan, du Ho-Pei et du Chantung; 2° amélioration des cours d'eau dans les mêmes provinces; 3° réparation de la digue de Taihong dans la province du Honan, et de la digue dorée dans la province du Ho-Pei; 4° prolongation des levées de terres bordant les deux rives du fleuve, à partir de Li-Tsin, dans la province du Chantung, jusqu'à l'estuaire; 5° régularisation du cours de la même partie du fleuve par le draguage et la construction de môles et de jetées; et 6° réparation des levées de terre et des éperons dans les provinces de Shansi et de Shensi.

Le montant des dépenses entraînées par les travaux prévus sous 1°, 2° et 3°, est évalué à 13 millions de dollars. celui des travaux prévus sous 4° et 5°, à 8 millions de dollars, et sous 6°, à 3 millions de dollars. Le montant total de la dépense prévue est de 24 millions de dollars, dont 10 millions environ pour la main-d'œuvre affectée à la réparation des levées de terre, 8 millions pour les pierres concassées, 3 millions pour les fascines destinées à la réparation des éperons et au revêtement des rives, 2 millions pour les dragues et 1 million pour les dépenses diverses. Environ 1 million de personnes seront employées à ces travaux lorsqu'ils seront tous en cours d'exécution.

La dépense est imputée au budget extraordinaire du gouvernement national et des mesures précises seront adoptées dans un avenir prochain en vue de réunir les sommes nécessaires. Afin de terminer la réparation

des levées de terre avant la période des inondations de la présente année, les gouvernements provinciaux du Honan, du Ho-Pei et du Chantung se sont déjà procuré, par voie d'emprunt intérieur, des sommes suffisantes pour pouvoir effectuer la réparation des levées de terre et des éperons dans les limites de chacune de ces provinces, par le renforcement de ces travaux en largeur et la surélévation du couronnement des levées de 2 mètres au-dessus du niveau le plus élevé des crues de 1933. Les travaux de construction sont effectués sous la direction du Bureau d'aménagement du fleuve Jaune et chacune des provinces et tous les pauvres agriculteurs qui vivent dans le voisinage des levées de terre trouvent largement à s'y employer. Les travaux ont été commencés en mai et seront terminés à la fin de juillet.

#### § A. — PLAN D'ÉTUDES EXPÉRIMENTALES ET DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION

Le fleuve Jaune, dont le bassin couvre 726.000 kilomètres carrés, est un fleuve sédimenteux dont les eaux sont chargées en limon, ce qui cause l'envasement graduel continu de son lit. Ce dépôt continu d'alluvions est considéré comme l'un des éléments de danger les plus sérieux. Dès la création de la Commission du fleuve Jaune, on a aussitôt établi divers plans d'études expérimentales et de travaux d'amélioration. Des mesures appropriées seront prises en temps voulu pour l'exécution de ces plans. Ils sont brièvement énumérés ci-dessous.

§ B. — RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE  
ET RELEVÉ HYDROGRAPHIQUE  
DU LIT DU FLEUVE

Les caractères topographiques du fleuve Jaune varient le long de son cours. En aval de Kung-Hsien, dans la province du Honan, où le nombre des morts dues aux inondations de 1933 fut particulièrement élevé, il sera fait un relevé très détaillé; il le sera moins entre Kung-Hsien et Han-Cheng, dans la province de Shensi; à partir de Han-Cheng jusqu'à T'o-K'i-T'o, dans la province de Sui-Yan, le fleuve coulant au fond des gorges, dans la montagne, le relevé exigera moins de détails encore de T'o-K'i-T'o jusqu'à Shih-Tsui-Tze dans la province de Ning-Hsia, le fleuve traversant des plaines où l'irrigation et la navigation sont possibles; il devra être plus détaillé, puis moins détaillé à nouveau en amont de Shih-Tsui-Tze. Les caractères topographiques du cours supérieur du fleuve et de l'estuaire ont été relevés par photographie aérienne et le relevé du fleuve dans son ensemble sera effectué par vingt groupes de topographes en cinq ans. Les dépenses sont estimées à 1.500.000 dollars.

Les travaux de relevé topographique du fleuve, déjà achevés par la Commission du fleuve Jaune, sont les suivants :

1. — Relevé topographique du fleuve Jaune du pont du chemin de fer de Pin-Han jusqu'à Meng-Tsin-Hsien en amont.

2. — Relevé des levées de terre bordant le fleuve sur ses deux rives, depuis le pont du chemin de fer de Pin-Han jusqu'au pont du chemin de fer de Tientsin-Pukow à Lo-Kow en aval dans la province du Chantung.

3. — Relevé topographique aux abords de Huang-Hwa-Tse, dans la province du Chantung, au point de jonction des digues méridionales extérieures et intérieures.

4. — Relevé topographique du fleuve Jaune à Shih-Tou-Chuang, dans la province du Ho-Pei où la levée de terre située sur la rive septentrionale du fleuve fut rompue lors de la crue de 1933.

5. — Relevé topographique du fleuve Jaune, aux abords de Lan-Fengn dans la province du Honan.

6. — Relevé topographique du fleuve Jaune, dans la région de Hei-Kang-Kou, près de Kaifeng, dans la province du Honan.

7. — Reconnaissance du fleuve Jaune de Lan-Chow, dans la province du Kansu.

### § C. — RELEVÉ HYDROMÉTRIQUE

Le relevé hydrométrique comporte la détermination d'un certain nombre de données telles que la rapidité du courant, le volume du débit, l'élévation de la surface des eaux, la quantité des sédiments contenus dans l'eau, outre les indications météorologiques relatives à la chute des pluies, à l'évaporation et à la direction des vents. Le long du fleuve Jaune et de ses principaux affluents, tels que le Huang, le Fen, le Wey, le Tao, le Lo et le Tsin, on établira 20 stations hydrométriques, 15 stations de jaugeage, 7 stations météorologiques et 283 stations de pluviométrie. Le budget des dépenses est évalué à 100.000 dollars. Les stations d'hydrométrie et de pluviométrie déjà établies par la Commission du fleuve Jaune sont les suivantes :

1° Onze stations d'hydrométrie ont été installées le long du fleuve Jaune à des emplacements soigneusement choisis.

2° Deux stations d'hydrométrie ont été installées pour l'étude du Wei, une pour l'étude du Fen, une pour celle du Lo et une pour celle du Tsin.

3° Cent stations de pluviométrie ont été installées, la plupart en collaboration avec les autorités provinciales. Elles sont réparties dans l'ensemble du bassin, et le nombre de ces stations sera progressivement augmenté.

#### § D. — RECHERCHES ET PROJETS

Les éléments et les influences à étudier en même temps que les améliorations à apporter au cours des fleuves sont si complexes qu'il convient de procéder à des études expérimentales capables de fournir une base sur laquelle on puisse se fonder avant de présenter un projet définitif. Le premier laboratoire hydraulique de Chine, constitué par huit organisations de régularisation du cours des fleuves, sera sous peu établi à Tsientsin et on y fera l'essai de travaux types expérimentaux et de travaux de régularisation du cours des fleuves. D'autre part, aux abords de Kaifeng et Tsinan, on choisira des secteurs rectilignes du fleuve pour y procéder à des expériences, et on installera un autre laboratoire d'expérimentation pour procéder à des études complémentaires. La dépense est estimée à 2 millions de dollars.

#### § E. — TRAVAUX PERMANENTS D'AMÉLIORATION

Les projets de travaux permanents d'amélioration appartiennent à huit catégories différentes:

1. Approfondissement du cours inférieur du fleuve au moyen de travaux de régularisation;
2. Rectification des courbes à faible rayon;
3. Protection contre les inondations par la construction de barrages à déversoirs et de réservoirs de retenue;
4. Développement des forces hydrauliques;
5. Régularisation du cours inférieur du fleuve pour faciliter la navigation;
6. Protection des rives contre l'érosion au moyen de revêtements et en disposant en terrasses les déclivités de terrains dépendant de fermes construites sur les hauteurs;
7. Reboisement de la région du cours supérieur du fleuve;
8. Régularisation du cours des principaux affluents tant dans le but d'empêcher des inondations que de faciliter la navigation.

### SECTION III

#### **La commission du Huaï**

Programme de construction d'une durée de 2 ans.

#### § A. — TRAVAUX D'EXÉCUTION EN APPLICATION DU PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE DEUX ANS

Parmi les projets visant la lutte contre les inondations ainsi que la navigation et l'irrigation dans le bassin du fleuve Huaï, on a décidé d'exécuter en premier lieu les travaux ci-après, avec toute la célérité possible:

§ B. — DESCRIPTION DES TRAVAUX

1. *Ecluse de Shaopai.* — L'écluse de Shaopai sera située au bord du lac Shaopai, près de la digue occidentale du Grand-Canal et en face de Shaopai-Chen. Le niveau des eaux du bief supérieur varie de 7,3 à 5,87 mètres, et le niveau minimum du bief inférieur est de 0,4 mètre. Le dénivellement maximum de l'écluse de Shaopai est donc de 7,7 mètres, assurant un franc-bord de 2,5 mètres pour les hautes eaux dans le sas et 2,5 mètres de plan d'eau. La profondeur à partir du radier jusqu'au haut de l'écluse sera de 12,7 mètres, La largeur et la longueur utiles seront de 10 mètres et de 100 mètres respectivement et seront suffisantes pour loger un bateau de 900 tonnes au maximum ou 10 bateaux de 40 tonnes. Les portes en éperon d'amont et d'aval seront en charpente métallique. Les murs de butée seront en béton armé, mais les bajoyers du sas seront des talus recouverts d'un revêtement. Le radier sera également enroché. On estime à environ 380.000 dollars le coût de l'écluse de Shaopai.

2. *Ecluse de Huaiyin.* — L'écluse de Huaiyin sera située près de l'extrémité sud du chenal reliant le Grand-Canal de Matou, à l'ouest de Huaiyin, à Yang-chuang. Le niveau d'eau du bief supérieur varie de 16 à 11 mètres. La variation du bief inférieur de cette écluse est la même que celle du bief supérieur de l'écluse de Shaopai. La différence maximum de niveau d'eau de l'écluse de Huaiyin est donc de 9,2

mètres. La longueur, la largeur et le plan d'eau utile de l'écluse de Huaiyin seront les mêmes que ceux de l'écluse de Shaopai, mais le franc-bord sera à 1 mètre au-dessus du niveau des hautes eaux. La profondeur du sas sera de 12,7 mètres. Les autres dispositions seront analogues à celles qui sont prévues pour l'écluse de Shaopai. On estime à environ 400.000 dollars le coût de l'écluse de Huaiyin.

3. *Excavation des chenaux principaux de Shaopai et de Huaiyin et réparation de la digue ouest du Grand-Canal intérieur.* — Le chenal principal de l'écluse de Shaopai a 800 mètres et le chenal principal de Huaiyin a 1.700 mètres de longueur. La largeur du plafond de ces chenaux principaux, sur une distance d'un kilomètre à partir de l'écluse, est de 40 mètres pour le mouillage des navires et, au delà de cette distance, elle sera de 20 mètres. Pour maintenir à son niveau relevé le bief du Grand-Canal intérieur, les pertuis et les ponceaux dans la digue ouest devront être fermés ou réparés et la digue des parties basses du terrain surélevée et agrandie de manière à atteindre les dimensions voulues. On estime à environ 450.000 dollars le coût du terrassement des chenaux principaux et de la réparation de la digue ouest.

4. *Réparation du Weichi-Chai.* — Le Weichi-Chai est situé au sud-est de Matou-Chen. C'était un des barrages à vannes jadis construits pour régulariser les eaux du lac Hungtze pénétrant dans le Grand-Canal intérieur, mais il a cessé d'être utilisé depuis

plusieurs dizaines d'années. Il servira désormais de barrage à vannes destiné à régulariser l'administration des eaux de navigation et d'irrigation dans le Grand-Canal intérieur. L'état de la structure du barrage a été soigneusement examiné par des experts en été 1932. L'ancienne maçonnerie des butées et des murs latéraux sont encore en bon état et il suffira d'y faire quelques réparations peu importantes. Il faudra y ajouter des poutrelles d'arrêt ou une vanne pour constituer un barrage. On évalue à environ 50.000 dollars la réparation du Weichi-Chai.

5. *Régulateur de Chiangpa.* — Ce régulateur comprendra 86 vannes d'acier mobiles, du système « Stonney », glissant dans des coulisses aménagées dans des piliers de béton armé. Le radier sera revêtu de dalles en béton avec enrochements à l'entrée et à la sortie. Le pertuis utile de chaque section de vanne aura 5 mètres de haut et 7 mètres de large. Le seuil du pertuis sera placé à une hauteur de 8 mètres. Il y aura également un pont routier qui reliera les extrémités supérieures des piliers. On évalue à 41.840 dollars le coût d'un pertuis du régulateur et le coût total de 86 pertuis à 3.600.000 dollars environ.

Le régulateur sera situé sur le plateau de San-Ho-Tou, près de Chiangpa où le sol est très propice à la pose des fondations. Le seuil du régulateur sera placé à une hauteur de 8 mètres. Le sol, à l'emplacement du régulateur, sera excavé à une profondeur de 7 mètres pour l'aménagement des fondations. Le fond du chenal principal en aval de l'emplacement du régulateur

sera excavé à une profondeur de 6,5 mètres. On évalue à environ 1.650.000 dollars le coût des travaux de construction et de l'achat du terrain pour le chenal principal.

6. *Draguage des chenaux navigables en aval de Liuchai.* — Le plan d'eau minimum pour la première catégorie de navires, c'est-à-dire ceux ayant le plus faible tirant d'eau, est partout de 3 mètres. L'élévation du niveau des eaux du Grand-Canal intérieur de Shaopai à Huaiyin donnera dès le début une profondeur suffisante lorsque les travaux d'amélioration auront été achevés. Toutefois, le Taiping-Ho sera complètement à sec lorsque le niveau du Yang-Tsé à Sankiangyin tombera au-dessous de 0.4 mètre (niveau normal du bassin du fleuve Huai). En conséquence, le chenal de navigation du Taiping-Ho de Liuchai à l'ancien canal, doit être quelque peu dragué. En ce qui concerne la quantité de terre à enlever, on l'estime à 350.000 mètres cubes, à draguer, à raison de 0.40 dollar par mètre cube, et à 650.000 mètres cubes à excaver à la main à raison de 0.17 dollar par mètre cube. Le coût total de ces travaux de déblaiement s'élèvera à peu près à 250.000 dollars.

7. *Ecluse du Yenho et chenal principal.* — Le sel expédié du Yenho au Grand-Canal doit, à l'heure actuelle, être transbordé et transporté par voie de terre sur une distance de 4 kilomètres entre Hsipa et Huaiyin. Il serait extrêmement avantageux de construire au nord-ouest de Yangchum une écluse reliant

le Yenho et le Grand-Canal. Cette construction facilitera considérablement le transport du sel. L'aménagement et le plan de cette écluse seront exactement les mêmes que ceux de l'écluse de Huaiyin, le coût de l'écluse de Yenho est le même que celui de l'écluse de Huaiyin, c'est-à-dire 400.000 dollars. Les travaux de terrassement pour le chenal principal nécessiteront l'excavation de 412.000 mètres cubes, à raison de 0,17 dollar par mètre cube, et la construction, de 200.000 mètres cubes de digues à raison de 0,05 dollar par mètre cube; le coût total de ces terrassements est de 80.000 dollars. Il faut environ 20.000 dollars à titre d'indemnités pour les terrains, les maisons, etc...

8. *Ecluse de Liulauchien et déversoir.* — Il est essentiellement important d'éliminer du réseau du canal les très grandes quantités d'eau du Shantung qui sont très boueuses. Il conviendrait de construire à Liulauchien une écluse avec déversoir, à la partie supérieure du Liutang-Ho, de sorte que l'excédent d'eau soit détourné dans le Liutang-Ho et amené par le Kwan-Ho à la mer Jaune. Le bief supérieur de l'écluse de Liulauchien varie de 20,2 mètres à 19 mètres et le bief inférieur varie d'une manière correspondante à celle du bief supérieur de l'écluse de Huaiyin. Le dénivèlement maximum de l'écluse de Liulauchien est donc de 9,2 mètres. Le plan sera analogue à celui de l'écluse de Huaiyin, et le coût s'élèvera également à 400.000 dollars. Les travaux de terrassement des chenaux principaux de l'écluse et du déversoir nécessiteront l'excavation de 200.000

mètres cubes à raison de 0,17 dollar par mètre cube, et la construction, au moyen de terres de remblai, de 100.000 mètres cubes de digues, à raison de 0,20 dollar par mètre cube. Le coût total du terrassement s'élèvera à 64.000 dollars et celui des indemnités accordées pour les terrains, maisons, etc... nécessitera une dépense de 36.000 dollars.

Le déversoir sera prévu pour débiter mille mètres cubes par seconde et il comprendra 10 pertuis avec vannes du type « Stoney ». On vient de commencer le plan des constructions; on évalue à peu près à 150.000 dollars le coût de cet ouvrage.

9. *Excavation préliminaire du canal de dérivation des eaux de crues à Kin-Kou.* — Pour des raisons d'ordre financier, il est difficile, à l'heure actuelle, de construire la digue principale envisagée le long du canal de dérivation des eaux de crues de San-Ho à Liuchai. Le projet actuel consiste à creuser, dans le secteur de Kin-Kou, un canal profond et étroit, qui constituera une route courte et directe détournant une partie des eaux de crue et à utiliser également le cours actuel passant par les lacs Kaopao, pour le reste des eaux de crue. Un canal de ce genre, nouvellement creusé, pourrait être élargi et approfondi graduellement par l'action érosive des eaux de crue. Les travaux de terrassement de nouveau canal sont évalués à 2.940.000 mètres cubes d'excavation à la main, à raison de 0,17 dollar par mètre cube, et le coût total à environ 500.000 dollars.

10. *Navigation.* — Le Grand-Canal, dans le Kiangsu septentrional, est la principale voie de navigation du sud au nord, mais le chenal est à présent si peu profond qu'entre Chinkiang et Huaiyin, de petits vapeurs d'un mètre de tirant d'eau ne peuvent parfois pas y passer. En amont de Huaiyin, la navigation est absolument impossible, les communications par eau de l'est à l'ouest sont presque interrompues entre le Kiangsu septentrional et Anhwei, et les transports de sel s'effectuent actuellement par le chemin de fer de Lunghai. Un ancien proverbe occidental dit que « la communication est la mère de la civilisation », et il se peut que ce manque de communication soit une des raisons pour lesquelles les districts du Huai sont arriérés. Après l'achèvement des travaux de construction précités, la principale route de navigation pourra aller de Sankiangyin, au nord, à l'embranchement du chemin de fer du Lunghai, à l'est, au Kwan-Ho et à la mer Jaune, à l'ouest à Huaiyuan dans l'Anhwei, soit en tout, une distance navigable d'environ 700 kilomètres. Les produits agricoles et minéraux du bassin du Huai et les marchandises en provenance de Chang-Haï afflueront certainement sur ces voies d'eau. Le transport par voie d'eau étant beaucoup moins cher que le transport par route ou par chemin de fer, on peut, dans un proche avenir, espérer le grand développement de cette voie de communication.

11. *Irrigation.* — La région de Lishai-Ho, à l'est du Grand-Canal, comprend une grande superficie de

terres fertiles et deviendrait une riche région agricole après l'aménagement du Huai. Toutefois, tant que le Huai n'est pas aménagé, il se produira successivement des inondations et des sécheresses qui entravent constamment la production agricole. On peut aisément se rendre compte des désastres causés par les inondations, mais ceux que provoque la sécheresse demeurent généralement ignorés. Néanmoins, la lutte contre la sécheresse n'est nullement moins importante que la lutte contre les inondations. On évalue à environ 14.000.000 de mou la superficie totale de la région située à l'est du Grand-Canal intérieur et le long du canal de Tung-Yang. Si nous admettons qu'un cinquième des terrains est irrigué par le Grand-Canal intérieur et que la perte causée par la sécheresse atteint 3 dollars par mou et par an, la perte totale est de 8.000.000 de dollars. Lorsque les travaux précités auront été exécutés, le Grand-Canal intérieur pourra fournir, même dans les périodes de plus grande sécheresse suffisamment d'eau pour irriguer toute la région de Lishai-Ho.

Le pays situé à l'est du Chang-Chang-Ho, vers la mer, comprend une superficie de 10.000.000 de mou qui pourrait être rendue cultivable. Après l'achèvement des travaux ci-dessus mentionnés, l'approvisionnement en eau de cette région pourra être assuré par le Grand-Canal intérieur, par l'intermédiaire du Chang-Chang-Ho, grâce à la construction de plusieurs canaux et vannes de régularisation.

12. *La lutte contre l'inondation.* — A l'heure actuelle, les eaux de crue entrées dans le lac Hungtze

ne peuvent s'en échapper librement à cause de la barrière constituée par la digue (Grass Dam) construite à travers le San-Ho. Après la construction de la digue mobile sur le San-Ho, il sera possible de régulariser les eaux de crue de manière à les faire s'écouler au début de la saison des inondations; le lac sera alors vide et entièrement utilisé pour emmagasiner les eaux de crue qui s'y jetteront ultérieurement. Cette construction diminuera le danger d'inondation dans une certaine mesure tant vers la source que vers l'embouchure du Huai, même si l'on n'a pas amélioré les principaux canaux d'écoulement.

Après achèvement du programme de construction de deux années, il sera possible d'empêcher complètement les eaux de crue des rivières du Shantung et pénétrer dans le Grand-Canal, en aval de Liulauchien; on supprimera ainsi l'une des plus grandes causes des ravages provoqués par les inondations dans les régions situées en bordure du Grand-Canal intérieur. On pourra également détourner les eaux de crue du Huai venant du Changfu-Ho vers la mer, par le Canal-Salé et le vieux fleuve Jaune, au lieu de leur permettre de se déverser dans le Grand-Canal intérieur. De la sorte se trouveront également diminués les ravages causés par les inondations dans le pays situé à l'est du Grand-Canal, notamment entre Huai-yin et Kao-Yu.

13. *Excavation préliminaire du canal de dérivation des eaux de crue à la mer.* — Le Huai qui se trouve entre le fleuve Jaune, au nord, et le Yantse, au sud,

prend sa source au mont Tungpa, dans la province du Honan, et se dirige à l'est, vers la province du Anhwei. En traversant la province du Anhwei, il reçoit dix grands affluents qui lui amènent les eaux de cette province. Lorsqu'il atteint la frontière est du Anhwei, il pénètre dans le lac Hungtze. Auparavant, il en débouchait en passant à travers la province du Kiangsu et se jetait dans la mer Jaune; mais au treizième siècle, le fleuve Jaune rompit ses berges près de Kaifeng, dans la province du Honan, et s'empara du canal d'écoulement du Huai qui, par suite, fut forcé d'accumuler ses eaux dans le lac et de chercher d'autres moyens d'en sortir. Le fleuve Jaune changea encore une fois son cours qui, à Kaifeng, prit la direction du nord-est en 1825, et plus tard, il se sépara du Huai, mais le canal mixte avait été comblé par les sédiments du fleuve Jaune et le Huai ne put reprendre son itinéraire primitif vers la mer. Il conviendrait d'élargir ce canal pour aider l'écoulement des crues du Huai. Toutefois, les énormes excavations auxquelles il faudrait procéder ne permettent pas, en peu de temps, d'élargir le canal sur toute sa longueur. On a préparé un plan en vue de porter la largeur du canal à 35 mètres de plafond durant les premières années. L'élargissement du canal sera ensuite effectué en partie par l'érosion des crues annuelles et en particulier par une excavation ultérieure. Cette excavation préliminaire comporte l'enlèvement de 67 millions de mètres cubes de terre, qui sera effectué par 160.000 ouvriers en 280 journées de travail (réparties sur deux ans). Ces travaux ont commencé au mois d'octobre 1935. Les

fonds nécessaires à leur exécution seront fournis par le gouvernement national et les gouvernements provinciaux agissant de concert.

Le Chang-Fu-Ho, canal d'écoulement reliant le lac Hungtze au nouveau canal de dérivation des eaux de crue (décrit ci-dessus) a été élargi et approfondi l'an dernier par 12.000 ouvriers qui ont enlevé en tout 2,2 millions de mètres cubes de terre, au coût moyen de 0,155 dollar (mexicain) par mètre cube. Les fonds nécessaires à l'exécution de ces travaux ont été fournis par le gouvernement national.

## SECTION IV

### **Le Grand Port de l'Est**

#### § A. — SITUATION ACTUELLE

#### NÉCESSITÉ DE DÉVELOPPER LE GRAND PORT DE L'EST

A l'heure actuelle, les marchandises sont concentrées à Chang-Haï, quoique l'entrée septentrionale du Yang-Tsé-Kiang ait été obstruée par la vase et fermée à la navigation depuis longtemps et que l'entrée méridionale soit également très étroite et peu profonde, de sorte que les grands vapeurs ne peuvent y pénétrer. En dépit des efforts considérables du « Hwangpoo Conservancy Board » et des sommes importantes qu'il dépense chaque année pour le dragage de l'entrée méridionale, la situation s'aggrave de plus en plus. Il est donc nécessaire de développer le Grand Port de l'Est pour qu'il puisse remplacer Chang-Haï.

1. *Emplacement du port.* — Le port est situé entre Chapu et Kanpu, sur la rive septentrionale de la baie de Hang-Chow; à cet endroit, il existait un port important et excellent à l'époque des dynasties Sung et Yuan et ultérieurement; mais, plus tard, ce port fut abandonné pendant des siècles. Il se trouve à peu près au milieu de la côte de l'Asie et peut être atteint de tous les ports importants du monde.

2. *Comparaison du Grand Port de l'Est avec Chang-Haï.* — a) La profondeur des eaux des accès au Grand Port de l'Est à marée basse est généralement de plus de 15 pieds et, après des travaux de dragage, des vapeurs ayant un tirant d'eau de plus de 30 pieds pourront facilement pénétrer dans le port et en sortir à tout moment. La profondeur des eaux devant Woo-Sung-Kou n'est, au contraire, que de 17 pieds lors des marées de morte-eau et les grands vapeurs doivent attendre le flux pour pouvoir mouiller.

b) La quantité de sable que charrie le Yang-Tsé-Kiang dépasse de beaucoup celle du Chin-Tang-Kiang. Les accès et l'estuaire du port de Chang-Haï sont souvent obstrués par la vase, de sorte que la navigation devient impossible. Par contre, le Grand Port de l'Est, lorsqu'il sera achevé, ne sera pas menacé d'être obstrué par des dépôts.

c) L'estuaire de la baie de Hangchow a une largeur de 60 milles, alors que celle du Yang-Tsé-Kiang n'est que de 30 à 40 milles.

d) La baie de Hangchow, de l'estuaire jusqu'à Kanpu a, à peu près, la forme d'un triangle. De

Kanpu vers l'ouest, le fleuve se rétrécit et la pente de son lit est plus forte, de sorte que l'influence de la marée se fait beaucoup moins sentir. D'autre part, en ce qui concerne le Yang-Tsé-Kiang, la largeur et la pente sont pour ainsi dire uniformes dans les biefs inférieurs.

e) Le Grand Port de l'Est est plus rapproché que Chang-Haï de l'Europe, de l'Amérique et du Japon.

f) Le prix des terrains dans ce port est de beaucoup inférieur à celui des terrains de Chang-Haï et les terrains, non bâtis, peuvent être facilement utilisés pour créer dans les conditions les plus économiques des installations et des bâtiments modernes.

g) Le Yang-Tsé-Kiang constitue une très importante voie de transport pour Chang-Haï, mais la distance de Wuhu à l'estuaire sera réduite d'environ 150 kilomètres par le canal qu'on se propose de construire entre Wuhu et Yishsing via Tai-Hu, et qui aboutira au Grand Port de l'Est. Après achèvement du réseau des chemins de fer du sud-est, ce port aura de meilleures communications que Chang-Haï.

## § B. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET PROJETS PRÉLIMINAIRES

### I. — *Travaux préparatoires accomplis de 1929 à 1931*

a) Triangulation le long de la côte, d'avril 1929 à décembre 1930.

b) Nivellement le long de la côte, d'avril 1929 à décembre 1930.

c) Etude hydrographique des accès au port d'août 1929 à décembre 1931.

d) Observations météorologiques dans les voies d'accès au port, de mars 1930 à décembre 1931.

e) Sondage du port, de mai à juillet 1931.

II. — *Travaux préparatoires à exécuter pendant la période de 1932 à 1941*

a) Arpentage, de janvier 1932 à décembre 1941.

b) Enquêtes, de novembre 1932 à décembre 1941.

c) Etablissement des plans, de janvier 1936 à décembre 1941.

d) Achèvement et rédaction du rapport final, de juillet à décembre 1941.

Le total des frais des travaux préparatoires est estimé à 1.150.000 dollars mexicains.

III. — *Etapas d'exécution préliminaire*

On envisage que tout le projet sera exécuté dans un laps de temps de quinze années, divisé en deux périodes:

a) La première période, d'une durée de dix années environ, sera consacrée à l'exécution et à l'achèvement de la section I du port, du chemin de fer de Tung à Hsia et du canal de Tung à Wu.

Le total des dépenses à engager pendant cette période s'élève, selon les estimations, à 20.700.000 dollars mexicains.

b) La seconde période, d'une durée de cinq années environ, sera consacrée à l'achèvement des sections

II. III. IV et V du port, ainsi que des autres travaux de construction et des installations.

Le total des dépenses à engager pendant cette période s'élève, selon les estimations, à 44.150.000 dollars mexicains.

## SECTION V

### Travaux de la commission du Yang-tse-Kiang

#### § A. — TRAVAUX DE RÉPARATION DES DIGUES APRÈS LES INONDATIONS DU YANG-TSE-KIANG EN 1931

##### I. — *Conditions de la crue*

a) *Causes.* — Les premiers mois de 1931 furent marqués, dans le bassin inférieur du Yang-Tsé-Kiang par des chutes anormales de pluie qui atteignirent leur maximum en juillet et au début d'août. On a estimé à 850.000 mètres cubes par seconde le volume minimum de ces pluies. Or, à ladite époque, les terrains étaient déjà saturés d'eau. Seule une partie des eaux de pluie ont pu s'écouler dans le Yang-Tsé-Kiang, le jour même des précipitations; s'il n'en avait pas été ainsi, toutes les grandes villes situées sur le fleuve auraient été anéanties.

b) *Débit du Yang-Tsé-Kiang pendant la crue de 1931.* — A Hankéou, le quai s'élève de 50 pieds au-dessus du niveau normal des basses eaux et le débit du Yang-Tsé-Kiang y est, à ce niveau, de 56.500 mètres cubes par seconde. Le 19 août 1931, le niveau des hautes eaux a atteint 53,6 pieds, avec un débit

de 67.000 mètres cubes par seconde, c'est-à-dire le plus fort qu'on ait jamais enregistré.

c) *Gravité de la crue.* — Les indications ci-après constituent une estimation approximative tirée des statistiques par l'Université de Nankin. Dans la région inondée, 45 % des bâtiments de l'agriculture ont été détruits; 40 % des habitants ont dû émigrer pour la majeure partie de l'hiver, soit vers les hautes terres des régions voisines, soit dans d'autres « hsiens ». En moyenne, les maisons inondées sont restées inhabitables pendant cinquante et un jours. On a évalué le total des pertes subies dans la région sinistrée à 2.000 millions de dollars. Le dommage moyen subi par chaque cultivateur a été d'environ 300 dollars. Si les pertes de vies humaines ont été moins nombreuses qu'on aurait pu s'y attendre, c'est grâce au fait que le pays est coupé dans tous les sens par des canaux et des criques et que, dans chaque village, se trouvent des barques et des « sampans » que la population peut utiliser pour s'enfuir.

#### § B. — TRAVAUX TOPOGRAPHIQUES

a) *Levés topographiques par avion.* — La carte des régions inondées a été dressée au moyen de levés par avions exécutés par des ingénieurs du Bureau central de topographie militaire et de la Commission du Yang-Tsé-Kiang, mis au service de la Commission nationale de secours en cas d'inondation.

On a pris comme base pour ces levés une carte militaire chinoise du territoire en question. La vitesse de l'avion en milles-heure étant connue par rapport

à la boussole, le parcours accompli par l'appareil pouvait être tracé sur la carte, à l'échelle de celle-ci, en partant d'un repère important (villes, pagodes, confluents de rivières, etc...) figurant sur la carte militaire, pour aboutir à un autre repère déterminé. L'observation de la limite des eaux de crue a permis d'établir rapidement et avec une exactitude suffisante la carte de la région inondée. On a pu ainsi dresser en un jour des levés atteignant 8.000 milles carrés et les topographes de la Commission nationale de secours en cas d'inondation n'ont mis que neuf jours pour dresser la carte du bassin du Yang-Tsé-Kiang et des lacs de Tungting et de Poyang, travail qui, exécuté par les anciennes méthodes, eut exigé plusieurs mois et des frais beaucoup plus élevés.

A l'aide de ces levés, on a calculé à l'époque que le territoire inondé atteignait au total environ 88.000 kilomètres carrés (34.000 milles carrés) auxquels venaient s'ajouter 20.000 kilomètres carrés (7.700 milles carrés) de territoire où l'inondation était moins grave.

) *Levés des digues.* — A la fin d'octobre, les eaux s'étant un peu retirées, on put établir des projets en vue de déterminer l'étendue des dommages. Les digues se trouvant réparties dans toutes les provinces intéressées, et le temps dont on disposait étant limité, il fallait agir vite. On estima donc que la meilleure méthode consistait à coopérer avec les différents services provinciaux et commissions fluviales en répartissant entre eux, de la manière suivante, les régions dont le levé devait être établi :

Sur le Yang-Tsé-Kiang, de Chinkiang à Wusueh, les travaux furent confiés à la Commission du Yang-Tsé-Kiang et trois équipes en furent chargées. De Wusueh à Shasi, sur le Yang-Tsé-Kiang, ainsi que sur le Han et le Kin, les travaux furent exécutés par le « Conservancy Bureau » de Hupeh.

Sur le Siang et le Yuan, ainsi qu'autour du lac de Tungting, c'est le Service de reconstruction du Hunan qui a assumé les travaux.

Sur le Kan, dans le Kiangsi, les travaux ont été entrepris par le « Conservanty Bureau » du Kiangsi.

Des levés ont été effectués partout où c'était possible, mais dans certaines régions encore inondées, ou infestées par des bandits, il a fallu y renoncer.

Les topographes ont suivi pour ce travail les règlements et méthodes de la Commission nationale de secours en cas d'inondation, et ils ont établi des coupes transversales des digues endommagées, qui ont permis de déterminer l'importance des travaux de terrassement nécessaires pour reconstruire ou réparer ces digues. Dans les régions où il était impossible de dresser des levés, on a utilisé des cartes des digues préparées par le gouvernement provincial. Ces cartes n'étant relativement pas aussi exactes que les levés, les résultats obtenus ont été moins satisfaisants.

#### § C. — PROGRAMME DES TRAVAUX

Il a été reconnu qu'avec les ressources dont elles disposait, la Commission ne pouvait subvenir qu'à la réparation ou à la reconstruction des digues sur les

principaux cours d'eau de la zone des inondations, les travaux devant être laissés aux soins des gouvernements locaux pour les digues des cours d'eau tributaires et aux propriétaires pour les digues constituant des propriétés particulières.

On a décidé pour la même raison, de limiter les travaux au programme ci-après :

a) Réparation des digues de la rive sud du Yang-Tsé de Chinkiang à Ou-Chih-Kow, des digues de la rive nord de Koa-Chow à la digue de Chinkiang, dans le voisinage de Fu-Mao-Poo et des digues du bassin inférieur du Kan, dans le Kangsi.

b) Réparation des digues sur les deux rives du Han, de Hankéou à Chien-Kiang.

c) Réparation des digues sur les deux rives du Siang et du Yuan et autour du lac Tungting.

#### 1. — *Principes généraux*

a) Les travaux de lutte contre le chômage seraient limités aux terrassements et constitués en premier lieu par la construction de digues principales et par le dragage du lit des fleuves.

b) Dans la construction des digues, on s'intéresserait tout particulièrement aux régions traversées par des fleuves importants, et surtout aux endroits où les digues avaient été rompues par les inondations.

c) Les réparations faites aux digues auraient pour objet : 1° de rétablir celles-ci dans leur état primitif ou 2° de les mettre en état de résister à une crue atteignant l'ampleur de celle de 1931.

d) Les vieilles digues délabrées et celles qui mettent obstacle au drainage normal subiraient des réparations destinées, dans le premier cas, à en accroître la hauteur et la largeur, et dans le second cas, à rectifier les mauvais alignements, etc...

e) De nouvelles digues pourraient être construites pour remplacer les digues anciennes, à condition que le coût des travaux de terrassement ne dépasse pas la dépense qu'entraînerait la réparation de l'ancienne digue.

f) Les chenaux primitifs du fleuve seraient élargis et approfondis en cas de besoin, pour permettre l'écoulement des eaux de crue.

## 2. — Description générale

a) *Construction des digues.* — A la suite des levés, on a fixé la hauteur normale des digues à 1 mètre au-dessus du niveau de la crue de 1931, leur largeur au couronnement variant de 3 à 8 mètres. En règle générale, la pente a été fixée à  $1/3$  en amont (vers l'eau) et à  $1/2$  en aval, avec un talus de  $1/5$ . Ces règles ont servi à déterminer le profil des digues. Il a été décidé en outre, que l'alignement des digues serait aussi rectiligne que possible et suivrait la direction du courant, que les terres servant à construire la digue devraient être d'une nature consistante et ferme, que l'herbe et les broussailles situées à la base des digues devraient être enlevées, que les cavités devraient être remplies, que pour éviter d'affaiblir le talus de la digue, aucune excavation ne devrait être pratiquée à proximité et que toute excavation devrait être creu-

sée de manière à éviter la formation de fossés continus, que la terre devrait être entassée en couches d'un pied d'épaisseur, chaque couche étant ramenée à 8 pouces pour le pilonnage.

### 3. — *Excavation des chenaux fluviaux*

Les travaux d'excavation des chenaux fluviaux ont été pratiqués en partant des rives et en allant vers le centre du chenal. Pour approfondir le chenal du fleuve, on a isolé certaines parties du lit de celui-ci au moyen de barrages et l'on a pompé les eaux qui s'y trouvaient; on a procédé de même pour les eaux souterraines des nouveaux chenaux. Pendant les travaux d'excavation, on a maintenu au centre du chenal un fossé de 2 pieds de profondeur pour le drainage.

La pente de la berge était de  $1/2$  ou  $1/3$  selon la nature du terrain. Les terres excavées des chenaux ont servi à construire des digues et l'on a créé des zones d'écoulement supplémentaires pour les époques de débit anormal, au besoin, en reculant les digues.

### 4. — *Organisation des districts*

En vue du contrôle administratif, la région inondée a été divisée en dix-huit districts.

Chaque bureau de district avait à sa tête un ingénieur de district qui remplissait également les fonctions d'inspecteur général des affaires de la division dans ce district. Il avait sous ses ordres un ou deux ingénieurs adjoints, deux aides techniques et quatre ou six employés de bureau qui s'occupaient des questions générales. L'ingénieur de district recevait di-

rectement les instructions du chef de la division ou de l'ingénieur en chef, selon le cas, au sujet des travaux et des questions générales dans le district. Il pouvait également charger tout membre de son personnel de tâches spéciales telles que le recrutement de la main-d'œuvre, la comptabilité, les travaux techniques, le soin des documents et de la correspondance ainsi que la garde des stocks.

L'ingénieur adjoint et les aides techniques avaient pour tâche d'assister l'ingénieur de district dans ses travaux techniques et administratifs. Leurs principales attributions comprenaient entre autres la répartition du personnel et des ouvriers, la surveillance et la direction des travaux dans le secteur, la sécurité du personnel et des ouvriers, la distribution de céréales, d'argent et d'outils, ainsi que la préparation de rapports sur l'état des travaux du district.

##### 5. — *Organisation des secteurs*

Chaque district a été subdivisé en huit ou dix secteurs, ce nombre variant suivant le nombre et l'ampleur des travaux du district. Un ingénieur qui, généralement avait le rang d'ingénieur adjoint, était chargé d'établir les coupes transversales des digues, ainsi que les levés locaux, de procéder à des observations sur place et de formuler des recommandations concernant les modifications locales que devrait subir le projet primitif, d'évaluer les travaux exécutés, de veiller à l'état sanitaire et à la sécurité des ouvriers et d'en rendre compte, de coopérer aussi largement que possible avec les propriétaires locaux et la gen-

darmerie et de faire des rapports hebdomadaires sur l'état des travaux.

Dans chaque secteur, des fonctionnaires étaient chargés de recruter les ouvriers et de s'en occuper ; un autre fonctionnaire était préposé à la garde des approvisionnements et un ou deux étaient chargés de la correspondance et des affaires générales du secteur.

#### 5 bis. — *Organisation des sous-secteurs*

Chaque secteur a été subdivisé en dix sous-secteurs ou « tuans », confiés chacun à un contremaître auquel un assistant était adjoint, en cas de besoin. Dans chaque « tuan » travaillaient cinq cents hommes répartis en vingt équipes (« pai ») comprenant chacune vingt-cinq hommes. Dans chaque équipe était désigné un chef d'équipe qui en était le représentant et qui était responsable de la conduite et du travail de chacun des hommes de l'équipe.

#### 6. — *Engagement du personnel d'exécution*

L'engagement du personnel d'exécution dans la mesure où l'exigeaient les travaux, n'a pas été sans difficultés en raison surtout de la rapidité avec laquelle le travail a commencé successivement dans chaque district. Ces travaux comprenaient, d'une part, les travaux techniques et, d'autre part, les secours, les premiers étant aussi importants que les seconds.

#### 7. — *Système de recrutement*

L'une des tâches les plus importantes et les plus difficiles de tous les bureaux de districts, au début des

opérations, était celle des agents de recrutement. Ces agents recevaient généralement, des organismes publics provinciaux et des sociétés de bienfaisance, une liste des habitants souffrant de la famine et ils s'en servaient à leur arrivée dans les villages. Les ouvriers recrutés recevaient une plaque numérotée. Lorsque vingt-cinq ouvriers avaient été recrutés, on en formait une équipe et le plus intelligent d'entre eux était nommé chef d'équipe et recevait la plaque n° 1. Aussitôt recrutée, l'équipe complète était envoyée au lieu désigné pour les travaux. Les familles n'étaient autorisées à accompagner qu'en cas de nécessité absolue. Les noms des chefs d'équipe étaient inscrits d'une manière lisible dans les listes et on leur expliquait toutes les questions qui intéressaient les ouvriers.

Les agents de recrutement leur expliquaient que la construction de ces digues représentait un effort du gouvernement national pour assurer à la population une sécurité permanente, que leur travail serait rétribué au moyen des approvisionnements de secours et que chaque équipe devait travailler activement pour aider le gouvernement à réaliser ses utiles projets. Lorsqu'un nombre suffisant d'ouvriers avaient été ainsi recrutés dans un village, l'agent de recrutement se rendait dans un autre village pour y procéder de la même manière. A leur arrivée dans les secteurs, les ouvriers recrutés étaient réorganisés par les ingénieurs de secteur qui leur donnaient de nouveaux numéros d'équipe.

8. — *Mode de rétribution des travaux de terrassement*

Une fois arrivés sur place, les ouvriers étaient affectés à une fosse d'excavation marquée d'une manière distincte. Ils commençaient alors à creuser et ils entassaient la terre sur la digue. A la fin de chaque semaine, les techniciens auxiliaires et les contremaîtres mesuraient les excavations creusées en commençant par la longueur et la largeur, dimensions qui leur donnaient la surface creusée, puis mesuraient la profondeur en des points multiples, dont le nombre dépendait de la régularité plus ou moins grande du fond de l'excavation et ils calculaient alors la profondeur moyenne. Enfin, les deux résultats étaient multipliés pour obtenir la capacité de l'excavation, ce qui représentait le volume des terres excavées au cours de la semaine.

SECTION VI

**Projet d'assèchement de la région de Kinshui**

Le Kinshui est un affluent du Yang-Tsé-Kiang et se jette dans celui-ci sur la rive droite, à Kinkew, village situé à 30 kilomètres au-dessus de Wuchan (Hupeh). Le bassin du Kinshui couvre 2.500 kilomètres carrés, dont 500 kilomètres de lacs. En été, le niveau du Yang-Tsé Kiang s'élève, à Hankéou, d'environ 50 pieds au-dessus de l'étiage d'hiver, ce qui entraîne la crue de tous ses affluents dans la région. Le Yang-Tsé-Kiang, refoulant les eaux des plus petits de ses affluents, tels que le Kinshui, inonde alors de vastes territoires; en ce qui concerne le Kinshui, la

superficie ainsi inondée, entre le niveau extrême des basses eaux et celui des hautes eaux, atteint environ un million de meu. Le projet d'assèchement de la région du Kinshui a pour but d'empêcher ces ravages et de récupérer pour l'agriculture la plus grande étendue possible des terres qui sont ainsi habituellement inondées par les eaux refluant du Yang-Tsé-Kiang. La superficie ainsi préservée variera d'année en année, notamment selon le niveau du Yang-Tsé-Kiang et le niveau final des eaux rejetées dans les lacs qui constituent de vastes réservoirs. Dans les années de pluies moyennes et minima, de vastes étendues peuvent ainsi être préservées pour l'agriculture. Pendant les années de fortes pluies telle que l'année 1889, les terres entourant les lacs sont généralement submergées jusqu'à la courbe de niveau de 24 mètres, et il est alors impossible d'éviter l'inondation des terres, mais, sur les quarante-cinq années qui se sont écoulées, de 1880 à 1924, les chutes de pluie sont restées inférieures à la moyenne pendant vingt-trois ans, l'étendue des terres submergées étant alors relativement faible. Pendant quelques-unes de ces années les pluies ont été si peu abondantes qu'on a estimé que les eaux évacuées par évaporation ou par infiltration équivalaient à peu près au débit du bassin.

En 1928, à la suite des levés établis par elle, la Commission du Yang-Tsé-Kiang dressa les premiers plans et elle élaborà, l'année suivante, un rapport sur le projet d'assèchement dans la région du Kinshui, rapport dans lequel on estimait que la superficie des terres situées entre le niveau inférieur du lac (courbe

de 20 mètres) atteignaient environ 900.000 meü. Depuis la crue sans précédent qui s'est produite ensuite en 1931, il conviendrait de comprendre dans le calcul de la zone à protéger celle qui est située entre les courbes de niveau de 28 mètres et de 30 mètres. L'étendue de cette nouvelle zone ajoutée au total connu précédemment, représente un sensible accroissement de la zone globale, et il est évident que l'utilité du projet s'en trouve fortement accrue. Il est à remarquer ici que le projet du Kinshui ne constitue pas une expérience nouvelle. Il existe pour la vallée du Yang-Tsé-Kiang de nombreux projets de ce genre, dont quelques-uns sont aussi importants que celui du Kinshui, et dont beaucoup sont très anciens, ce qui démontre l'intérêt indiscutable de ce genre de travaux dans cette région de la Chine.

La première étape des travaux d'assèchement dans la région du Kinshui est évidemment la construction d'un barrage destiné à empêcher les eaux du Yang-Tsé-Kiang de pénétrer dans le bassin. En 1932, les agriculteurs du Kinshui avec l'aide de subsides en blé et en farine, octroyés par la Commission nationale de secours en cas d'inondation, avait construit un barrage de ce genre et les récoltes obtenues par eux, sur les terres ainsi récupérées, auraient, dit-on, atteint plusieurs millions de dollars. Mais, l'hiver suivant, afin que les eaux de pluie puissent s'écouler dans le Yang-Tsé-Kiang pendant la période des basses eaux, ces agriculteurs pratiquèrent une canalisation autour du barrage qu'il venaient de construire, et cette canalisation, en s'élargissant, ne tarda pas à donner accès

aux eaux du fleuve. Pour obvier à la nécessité de construire chaque année un barrage dans le Kinshui et de creuser ensuite une canalisation d'écoulement autour de ce barrage, le Gouvernement a décidé d'établir un barrage permanent et, comme deuxième point de son programme, d'aménager un pertuis permanent devant servir à l'écoulement des eaux de pluie recueillies par les lacs situés en aval du barrage. Le Yukwanshan, constituant un emplacement idéal pour la construction de ce pertuis, on a projeté d'y pratiquer, à un niveau convenable, trois tunnels ayant chacun environ 6 m. 50 de largeur et 7 mètres de hauteur, par lesquels on évacuerait les eaux de pluie. En vue de régulariser cet écoulement, on a envisagé en outre l'installation dans des puits verticaux aménagés à cet effet de grandes vannes « Stoney » mesurant 6 m. 50 de largeur et 7 mètres de hauteur. La construction du barrage et du pertuis a donc été mise en adjudication et un contrat a été signé en avril 1933 avec celui des soumissionnaires dont l'offre a été acceptée.

Malgré l'époque tardive on a estimé qu'afin d'assurer aux agriculteurs les avantages de ces installations aussitôt que possible, il fallait essayer de fermer le Kinshui en construisant immédiatement le barrage. Cette opération fut achevée avec succès le 22 mai 1933, mais une fois le barrage établi, survint, en juin, une crue d'un niveau qui n'avait jamais été atteint pendant ce mois. Le barrage, qui aurait aisément résisté dans des conditions quelque peu anormales, ne put supporter la violente pression des eaux en crue rapide et il céda. On décida alors de le laisser en cet

état jusqu'à la période des basses eaux de l'hiver suivant. En mars 1934, commença l'établissement d'un nouveau barrage de 200.000 mètres cubes de terre, qui fut achevé le 4 juillet 1934. Le couronnement de ce barrage qui mesure 20 mètres de haut, est suffisamment élevé pour ne pas être atteint par le niveau maximum probable des crues futures. Il est à signaler, en passant que presque toute la terre ayant servi à la construction de ce barrage y a été amenée dans des paniers d'une contenance approximative de 20 kg. transportés des excavations voisines par des coolies qui en portaient deux à la fois, suspendus à chaque extrémité d'une perche placée sur leur épaule. Quand les excavations voisines du barrages ne fournirent plus de terre, celle-ci fut amenée en barque d'excavations plus lointaines, chaque barque transportant une quarantaine de paniers.

Les travaux du tunnel du Yunkwanshan progressent. La nature de la roche n'a pas été aussi uniformément favorable qu'on l'avait cru tout d'abord, d'après les forages et les affleurements. Plusieurs glissements de terrain ont retardé les travaux.

Les forages et les affleurements avaient donné à croire qu'à l'emplacement des puits où devaient être placées les vannes « Stoney » la roche était résistante, mais, lors des excavations, on a constaté qu'il n'en était rien et il fallut l'étayer. Finalement, les pressions devinrent tellement fortes que l'entrepreneur dût recourir à la construction de caissons. Ces caissons ont 10 m. 60 de diamètre extérieur et 20 m. 50 de profondeur. Une fois placés, on y pratiquera à la

hauteur convenable, des ouvertures les reliant aux tunnels d'accès et de sortie. Au centre de chaque caisson sera installée la vanne à glissières du type « Stony ». Les trois vannes, dont le coût atteint environ 64.000 dollars (argent) et qui ont été fabriqués par la maison Ransomes et Rapier de Londres, sont déjà à pied d'œuvre. Le caisson n° 3 est maintenant à moins de 1 m. 50 de sa position définitive.

On ne croit pas que de nouveaux obstacles viendront entraver les travaux de construction et l'on se propose d'inaugurer l'installation à temps pour que les eaux de pluie recueillies par le bassin puissent en être évacuées l'hiver prochain.

Le coût approximatif du barrage et du pertuis est estimé à 750.000 dollars et les travaux sont maintenant achevés dans la proportion d'environ 60 %.

La troisième étape du projet sera constituée par la construction très prochaine d'une écluse. La Commission du Yang-Tsé-Kiang a établi les plans préliminaires de cette écluse, qui serait favorablement située, dans une carrière de roches calcaires, à quelques centaines de mètres du pertuis. Des offres ont déjà été reçues de la maison anglaise précitée pour la fourniture de vannes conformes au projet de la Commission du Yang-Tsé-Kiang, avec l'indication de prix pour un autre type de vanne proposé par cette maison et établi sur le modèle de vannes d'Assouan en Egypte.

## SECTION VII

### **Projet de régularisation du cours du Yang-tsé-Kiang inférieur entre Kiangyin et Langshan**

En vue de régulariser le chenal de navigation dans les parties du Yang-Tsé-Kiang inférieur, soumises à l'influence de la marée, il est indispensable de procéder à une étude attentive de la situation, en recueillant toutes les indications nécessaires sur l'action du flux et sur les coupes transversales du lit de ces parties du fleuve.

Le cours de celui-ci entre Kiangyin et Langshan est très régulier. Les chenaux ont, en majeure partie, un cours en zigzag et les cours d'eau qui viennent s'y jeter sont répartis irrégulièrement tout le long de ce cours. La différence relative est si marquée que le flux s'en trouve entravé, fait qui a certainement contribué à affaiblir l'action d'érosion naturelle dans le lit du fleuve. Il n'existe aucune procédure régulière pour le contrôle de la ligne des hautes eaux. On a fréquemment remarqué que les berges qui s'effondraient sur l'une des rives étaient reconstituées ensuite sur l'autre. Pour améliorer le cours du Yang-Tsé-Kiang inférieur, il faut commencer les travaux dans la partie du fleuve située entre Kiangyin et Langshan. La carte préparée sur la base de levés semble indiquer qu'il faudrait faire sauter successivement tous les bancs de sable de la partie supérieure du Fohkwangshar, de la partie gauche du Cooper Bank ainsi que du côté droit de Tung-chow, et compter ensuite sur le chenal principal pour absorber l'accroissement de

rapidité de courant. Toutes les parties étroites du lit de celui-ci devraient être élargies. Il apparaît clairement que l'érosion de la rive se produit du côté concave de Nantung et du Cooper Bank. Le danger de destruction des berges est dû en grande partie à la violence du courant qui traverse les parties les plus profondes, suivant une pente accentuée. Le seul moyen de remédier à cette érosion consiste à laisser s'exercer l'action naturelle des alluvions.

La construction de barrages immergés a pour objet de rendre le chenal en eau profonde graduellement alluvial, en laissant les eaux emporter les barrages obstruant ce chenal, de manière que le courant soit canalisé dans un chenal central. Dans les conditions actuelles, on prévoit en premier lieu l'établissement de quatre barrages immergés, le long de la berge de Nantung, et de trois autres dans les parages du Cooper Bank. Le couronnement des barrages ne dépassant que légèrement le fond du fleuve, ne mettrait pas obstacle à la navigation, même pendant la période des basses eaux. Il est encore douteux que ces travaux aient pour effet de rendre entièrement alluvial le chenal en eau profonde, et l'on jugera peut-être nécessaire de construire de nouvelles digues, en sus de celles déjà construites. Une fois les travaux achevés, il faudra surveiller attentivement les changements que subira le lit du fleuve, afin de décider où devront être construites les nouvelles digues et quelles sont, parmi celles déjà construites, celles qui devraient être surélevées jusqu'à la hauteur prévue. Si les travaux ont lieu suivant le plan envisagé ci-dessus, le coût des

travaux de protection des rives, en particulier au niveau des basses eaux sera moins élevé. Une fois que ces travaux de protection et la construction des barrages immergés seront achevés, la rapidité du courant s'affaiblira et le danger d'érosion diminuera peut-être, lui aussi. Il ne faut pas perdre de vue l'entretien permanent des travaux exécutés.

L'ensemble des travaux de construction pourra s'effectuer par étapes et, dans l'intervalle, la rectification des chenaux s'opérera peut-être d'elle-même. Le coût total des quatre barrages immergés de Tungchow et des trois barrages du Cooper Bank, dont on prévoit la construction, est estimé à 930.000 dollars. Pour la deuxième étape, le projet comprend les travaux de protection des rives sur une longueur de 4 km. 700 dans le secteur de Langshan. Le coût total des travaux est évalué à 2.200.000 dollars et les travaux seraient achevés en deux ans. L'ensemble des travaux des première et deuxième étape pourrait être préparé et exécuté en trois ans, leur coût total atteignant donc 3.130.000 dollars. Il serait nécessaire, ensuite, de continuer à surveiller les modifications du lit de la rivière en vue de préparer les travaux de construction de la troisième étape.

---

## APPENDICE

---

### Liste des travaux de protection contre les inondations, de régularisation des cours d'eau des fleuves et d'assèchement des terres relevant du C.N.E. de la République chinoise.

#### § A. — TRAVAUX EXÉCUTÉS

*Protection contre les inondations (réparations de digues)*

1. *Fleuve Yang-Tsé.*

*Districts : Kiangsu, Anhui, Kiangsi et province du Hopeh.*

*Description générale : Levée de terre de 2.020 kilomètres et travaux de protection des rives en 36 endroits.*

*Bienfaits que l'on en attend après achèvement : Toutes lesdigues surélevées et renforcées suffisamment pour empêcher le retour d'inondations de même ampleur que celles qui se sont produites en 1931, la zone d'inondation étant de 181.000 kilomètres carrés.*

2. *Lacs Kan-Ho et Poyang.*

*Province de Kiangsi.*

*Levée de terre de 606 kilomètres de longueur.*

3. *Fleuve Han.*

*Province de Hupeh.*

*Levée de terre de 477 kilomètres de longueur et travaux de protection en 18 endroits.*

4. *Lac Tungting.*

*Province de Hunan.*

*Levée de terre de 3.000 kilomètres de longueur.*

5. *Fleuve Pe-Fei.*  
*Province d'Anhui.*  
Levée de terre de 1.000 kilomètres de longueur.
6. *Grand Canal.*  
*Provinces de Kiangsu et de Shantung.*  
Levée de terre de 340 kilomètres de longueur.
7. *Fleuves I, Lo, Sha et Ying.*  
*Province de Honan.*  
Levée de terre de 370 kilomètres de longueur et travaux  
de protection des rives sur 6 kilomètres de longueur.  
*Régularisation du cours des fleuves*
8. *Fleuve Huai.*  
*Province d'Anhui.*  
Dragage du lit du fleuve sur 26 kilomètres.  
*Bienfaits que l'on en attend après achèvement :* Tous les  
fleuves dragués et élargis pour faciliter l'écoulement  
des eaux de crues, en vue de la navigation et de l'irri-  
gation.
9. *District de Lee-Hsia-Ho.*  
*Province de Kiangsu.*  
Dragage du lit du fleuve sur 127 kilomètres.
10. *Fleuves I, Lo, Sha et Ying.*  
*Province de Honan.*  
Dragage du lit du fleuve sur 128 kilomètres.  
Le drainage et l'irrigation des terres cultivées sont conve-  
nablement assurés.  
*Assèchement des terres (canalisations et vannes)*
11. *Fleuve Huai.*  
*Province d'Anhui.*  
Nombres de canalisations construites : 57.
12. *Fleuve Ying.*  
*Province d'Anhui.*  
Nombre de canalisations construites : 29.

13. *Fleuve Kuo.*  
*Province d'Anhui.*  
Nombre de canalisations construites : 7.
14. *Fleuve Kuai.*  
*Province d'Anhui.*  
Nombre de canalisations construites : 4.
15. *Fleuve Pe-Fei.*  
*Province d'Anhui.*  
Nombre de canalisations construites : 21.
16. *Fleuve Ho.*  
*Province de Honan.*  
Nombre de canalisations construites : 7.  
Une partie du littoral du Kiangsu septentrional n'est plus inondé par les eaux de la mer et est en cours d'assèchement.
17. *Ho-To-Ho.*  
*Province de Kiangsu.*  
Une vanne de protection contre les marées construite.  
*Tou-Lung-King.*  
*Province de Kiangsu.*  
Une vanne de protection contre les marées construite.

#### *Ponts*

18. *Fleuve Ying.*  
*Province de Honan.*  
3 ponts réparés.  
Communications plus faciles.  
Coût total : 80.000.000 de dollars.

#### *Origine des fonds*

Pour tous ces travaux, les dépenses ont été en grande partie couvertes au moyen du blé provenant du prêt américain. D'autre part, les dépenses nécessitées par la réparation de la digue longeant le Yantsé et le fleuve Han dans le Hupeh, à partir de décembre 1932, furent, pour une faible partie, couvertes par le fonds du Hupeh afférent aux digues.

*Observations*

Les travaux mentionnés ci-dessus ont été exécutés de décembre 1931 à décembre 1933. Ceux qui avaient été laissés inachevés par la Commission nationale de secours en cas d'inondation, lorsqu'elle cessa d'exister, en août 1932, ont été pris en charge et achevés par le Conseil national économique.

§ B. — TRAVAUX EN COURS

*Protection contre les inondations (réparations de digues)*

1. *Yantsé.*

*Province de Hupeh.*

Levée de terre de 166 kilomètres de longueur et travaux de protection des rives en 80 endroits.

*Bienfaits que l'on en attend après achèvement :* Les terres le long du Yantsé et du Han, dans la province de Hupeh, pourront être protégées contre les inondations.

*Origine des fonds :* Fonds provenant en partie du prêt américain de blé et de coton et en partie du fonds du Hupeh afférent aux digues.

2. *Fleuve Han.*

*Province de Hupeh.*

Levée de terre de 25 kilomètres de longueur et travaux de protection des rives en 41 endroits : Assèchement d'environ 900.000 mou de terrain.

*Assèchement des terres (vannes et canaux d'irrigation)*

3. *Fleuve Kinshui.*

*Province de Hupeh.*

Construction d'un barrage sur la rivière et installation de vannes.

Coût : 850.000 dollars.

4. *Fleuve Wang-Chia-Kang.*

*Province de Kiangsu.*

Construction d'une vanne de protection contre les marées.

- Coût: 50.000 dollars (subvention de la prov. de Kiangsu).  
Protection des districts côtiers du Kiangsu septentrional  
contre les inondations maritimes.
5. *Fleuve Chu-Kang.*  
*Province de Kiangsu.*  
Construction d'une vanne de protection contre les marées.
6. *Fleuve Lo-Ho.*  
*Province de Shensi.*  
Exécution du projet d'irrigation du Lo-Ho.  
Permettant l'irrigation de 500.000 meu de terres.  
Coût: 1.500.000 dollars.
7. *Fleuve Ching-Ho.*  
*Province de Shensi.*  
Réparations des ouvrages exécutés en application du plan  
d'irrigation du Wei-Pei.  
Permettant l'irrigation de 600.000 meu de terres.  
Coût: 650.000 dollars.
8. *Fleuve Jaune.*  
*Province de Suiyuan.*  
Réparations des ouvrages d'irrigation du Saratsi.  
Permettant l'irrigation de 1.000.000 de meu de terres.  
Coût: 1.000.000 de dollars.
9. *Fleuve Jaune.*  
*Province de Kiangsu.*  
Réparations et creusement de canaux.  
Permettant l'irrigation de 580.000 meu de terres.  
Coût: 500.000 dollars.
10. *Fleuve Jaune.*  
*Province de Ninghsia.*  
Réparations de canaux.  
Permettant l'irrigation de 500.000 meu de terres.  
Coût: 200.000 dollars.

*Levés topographiques . .*

11. *Fleuve Yantsé.*

*Province de Hupeh.*

12. *Han, province de Hupeh.*

*Lac Tungting, province de Honan.*

Levés topographiques par avion de la province de Hupeh le long du Yantsé. Reconnaissance et relevés hydro-métriques du Yantsé et du fleuve Han. Relevés hydro-métriques de cours d'eau et de lacs avec la participation du gouvernement provincial de Hunan et du Ministère de l'Intérieur.

*Bienfaits que l'on en attend après achèvement :* Obtention de données essentielles pour l'établissement des plans relatifs aux travaux hydrauliques.

Coût : 200.000 dollars.

*Travaux de recherches*

13. *Fleuve Jaune.*

Demande adressée au professeur ENGELS, ingénieur allemand expert en travaux hydrauliques, pour le prier de poursuivre les essais de laboratoire relatifs aux travaux du fleuve Jaune.

Documentation sur les moyens de régulariser le cours du fleuve Jaune.

Coût : 60.000 dollars.

§ C. — TRAVAUX ENVISAGÉS

*Assèchement des terres et protection contre les inondations*

1. *Fleuve Feng-Ho.*

*Province de Shensi.*

Construction de réservoirs, de barrages et de routes, réparations de digues et amélioration des ouvrages d'irrigation.

*Bienfaits que l'on en attend après achèvement :* Pendant les cinq premières années, le bénéfice annuel provenant

de l'accroissement des superficies irrigables, la préservation des moissons et des biens autrefois laissés sans protection, s'élève approximativement à 5.600.000 dollars.

Coût: 13.000.000 de dollars.

Origine des fonds: à l'étude.

*Observations:* Des ingénieurs sont employés sur place pour procéder à une étude complète.

2. *Fleuve Jaune.*

*Province de Suiyuan.*

Réparation des canaux Ho-Tou.

Permettant l'irrigation de 5.000.000 de mou de terres.

4. Ensemble du pays.

Standardisation des méthodes des levés topographiques, obtention des données essentielles pour l'établissement des plans de travaux hydrauliques.

*Régularisation de cours d'eau*

5. Principaux cours d'eau.

Ensemble du pays.

Plan complet de régularisation des cours d'eau. Protection contre les inondations, assèchement des terres, navigation intérieure, développement des forces hydrauliques pour l'extension de l'industrie et du commerce.

*Observations:* Différents projets, plans, cartes, ont été réunis et emportés en Europe par M. F.-J.-M. BOURDREZ, conseiller du Conseil national économique en matière de travaux hydrauliques, en vue d'un examen de concert avec M. OMODEO, éminent expert en matière de travaux hydrauliques, pour la détermination de leurs possibilités d'application.

---

## CHAPITRE V

### LA POLITIQUE DES ROUTES

---

#### SECTION I

##### **La politique des rails et des chemins de fer**

Les efforts du Conseil National Economique en matière de routes ont été facilités par les Gouvernements locaux qui avaient compris qu'un système de communications était nécessaire pour assurer la sécurité, l'unité politique, l'ordre administratif : contribuer au développement économique en facilitant la circulation des personnes et des marchandises. Dans les campagnes chinoises, les routes sont constituées par un réseau de petits sentiers étroits, tortueux, qui ont suffi pendant des siècles parce que la plus grande partie des transports s'effectuaient à dos d'âne, en brouette ou à dos d'homme.

La construction des routes a tout d'abord été l'œuvre des généraux, qui avaient besoin de moyen de communications dans leur lutte contre le brigandage et les communistes, et des gouverneurs provinciaux. Mais comme les programmes n'étaient pas coordonnés, il en résulta beaucoup de gaspillage. La construction des routes ne ressortissait à aucun mi-

nistère particulier. La première tâche du Conseil national économique a été la création d'un Bureau des routes, qui devait coopérer avec les gouvernements provinciaux en vue de stimuler, de contrôler et de diriger leurs activités par l'octroi de prêts pour la construction des routes, jugées utiles. Quant au choix entre les divers systèmes, c'est au gouvernement national qu'il appartient à cause des considérations de politique générale et de défense nationale.

En 1932, un plan de réseau routier a été établi pour les provinces du Kiangsu, du Hunan et du Kiangsi.

Le Bureau des routes comprend trois services:

a) *Transports*, b) *organisation et enquêtes*, c) *construction*. Il a créé des bureaux auxiliaires dans les principaux emplacements de construction et établi des règlements pour la surveillance de la circulation. Il a construit plusieurs secteurs et une route expérimentale près de Nankin en vue de déterminer quelle est la forme de construction routière la mieux appliquée.

Le Bureau des routes détermine l'emplacement et le genre de routes à construire. Dans certains cas, il accorde des prêts, moyennant un intérêt assez bas, jusqu'à concurrence de 32 % — davantage parfois — des frais de construction. Il donne des conseils aux autorités provinciales et met à leur disposition des ingénieurs spécialisés.

Cette politique a eu des résultats très appréciables. Au cours des années 1932, 1933, il a été construit, avec l'aide du Conseil national, 4.000 kilomètres de

routes environ. Dans de nombreux cas, on s'est borné à construire de courtes voies qui reliaient les réseaux déjà existants. Un réseau, avec intercommunications, de plus de 12.000 kilomètres a été ainsi créé.

Le coût moyen a été d'environ 6.000 dollars par kilomètre. Pour l'époque comprise entre mai 1931 et août 1934, le montant total des prêts consentis par le Conseil national aux provinces a été de 3.982.000 dollars mexicains.

TABLEAU MONTRANT LA LONGUEUR DES ROUTES  
(EN KILOMÈTRES) EXISTANT DANS CHACUNE DES PROVINCES  
A LA FIN DE 1933 (A).

|                 |            |
|-----------------|------------|
| Kiangsu .....   | 2.416      |
| Chekiang .....  | 1.602      |
| Anhwei .....    | 2.092      |
| Kiangsi .....   | 2.224      |
| Hupei .....     | 1.833      |
| Hunan .....     | 1.398      |
| Szechuan .....  | 3.980 (1)  |
| Sikang .....    | 575 (1)    |
| Fukien .....    | 2.449      |
| Kwangtung ..... | 10.700 (2) |
| Kwangsi .....   | 3.896      |
| Kweichow .....  | 1.163      |
| Yunnan .....    | 1.344 (1)  |
| Hopei .....     | 1.951      |
| Shantung .....  | 6.885      |
| Shansi .....    | 2.025      |

(A) Chiffres fournis par le Bureau des routes du Conseil national Economique.

(1) Extrait du *Chinese Economic Journal* (août et septembre 1933).

(2) Chiffres extraits du numéro spécial du *Kwangtung Reconstruction Monthly*, consacré aux routes.

|                           |           |
|---------------------------|-----------|
| Honan .....               | 2.111     |
| Shansi .....              | 1.169     |
| Kansu .....               | 637       |
| Chinghai .....            | 1.173     |
| Liaoning .....            | 2.420 (2) |
| Kirin .....               | 2.125 (1) |
| Heilunghiang .....        | 1.970 (1) |
| Jehol .....               | 2.330     |
| Suiyuan .....             | 478       |
| Ninghsia .....            | 2.550 (1) |
| Chahar .....              | 3.750     |
| Mongolie extérieure ..... | 3.176     |
| Sinkiang .....            | 1.325 (1) |
| Thibet .....              |           |
| <hr/>                     |           |
| <i>Total</i> .....        | 71.756    |

Mais dans un grand nombre de provinces, les gouvernements locaux ont achevé la construction de nombreuses routes sans l'aide du Conseil national.

Cette construction autonome de routes se présente parfois dans la proportion de 4 à 1. Ce fut le cas notamment pour les provinces du Chekiang, du Shantung, du Kwangtung et du Kwangsi qui, au moyen de leurs seules ressources ont construit un total d'environ 9.000 kilomètres. Il est vrai qu'il peut arriver que ce qui est considéré officiellement comme route ne soit pas conforme au type établi par le Bureau des routes et n'est en réalité qu'un chemin de communication devenu inutilisable lors de la saison des pluies.

Quoi qu'il en soit, à la fin de 1934, le Bureau des routes du Conseil Economique avait contribué à la construction d'un réseau routier de plus de 16.000

kilomètres dans les provinces de Kiangsu, Chekiang, Ahuwei, Kiangsi, Hupeh, Honan, Fukien, dont plus de 8.000 macadémisées et accessibles en tout temps au trafic automobile.

Le Conseil national économique n'a pas voulu établir *a priori* une politique générale de communication qui serait appliquée à toutes les régions de la Chine. Tout en déterminant les principes directeurs dont doit s'inspirer le Bureau des routes, il admet comme principe que les chemins de fer et à un degré moindre les voies navigables constituent les principales lignes de communications. Les routes ne sont considérées que comme les affluents, pour ainsi dire, de ces lignes principales. Elles doivent compléter et relier les communications existantes et non les doubler. Telle est la conception du Conseil national.

De plus, en organisant un système de communication, il est nécessaire de déterminer quels sont les éléments à transporter. Ces éléments dépendant de la situation géographique et économique. Or, la Chine est un pays à prédominance agricole, avec une région industrielle très restreinte. Dans les régions de grosse agglomération et industrialisées, comme Trentsin (1.319.000 habitants), Peiping (1.492.000 habitants), Chang-Haï (3.259.000 hab.), Nankin (672.000 hab.), Hankow (746.000 hab.) et Canton (1.200.000 hab.), on assiste au développement intensif de la création des routes pour autobus et de lignes de chemins de fer. Le reste du pays est surtout agricole et la densité de la population varie d'une région à l'autre.

En ce qui concerne les moyens de transport de marchandises, leur type sera déterminé selon le genre d'articles produits, le poids et l'encombrement possible. Mais le principal facteur sera le bon marché du transport, car le fermier chinois est habitué à la lenteur des transports.

Le tableau ci-dessous établi par le Bureau de routes relativement au coût comparatif du transport est très suggestif. Les types de chargement sont classés d'après leur encombrement et leur caractère périssable.

| Type de transport                         | Tarifs<br>(par ton.-kil.) |
|-------------------------------------------|---------------------------|
|                                           | Dollars                   |
| <i>Chemins de fer:</i>                    |                           |
| Marchandises de première catégorie .....  | 0,170                     |
| Marchandises de deuxième catégorie .....  | 0,110                     |
| Marchandises de troisième catégorie ..... | 0,093                     |
| Marchandises de quatrième catégorie ..... | 0,068                     |
| Marchandises de cinquième catégorie ..... | 0,045                     |
| Marchandises de sixième catégorie .....   | 0,035                     |
| <i>Camions automobiles:</i>               |                           |
| Marchandises de première catégorie .....  | 0,521                     |
| Marchandises de deuxième catégorie .....  | 0,384                     |
| Marchandises de troisième catégorie ..... | 0,256                     |
| <i>Anes, mulets et chevaux</i> .....      | 0,20-0,30                 |
| <i>Chameaux</i> .....                     | 0,20-0,30                 |
| <i>Voitures à traction animale</i> .....  | 0,08-0,20                 |
| <i>Brouettes</i> .....                    | 0,18-0,20                 |
| <i>Jonques</i> .....                      | 0,02-0,05                 |
| <i>Vapeurs et vedettes</i> .....          | 0,08-0,12                 |

Il faut noter le coût élevé des transports par automobiles par rapport aux transports par voie ferrée. C'est que l'entretien des routes constitue un facteur important, de même que l'usure plus rapide des automobiles par rapport au matériel roulant des chemins de fer.

Le Gouvernement national chinois a reconnu que le développement des communications et des services de transport était un facteur essentiel de la restauration économique. Aussi n'a-t-il pas hésité, malgré la dépression financière et de graves difficultés politiques à affecter des sommes importantes à cet effet. Sous l'impulsion du Conseil national Economique, des progrès remarquables ont été accomplis dans l'extension et l'amélioration des lignes de chemins de fer.

Il nous est impossible de retracer toute la tâche accomplie dans ce domaine. Nous nous bornerons de mentionner, dans ses lignes générales l'activité déployée pour le développement ferroviaire.

Les travaux que le Ministère des chemins de fer a fait exécuter pendant ces dernières années sont décrits dans les deux paragraphes suivants, où nous avons groupés séparément les travaux déjà achevés et ceux en cours d'exécution.

## SECTION II

### La politique ferroviaire

#### § A. — TRAVAUX DÉJÀ ACHEVÉS

1° *Section Shaochow-Lochang, de la ligne Canton-Hankow.* — La ligne Canton-Hankow, d'une longueur de 1.097 kilomètres, reliera, lorsqu'elle sera complètement terminée, Canton à Wuchang. La section sud de cette ligne entre Canton et Shaochow (224 kilomètres) et la section nord entre Chuchow et Wuchang (417 kilomètres) sont ouvertes depuis longtemps à la circulation régulière. Mais la section médiale, entre Shaochow et Chuchow, d'une longueur de 456 kilomètres, est restée inachevée et les riches districts qu'elle traverse n'ont pu être développés. C'est en vue d'en hâter la construction que le Ministère des chemins de fer a établi un bureau spécial chargé d'en terminer les travaux. Dès 1934, la partie de Shaochow à Lochang (50 kilomètres) fut ouverte à la circulation. La construction de la section entre Lochang et Chuchow, d'une longueur de 406 kilomètres est maintenant en bonne voie d'achèvement.

2° *Prolongement de la ligne du Lung-Haï.* — La ligne du Lung-Hai qui va de Lanchow à Haichow est la seule grande ligne mettant en communication l'est et l'ouest de la Chine. Cependant, d'après le tracé original, elle n'allait que de Tapu à Lingpo, en passant par Haichow, sur une distance de 827 kilomètres. Plus tard, au mois d'août 1932, fut construite la sec-

tion de Lingpo à Tungkwan (70 kilomètres) et au mois de décembre 1934, celle de Tungkwan à Sian (132 kilomètres). On travaille maintenant à la section à l'ouest de Sian.

Des travaux de grande importance pour le développement futur de cette ligne ont été entrepris à son terminus est. A cet endroit, la ligne aboutit à la rivière Linhung qui se jette dans la Mer Jaune. A Tapu, on avait déjà construit un quai pour faciliter les services des transports par terre et par eau, mais le lit du Linhung s'ensava à tel point que les gros bateaux ne pouvaient plus s'approcher du quai. C'est pour parer à cet inconvénient qu'on fit diverger la ligne sur une longueur de 28 kilomètres jusqu'au port de Lenyuen, situé en face de l'île Hsilien, où furent construits deux quais temporaires. Aujourd'hui, les trains vont jusqu'aux quais et les travaux d'achèvement du port sont poussés activement.

Pour faciliter le transport du charbon, on a fait construire, entre Tsierchuang, où se trouve la mine de Chung-Hsing et Chaotun, près du Grand Canal, un embranchement d'une longueur de 30 kilomètres.

3° *La ligne Yutze-Taiku.* — La ligne Yutze-Taiku (35 kilomètres) section de l'ancienne ligne Tung-Cheng va de Yutze, situé sur la ligne de Chentai, à Taiku. Les trains y circulent maintenant régulièrement.

4° *Ligne Hangchow-Yuchow.* — La ligne Hangchow-Yuchow part d'un point situé en face de Hang-

chow, passe par Chuchi, Yucu, Chinghua et Kiangsan et aboutit à Yushan, après avoir couvert une distance de 336 kilomètres. Ce chemin de fer, ainsi qu'une ligne de Chunghua à Lanshi, d'une longueur de 24 kilomètres, fut construit par le gouvernement provincial du Chekiang. Les travaux ont été achevés et la ligne ouverte à la circulation en 1933.

5° *Ligne Nanking-Sunchiafu.* — La ligne Nanking-Sunchiafu, est une partie de la ligne Nanking-Canton, dont le Ministère des Chemins de fer a projeté la construction. Cette dernière traversera les provinces du Kiangsu, du Anhwei, du Cheikiang, du Kiangsu, du Fukien et du Kwang-tung. Une importante section de cette ligne, allant de Nanking jusqu'aux frontières des provinces du Fukien et du Kwangtung sera construite, avec l'autorisation du Gouvernement, par la Compagnie des chemins de fer du Kiangnan. La section Nanking-Sunchiafu (environ 170 kilomètres) est achevée et déjà ouverte au trafic.

6° *Transbordeur pour les trains entre Nanking et Pukow.* — Nanking est desservi par la ligne Tientsin-Pukow dont le terminus se trouve sur la rive nord du Yantze, et par la ligne de Nanking-Shanghai dont le terminus est sur la rive sud de ce fleuve, à Hsiakwan, le port de Nanking. Autrefois, de nombreux inconvénients résultaient de l'absence de jonction directe entre les deux lignes : les marchandises devaient être déchargées, les passagers, quitter leur

wagon, et ils étaient transportés d'une ligne à l'autre par de petits vapeurs, des jonques et des sampans. C'est pour parer à ces inconvénients qu'un bateau transbordeur à l'usage de ces deux lignes de chemin de fer fut construit en octobre 1933. L'inauguration de ce service a mis fin à certaines dépenses, aux complications et aux retards que l'on était obligé de subir autrefois. Les wagons sont aujourd'hui transportés de rive à rive sans que les voyageurs soient obligés de changer de voiture.

#### § B. — TRAVAUX EN COURS

1° *Section Chuchow Lochang de la ligne Canton Hankow.* — Pour faciliter le travail, on a divisé cette section de la ligne Canton-Hankow (406 kilomètres) en six parties. Les rails ont été posés sur une longueur d'environ 100 kilomètres et les travaux avancent rapidement dans chacune des subdivisions. On espère achever la ligne vers la fin de 1936.

2° *Section Sian-Paochi de la ligne Lung-Hai.* — Cette section (181 kilomètres) va de Sian à Paochi; c'est le prolongement ouest de la ligne du Lung-Hai. Un contrat pour l'achat du matériel nécessaire à une partie de la section, entre Sian et Shienyang (21 kilomètres) sera signé bientôt. En attendant, on a relevé les plans de l'autre partie de la section de Shienyang à Paochi (160 kilomètres). On pourra d'ici peu, en commencer la construction.

Mentionnons en outre les travaux commencés sur les lignes suivantes: a) de Paochi à Lanchow; b) de

Paochi à Chengtu; c) de Changsha à Chengtu, via Chungting.

3° *Ligne de Yushan Nanchang.* — C'est en comprenant la nécessité de construire une ligne qui relie l'est avec l'ouest de la Chine au sud du Yangtze, que le Ministère des Chemins de fer et les Gouvernements provinciaux du Chekiang et du Kiangsi, décidèrent de travailler de concert pour atteindre ce but, et organisèrent la Corporation des Chemins de fer du Chekiang et du Kiangsi, au capital de 60.000.000 \$. Elle est chargée maintenant de la construction d'une ligne de Hangchow à Yushan et a entrepris d'établir une ligne de Yushan à Nanchang dans le but d'assurer une liaison avec la ligne Canton-Hanchow. La construction de la ligne de Yushan à Nanchang (300 kilomètres) est déjà commencée et on espère l'achever à la fin de l'année 1935.

4° *Ligne Shu-Cha.* — Cette ligne de 74 kilomètres, relie Shuchow, sur la ligne Nanking-Shanghai, à Chacin, sur la ligne de Nanking-Shanghai-Ningpo. Elle est construite par la compagnie Nanking-Shanghai.

5° *Pont sur le Chientang de la ligne Nanking-Shanghai-Ningpo.* — Depuis longtemps, l'absence d'un pont sur le Chientang, causait de grands inconvénients, mais dès qu'on entreprit les travaux de la ligne Chekiang-Kiangsi, la nécessité de sa construction s'imposa encore davantage. Le ministère des

chemins de fer et le gouvernement provincial du Chekiang ont établi, conjointement, un bureau chargé de le construire et les travaux commencés seront terminés dans deux ans.

6° *Port du Lenyuen sur le Lung-Hai.* — Le Lung-Hai avait un quai à Tapu, mais le lit du Linhungho s'est tellement envasé que les gros bateaux ne pouvaient plus y accoster. Il fallait donc construire ailleurs un nouveau quai, pour remplacer l'ancien; un site idéal pour la réalisation de ce projet fut trouvé entre l'île de Hsilien et Laoyao. Le nouveau port, qui s'appelle Lenyuen possède deux quais. Les travaux d'achèvement du port seront terminés à la fin de 1935.

---

## CHAPITRE VI

### L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES

---

#### SECTION I

##### **Considération générale**

L'article premier du Conseil National Economique mentionne entre autres buts à atteindre l'assainissement des finances de l'Etat. C'est là un des problèmes les plus importants. Comment réaliser les réformes et les plans de reconstruction si on ne fait pas rentrer les impôts?

On sait combien la réforme financière se heurte en Chine à des obstacles considérables. Les gabegies de l'ancien régime sont connues de tous. Les impôts perçus parvenant rarement dans les caisses de l'Etat. Comme néanmoins, l'Etat avait besoin d'argent, il recourait à des expédients. On cite le cas d'impôts directs perçus en avance de dix années: Les gouverneurs de provinces multipliaient les taxes et les surtaxes. Les douanes intérieures, le hkin était un des maux les plus graves de la Chine. Le procédé le plus courant était le recours à l'emprunt aux gouvernements étrangers.

Sur ce point, le gouvernement national a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'aurait plus recours à ce moyen qui grevait lourdement les finances et l'économie chinoise. Cependant, il a été contraint d'emprunter dix millions de dollars en 1935 pour le développement et l'amélioration des communications téléphoniques et radiotélégraphiques. Cet emprunt ne sera pas dispendieux. En effet, les recettes assurées se montent mensuellement à 200.000 dollars; le taux d'intérêt a été fixé à 6 %. Il sera remboursable en 7 ans 1/2. Si la Chine n'avait connu que de pareils emprunts, on ne pourrait se plaindre.

Deux ministres des finances de premier plan ont été les bons artisans de la réforme financière: le docteur SOONG, et son successeur, le docteur KUNG.

En Chine, comme dans tout pays, il y a des dépenses compressibles et d'autres qui ne le sont point. C'est ainsi que le budget est grevé lourdement par les dépenses militaires nécessitées par les luttes contre le banditisme et le communisme. Elles sont malheureusement en augmentation: elles étaient de (en dollars) 320.672.116.88 (pour 1933); en 1934, elles s'élèvent à 372.895.202.52 (en dollars) pour un total de dépenses de 828 millions de dollars environ.

Nous expliquerons les raisons de cette augmentation, plus apparente que réelle. Quand la Chine connaîtra la tranquillité, on peut être assuré que ces dépenses seront réduites, car le Chinois est pacifique et il n'aime pas le service militaire. Il convient d'ajouter que, dans l'état actuel de la situation économique, une démobilisation brutale aurait de graves inconvénients.

Les soldats des armées régulières iraient grossir l'armée des faméliques ou des communistes.

L'effort à faire c'était de dégrever la terre. Nous avons vu qu'une lourde fiscalité la grève et est responsable dans une certaine mesure de l'extrême misère des petits propriétaires paysans et de la désertion des campagnes. La commission de restauration rurale avait attiré l'attention du C.N.E. sur ce point. Des enquêtes multiples faites à ce sujet ont montré que dans certaines provinces le produit des taxes et surtaxes était supérieur de plus de moitié dans une période de dix années. Car il existe des taxes et des surtaxes. Ainsi, la surtaxe foncière est plus élevée que la taxe elle-même. Le produit de ces surtaxes va aux gouvernements provinciaux. Le gouvernement national promulgua le 8 juin 1934 une loi interdisant l'imposition de toute surtaxe foncière. Le dégrèvement opéré de ce fait en 1934 dans les provinces, municipalités et districts a été évalué à 8.441.484 dollars environ. Le docteur KUNG ne veut pas s'en tenir à ce résultat. Il espère réduire l'impôt des taxes elles-mêmes. Des études ont été préparées par les commissions compétentes. Mais il faut attendre les temps meilleurs, car les besoins de la Trésorerie sont très grands et il ne servirait de rien de réduire des impôts pour les augmenter par la suite.

Un autre problème a sollicité l'attention du C.N.E. et du Ministre des finances. C'est le contrôle des finances locales. Les gouvernements provinciaux avaient pris l'habitude d'établir des budgets provisoires. Le contribuable acquittant ses impositions

n'était jamais assuré de ne pas être contraint de payer de nouveau. En effet, lorsque le gouvernement provincial avait besoin d'argent, il votait de nouveaux impôts qui étaient exigibles tout de suite. Ces pratiques de l'ancien régime vont disparaître. Le gouvernement national a demandé à tous les gouverneurs d'établir leurs budgets avec le plus grand soin. Plus de 300 districts ont en 1934 soumis leurs comptes à l'approbation du Ministre des finances pour l'année fiscale en cours. Il est interdit désormais aux autorités locales de prélever tout impôt supplémentaire quel qu'il soit.

A la suite de l'aménagement de certaines taxes, la conférence financière qui s'est tenue à Nankin en 1935 a demandé: 1° la réduction de la taxe agraire et la réforme de la taxe immobilière; 2° la réduction des dépenses provinciales et locales pour faciliter la stabilisation du budget; 3° L'attribution d'une partie du produit des revenus provenant du droit du timbre à des subsides aux gouvernements provinciaux et le transfert des taxes sur l'alcool et le tabac aux autorités locales; 4° une coopération plus étroite entre les autorités nationales et provinciales en ce qui concerne les modes de taxation.

## SECTION II

### **Analyse du rapport du docteur Kung Ministre des Finances en 1934**

Le rapport du D<sup>r</sup> H.-H. KUNG, ministre des finances, sur les deux dernières années fiscales finissant le

30 juin 1934 est probablement le plus important de ce genre dans l'histoire de la république chinoise depuis son établissement. C'est en somme un chapitre additionnel à la reconstruction politique de la Chine par le gouvernement du parti kuomintang. Avec une netteté saisissante, le ministre KUNG retrace la période tragique de troubles intérieurs : guerre et difficultés financières. Son rapport permet de suivre les progrès réalisés par le gouvernement national dans ses efforts pour l'unification financière de la Chine. Il montre aussi jusqu'à quel point s'étend aujourd'hui le contrôle de l'autorité centrale sur les administrations provinciales. Le D<sup>r</sup> H.-H. KUNG, continuant les efforts énergiques de son prédécesseur, le D<sup>r</sup> T.-V. SOONG a réussi à établir un budget national qui mérite véritablement ce nom. C'est là une réforme capitale qui contribuera à restaurer et à augmenter le crédit extérieur de la Chine.

Il importe de faire ressortir les faits saillants du rapport KUNG, de mentionner l'opinion unanimement favorable de la presse chinoise et étrangère sur l'exposé de la situation financière de la Chine pendant les années fiscales 1932-1934. « La partie la plus importante de ce rapport, écrit le *Shun Pao*, le grand journal d'information de Changhaï, est celle se référant à la reconstruction économique entreprise par le gouvernement, malgré les difficultés financières auxquelles il avait à faire face. Les progrès des communications, des industries et des autres entreprises reconstructives sont sans précédent dans l'histoire de ces deux dernières décades de la Chine ». Il fait

également ressortir que « la hausse continue des valeurs chinoises sur les marchés étrangers est le résultat des efforts du gouvernement national pour liquider les dettes arriérées ». Le *Min Pao*, organe du parti kuomintang, divise le rapport Kung en trois parties : 1° étude du passé ; 2° mesures de soulagement pour le présent ; 3° réformes pour l'avenir. Puis il déclare que ce sont les deux dernières qui sont les plus importantes. Le *Chunf Hua Juh Pao*, organe des partisans de WANG-CHING-WEI, reconnaît que le gouvernement « a toujours orienté ses efforts vers l'assainissement de ses finances, mais qu'il se heurte constamment à des difficultés considérables et qu'il doit rechercher les moyens pour pouvoir en triompher ». Le *Chen Pao*, organe des partisans du général CHIANG-KAI-SHEK, félicite le Ministre des Finances et insiste sur la protection du système budgétaire. « Il est donc indispensable, écrit-il, que la loi sur le budget soit rigoureusement observée, qu'elle soit même modifiée, si nécessaire, pour en rendre l'application plus facile ». Le *China Press*, journal chinois de langue anglaise, constate que le rapport Kung a été publié à temps pour couper court aux rumeurs « que la Chine se trouvait dans une situation financière précaire ». « Considéré sous tous ses angles, écrit-il, ce rapport est rassurant. Il montre que le gouvernement n'est ni trop optimiste ni déprimé, qu'il se rend compte des obstacles sur son chemin et qu'il est confiant dans le pouvoir de la Nation pour les surmonter ». Le *North-China Daily News* souhaite vivement que la réconciliation entre Nankin et Canton se fasse rapidement

pour que les dépenses militaires élevées ne « hantent plus les rêves du Ministre des Finances ».

Nous n'ajouterons rien à ces commentaires. Ils montrent bien l'intérêt que la presse chinoise et étrangère a attaché au rapport du D<sup>r</sup> H.-H. KUNG, choisi, le 29 octobre 1933, pour remplacer, aux finances, le D<sup>r</sup> T.-V. SOONG, démissionnaire.

§ A. — LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA CHINE  
EN 1934

Lorsque le ministre KUNG prit le Ministère des Finances, la situation était loin d'être rassurante. Il fallut réduire les dépenses pour faire face à la crise nationale qui suivit les hostilités de Shangaï. Le gouvernement procéda à la consolidation de la dette intérieure. De nouvelles difficultés vinrent aggraver une situation déjà alarmante. Dans le nord, la vague d'invasion étrangère s'étendit au Jehol et dans le nord du Hopei. Tientsin et Pépin étaient menacés. Aux frais de guerre, s'ajoutèrent les dépenses pour le licenciement et la réorganisation des troupes, et les secours aux réfugiés des régions envahies. Les revenus des douanes diminuaient sous le coup de la dépression et de la saisie des bureaux de la Mandchourie. Pour faire face à ses obligations financières, le gouvernement décide de percevoir les droits de douanes sur une base or, et de les majorer. Toutes les sources de revenus furent soumises à un contrôle des plus rigoureux. Malgré ces gros efforts, le déficit, qui était de 86.000.000 de dollars en 1933, atteignit 146.000.000

de dollars en 1934. Or, le remboursement des emprunts effectué au cours de ces deux années s'éleva approximativement à 100.000.000 de dollars et 115.000.000 respectivement. Au mois d'octobre 1933, le gouvernement se trouva dans l'obligation de contracter un emprunt de 100.000.000 de dollars, le seul émis depuis le mois d'octobre 1931. « Il est des plus regrettables, a déclaré le D<sup>r</sup> H.-H. KUNG que l'on se soit trouvés dans l'impossibilité de restreindre les dépenses, alors que le montant des revenus était bien maintenu. Le gouvernement se vit forcé de recourir à l'emprunt pour défrayer une partie de celle-ci ». Quand le D<sup>r</sup> H.-H. KUNG arriva au Ministère des Finances, au début du mois de novembre 1933, la campagne anti-communiste dans le Kiangsi nécessitait des dépenses considérables. Il fallait également des sommes énormes pour les réparations dans les régions ravagées par les inondations du Fleuve Jaune. A ces charges accablantes, vinrent s'ajouter les frais de l'expédition contre les rebelles du Fukien. Le D<sup>r</sup> KUNG prit immédiatement des mesures urgentes pour augmenter les revenus. Les taxes consolidées sur les cigares et les cigarettes, les allumettes et le ciment furent augmentées ainsi que les droits sur la farine de froment, le pétrole, l'essence minérale et quelques autres produits. Un droit d'entrée fut imposé sur le riz et le blé importé.

Au cours de ces deux exercices, les dépenses militaires sont restées approximativement les mêmes que précédemment, alors que comme nous l'avions indiqué, les chiffres figurant aux comptes sont cependant plus

élevés. Cette augmentation apparente provient de plusieurs causes : 1° certaines dépenses imputables à 1932 n'avaient, pu être portées en compte au moment de l'établissement du rapport financier de cet exercice, les détails les concernant étant arrivés après son achèvement ; 2° des dépenses militaires d'un caractère inter-départemental ont été transférées au Ministère des Finances ; 3° des paiements de 59 et de 46 millions, figurant dans les comptes respectifs de ces deux exercices, sont, en réalité, des paiements antérieurs ; 4° imputation au Ministère des Finances de constructions de routes, des réparations dans les zones dévastées par les communistes, etc...

Les dépenses militaires incombant au Ministère des Finances avaient également un caractère économique. On ne pouvait, en effet, songer au licenciement des hommes sans envisager l'emploi de la main-d'œuvre libérée. La réorganisation des troupes en excédent et la diminution rapide des effectifs ont permis d'alléger, faiblement, il est vrai, ces dépenses, dont une régression substantielle ne pourra avoir lieu qu'après la fin victorieuse de la campagne anti-communiste.

Le crédit de la Chine s'est sensiblement amélioré, ainsi que le montre la hausse des bons intérieurs et extérieurs. Voici quelques précisions : du 15 décembre 1932 au 25 février 1935, les réorganisations 1913 ont passé, sur le marché de Londres, de L. 77 à L. 99  $\frac{3}{4}$  ; l'emprunt de 4  $\frac{1}{2}$  % 1898, de L. 97  $\frac{1}{2}$  à L. 105 ; et l'anglo-français 4  $\frac{1}{2}$  % 1908 ; de Livre 78 à L. 90  $\frac{3}{4}$ . Récemment, cette valeur a dépassé le pair. A noter également la hausse sur les bons de

chemins de fer chinois, à la suite de mesures prises par le gouvernement pour l'amélioration de l'administration et l'exploitation des voies ferrées et le paiement des arriérés. Ceux de l'emprunt anglo-français de 1908 l'ont déjà été et ceux des Crisp 1912 le seront vers 1940.

Le D<sup>r</sup> H.-H. KUNG fait ensuite remarquer que les effets de la dépression mondiale sur la situation économique de la Chine, sont dûs, non seulement à l'affaiblissement de la puissance d'achat des pays étrangers, mais également à la hausse de la valeur de la monnaie argent de la Chine, dont le change a été influencé par la politique monétaire des principaux centres financiers étrangers. Les conditions s'aggravèrent encore vers la fin de l'année 1934 et le gouvernement se vit forcé d'imposer un droit flexible sur l'argent exporté pour la protection de ses réserves monétaires et enrayer la hausse du change causée par celle du métal blanc à l'extérieur.

Avant de publier le budget, le D<sup>r</sup> H.-H. KUNG fait remarquer qu'en janvier 1933, le gouvernement a approuvé une proposition du Ministre des Finances par laquelle les recettes et les dépenses des divers ministères, des commissions ministérielles et de leurs départements subordonnés seraient centralisées par les soins du trésor national.

§ B. — LES IMPOTS INDIRECTS

1° *La douane*

Dans la partie de son rapport sur les douanes, le D<sup>r</sup> H.-H. KUNG déclare que la politique du gouvernement a été d'augmenter les droits d'import, pour accroître les revenus et favoriser le développement des industries chinoises naissantes. Une surtaxe de 10 % était ajoutée aux droits d'import et d'export pour alimenter le fonds de secours aux régions ravagées par les inondations. Elle fut réduite de moitié au 1<sup>er</sup> août 1932. A partir de cette date, une surtaxe de 5 % sur les droits d'import et d'export fut perçue, mais son produit vint s'ajouter aux revenus ordinaires. Elle devait être appliquée pendant un an seulement mais, étant donné les besoins pressants du gouvernement, elle le sera jusqu'au 30 juin 1935. On n'a pu procéder à l'abolition complète des droits interports sur les imports, comme le gouvernement a l'intention de le faire. Les droits interports sur le riz et les autres céréales ont été abolis depuis le 1<sup>er</sup> février 1933, et on a levé l'embargo sur les exportations de riz et d'autres céréales, produits qui purent dès lors être exportés en franchise. Le Ministre des Finances a l'intention de réduire les droits d'export de façon appréciable et d'en exempter certains produits, en vue d'arriver progressivement à leur abolition. Quand il sera possible au gouvernement chinois de prendre une telle mesure, la situation économique de la Chine sera alors probablement débarrassée de tous les impédiments, qui en retardent les progrès.

Il fallait s'attendre à voir l'augmentation des droits d'entrée provoquer une recrudescence de la contrebande. C'est en effet ce qui se produisit, mais le gouvernement prit des mesures énergiques pour la combattre. Une flotille spéciale de canonnières rapides, avec T. S. F., a été formée et rend d'ores et déjà des services appréciables.

## 2° *La gabelle et autres taxes*

Le rapport s'occupe ensuite de la gabelle et s'étend sur diverses réformes introduites dans ce service. Le tableau suivant est fort intéressant. Il montre par exemple qu'en 1932 les revenus ont baissé d'environ 10 millions de dollars sur 1931, conséquence de l'occupation japonaise de la Mandchourie et de la saisie des recettes de ce service. A noter cependant que celles de 1933 et 1934 sont en augmentation sur toutes les précédentes et sont environ huit fois supérieures à ce qu'elles étaient en 1913.

| Année      | Revenu total |
|------------|--------------|
| —          | —            |
|            | Dollars      |
| 1913 ..... | 19.044.200   |
| 1914 ..... | 68.483.300   |
| 1915 ..... | 80.503.400   |
| 1916 ..... | 81.064.800   |
| 1917 ..... | 82.245.800   |
| 1918 ..... | 88.393.700   |
| 1919 ..... | 87.822.500   |
| 1920 ..... | 90.052.400   |
| 1921 ..... | 94.883.100   |
| 1922 ..... | 98.106.700   |
| 1923 ..... | 91.406.700   |

|            |             |
|------------|-------------|
| 1924 ..... | 87.908.600  |
| 1925 ..... | 91.931.600  |
| 1926 ..... | 86.317.200  |
| 1927 ..... | 59.753.300  |
| 1928 ..... | 54.276.600  |
| 1929 ..... | 85.370.500  |
| 1930 ..... | 129.693.000 |
| 1931 ..... | 155.112.600 |
| 1932 ..... | 145.292.200 |
| 1933 ..... | 159.247.100 |
| 1934 ..... | 175.950.000 |

On doit reconnaître les efforts du ministre KUNG pour l'unification du système des taxes. Il a également confié la perception de celle sur les produits minéraux à l'administration des revenus intérieurs, réorganisés sur le même pied que celle des taxes consolidées. Des mesures identiques ont été prises à l'égard du bureau central de la taxe sur l'alcool et le tabac afin de rendre le fonctionnement de ces services aussi profitable que celui des taxes consolidées. Conformément à une de ces décisions votées par la seconde conférence économique nationale, et dans le but de stimuler les efforts des autorités locales dans la perception des taxes locales, une partie considérable du produit de la taxe du timbre a été allouée aux administrations provinciales des districts. Il en a été de même de la taxe sur les licences d'alcool et de tabac. Le total des recettes brutes des cinq principales taxes consolidées s'est élevé à 85 millions de dollars en 1933 et à 110 millions en 1934, alors que les frais généraux ont été relativement minimales. La perception des taxes sur l'alcool et le tabac a été confiée à l'administration des

revenus intérieurs au début de 1933. Les recettes ont dépassé 100 millions de dollars au cours de la même année, mais les dépenses qu'elle a entraînées ont légèrement augmenté du fait de l'extension de ce service. On a modifié les droits d'importation sur les cigarettes étrangères en les classant en trois catégories au lieu de 7; pour la perception de la taxe consolidée sur celles de fabrication chinoise, on a établi deux catégories seulement, ce qui a produit une très forte augmentation des revenus. Le petit tableau ci-dessous en donne une idée bien nette.

|                      | Dollars     |
|----------------------|-------------|
| 1928 (11 mois) ..... | 12 millions |
| 1929 .....           | 33 —        |
| 1930 .....           | 35 —        |
| 1931 .....           | 50 —        |
| 1932 .....           | 55 —        |
| 1933 .....           | 58 —        |
| 1934 .....           | 71 —        |

La moyenne mensuelle des taxes sur la farine a été, en 1933, supérieure de 15 % à celle de 1932. En 1934, elle a dépassé celle de toutes les années antérieures. Les taxes sur les filés de coton ont produit 18 millions de dollars en 1932 et 23 millions en 1934. La Commission du Conseil économique national qui s'occupe du coton étudie en ce moment les mesures à adopter pour la réhabilitation de cette industrie. Aucun changement n'a été apporté dans ce genre de taxation, mais on a pris sa révision en considération. Le produit des taxes sur les allumettes et le ciment a progressé graduellement depuis leur première application. En

décembre 1933, on les a légèrement augmentées. Pour la taxe sur l'alcool et le tabac, l'administration a établi des tarifs uniformes dans toutes les provinces. Le système de perception est sous le contrôle direct des bureaux provinciaux, dont les agences sont releables de l'administration des revenus intérieurs. Grâce à l'efficacité d'une telle organisation, les recettes ont augmenté considérablement et on s'attend à une réduction des frais généraux. On vise surtout à l'unification et à la simplicité. C'est dans ce but qu'un tarif fixe a été adopté pour la bière qui n'est plus taxée *ad valorem*. Ce genre de revenu est également en augmentation graduelle. Les droits d'exercice sur les vins et les liqueurs de provenance étrangère sont perçus en même temps que les droits d'import. On a adopté une taxe uniforme sur le tabac en feuilles, quelle que soit la méthode employée pour son traitement, et aboli la taxe interport sur ce produit ainsi que celle perçue par l'administration de la taxe consolidée. Les sommes reçues de ce chef en 1933 sont très supérieures à celles de 1932 et le progrès est plus grand encore en 1934. Enfin, pour la taxe sur le timbre, la vente des timbres fiscaux a été confiée à l'administration postale. On a établi avec beaucoup de soin la liste des documents sur lesquels elle doit être applicable et la proportion dans laquelle elle doit l'être.

#### § C. — LES EMPRUNTS DE LA TRÉSORERIE

Pendant la période passée en revue, on n'a pas émis de nouveaux bons intérieurs, pour des buts administratifs. Mais les hostilités dans le nord de la Chine

ont nécessité une émission de 20 millions de bons du Trésor de la 22<sup>e</sup> année (Province du Hopei) pour la défense nationale. D'autre part, ces hostilités et les énormes dépenses militaires de la campagne anti-communiste au Kiangsi entraînèrent les émissions suivantes :

|                                                                       |                |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------|
| Oct. 1933. — Bons du trésor, douane an XXII..\$                       | 100.000.000    |
| Jan. 1934. — Bons du trésor, douane an XXIII..                        | 100.000.000    |
| Jan. 1934. — Emprunt garanti par l'indemnité<br>boxer italienne ..... | 44.000.000     |
| TOTAL .....                                                           | \$ 244.000.000 |

Les bons de douane émis en 1934 ont servi à rembourser des avances antérieurement faites par la Banque centrale de Chine. Il faut ajouter à ces émissions : un emprunt de 4 millions de dollars pour les réparations de la zone de guerre de la Chine du Nord ; un autre de 12 millions de dollars pour la construction de la ligne Yushan-Pinghsiang, et un troisième de £ 1.500.000 pour l'achèvement de la ligne Hankow-Canton.

#### § D. — LES ESTIMATIONS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE 1935

Le rapport conclut par une estimation budgétaire des recettes et des dépenses pour l'année financière se terminant le 30 juin 1935. Nous la reproduisons *in extenso* :

I. — RECETTES

|                                                                          |                |
|--------------------------------------------------------------------------|----------------|
| 1° Gabelle .....                                                         | \$ 190.353.851 |
| 2° Douanes .....                                                         | 382.814.241    |
| 3° Taxe sur le tabac et les vins .....                                   | 23.104.873     |
| 4° Timbres fiscaux .....                                                 | 12.884.286     |
| 5° Taxe consolidée .....                                                 | 116.959.679    |
| 6° Taxe minière .....                                                    | 2.724.979      |
| 7° Taxe sur les opérations de bourse .....                               | 100.000        |
| 8° Taxe sur l'émission des billets de banque..                           | 1.600.000      |
| 9° Recettes provenant des propriétés gouver-<br>nementales .....         | 5.544.878      |
| 10° Recettes provenant d'entreprises d'Etat...                           | 21.304.060     |
| 11° Recettes provenant d'administrations gou-<br>vernementales .....     | 12.517.086     |
| 12° Recettes provenant des entreprises com-<br>merciales de l'Etat ..... | 8.349.567      |
| 13° Remises des gouvernements provinciaux..                              | 6.588.000      |
| 14° Emprunts .....                                                       | 50.000.000     |
| 15° Recettes diverses .....                                              | 83.265.534     |
|                                                                          | <hr/>          |
| Moins : frais des services de perception .....                           | 64.898.181     |
|                                                                          | <hr/>          |
| Total .....                                                              | \$ 853.212.853 |

II. — DÉPENSES

|                                                                                                                    |              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| 1° Dépenses du parti .....                                                                                         | \$ 5.720.700 |
| 2° Dépenses du Conseil politique, du Gouver-<br>nement national et des organes en dépen-<br>dant directement ..... | 12.788.280   |
| 3° Dépenses militaires .....                                                                                       | 332.990.910  |
| 4° Dépenses du ministère de l'Intérieur .....                                                                      | 4.535.869    |
| 5° Dépenses du ministère des Affaires étran-<br>gères .....                                                        | 8.826.886    |
| 6° Dépenses du ministère des finances .....                                                                        | 3.294.633    |

|                                                                     |                |
|---------------------------------------------------------------------|----------------|
| 7° Dépenses du ministère de l'Instruction publique .....            | 33.819.365     |
| 8° Dépenses du ministère de la Justice ....                         | 2.963.910      |
| 9° Dépenses du ministère de l'Industrie ....                        | 4.134.390      |
| 10° Dépenses du ministère des Communications.                       | 5.199.752      |
| 11° Dépenses du bureau des affaires mongoles et tibétaines .....    | 1.435.520      |
| 12° Dépenses pour la reconstruction .....                           | 35.989.036     |
| 13° Capitaux engagés dans les entreprises commerciales d'Etat ..... | 50.318.716     |
| 14° Subsidés .....                                                  | 82.559.935     |
| 15° Indemnités et récompenses .....                                 | 3.761.665      |
| 16° Service des emprunts .....                                      | 257.530.231    |
| 17° Réserve générale .....                                          | 7.343.055      |
| Total .....                                                         | \$ 853.212.853 |

En terminant, le D<sup>r</sup> H.-H. KUNG fait ressortir les principes qui ont guidé la politique financière du gouvernement chinois et qui se résume comme suit : stricte économie et choix des sources de revenus et de leur développement. Il entrevoit que les progrès effectués dans la campagne anti-communiste permettront bientôt d'assez fortes réductions des dépenses militaires, de beaucoup les plus importantes ,338 millions de dollars sur un total de 853 millions).

Enfin, il insiste sur l'exécution rapide du problème de la reconstruction économique en Chine.

---

## CONCLUSION

---

Il est peut-être encore trop tôt pour porter un jugement motivé sur l'œuvre du Conseil national économique. Le succès de l'œuvre immense qu'il a assumée dépend avant tout de la stabilité politique de la Chine et aussi de ses moyens financiers.

Cependant, un résultat est dès à présent acquis. C'est l'esprit de rénovation qu'il a suscité et de confiance dans les destinées de notre pays. Malgré les compétences dont il est composé, il eût été impuissant à faire quoi que ce soit s'il n'avait trouvé les concours les plus dévoués parmi les fonctionnaires, l'élite de la jeunesse et aussi parmi le peuple.

Nous citerons sur ce point l'opinion autorisée d'un européen qui a visité la Chine sans opinion préconçue : « Il faudrait, a-t-il écrit, dépeindre l'encourageant état d'esprit des collaborateurs du gouvernement central associés à cette œuvre, avec qui j'ai pu être en contact direct ; non de tous, assurément, mais de beaucoup, mais d'un nombre sans doute croissant parmi les spécialistes, les techniciens modestes, témoigner de leur ardeur dénuée d'illusions, pourtant confiants et de leur persévérance à acquérir la compétence indispensable. La valeur de leurs services n'est pas tou-

jours suffisamment appréciée hors la Chine, ni en Chine même ».

Nous ferons, cependant, une critique. Ces équipes enthousiastes qui sillonnent les provinces les plus diverses sont trop indépendantes et parfois même concurrentes. Il y a un travail de coordination à effectuer. C'est ainsi qu'on pourrait grouper en un service technique les différentes bureaux et instituts de recherches, issus des pouvoirs du Conseil national, consacrés aux travaux publics et à l'agriculture. Cela permettrait aux ministres responsables, tout en faisant leur profit de leurs avis autorisés, de garder la responsabilité des décisions à prendre et de veiller à ce qu'elles soient menées à bonne fin. Ces commissions ont leur utilité puisqu'elles allègent d'autant le travail du Comité Economique, mais elles doivent remplir plus strictement leur rôle d'organe de liaison entre le Gouvernement central et les départements de reconstruction des provinces.

L'esprit de réalisme dont nous avons vu animé le Conseil national et qui lui a fait envisager des solutions spécifiquement chinoises, explique la place prédominante accordée à l'économie rurale.

Nous avons étudié les causes de la décadence de l'agriculture chinoise. Nous avons mentionné la surpopulation, l'état rudimentaire des procédés techniques de la production, les troubles intérieurs, le poids des impôts et du fermage. Ce sont là des causes spé-

(1) Rapport du Secrétariat du Comité du Conseil pour la collaboration technique entre la S.D.N. et la Chine, sur la mission en Chine (janvier-mai 1935), p. 11 (N° officiel C. 410, M. 106, 1935).

cifiquement internes qui ont leur importance. Mais la cause substantielle du déséquilibre économique actuel, c'est la pénétration de l'industrialisation européenne qui faisant reculer les produits fabriqués à la main par les petits artisans, contraignent à la disparition progressive, les métiers de tissage a détruit l'équilibre de l'économie chinoise.

On parle souvent de l'apathie chinoise et c'est un lieu commun, par exemple, de dire que les masses paysannes sont peu favorables à des changements. Cependant, toutes les fois que des cultures nouvelles ont été proposées d'une manière pratique, elles les ont adoptées. On pourrait citer le développement récent de la culture du coton dans les provinces du centre et du nord-ouest, de la canne à sucre dans celles du sud-ouest.

Le Conseil National Economique doit compléter son œuvre. Après la reconstruction rurale, il faut qu'il entreprenne la reconstruction industrielle de la Chine par l'amélioration des industries qui existent et la création de nouvelles. Le déficit permanent de notre balance commerciale doit être réduit. C'est ce qu'il a entrepris de faire par la création de la commission du coton et par celle de la soie, deux des plus anciennes productions de notre pays.

Les difficultés que va rencontrer le C.N.P. dans ce domaine sont très grandes. Une voie a tout d'abord été tracée antérieurement à sa création, car la première condition à réaliser : c'est l'indépendance politique et économique. C'est ce qu'a compris le gouvernement national dans ses efforts auprès des grandes

puissances pour réaliser l'autonomie douanière. En effet, les produits chinois étaient assujettis, en Chine même, le long des voies de communication à des taxes répétées, sous le régime des likin, alors que les produits étrangers moyennant le paiement d'une surtaxe unique pouvaient circuler librement sans acquitter d'autre redevances. Le traité de Nankin avait fixé à 5 % les droits de douane. Les traités de Trentsin et de Pékin avaient ajouté en sus une surtaxe de 2 1/2 pour cent moyennant quoi les marchandises étrangères devaient être exemptées de toute redevance nouvelle durant leur transport dans l'intérieur. Ces faibles droits d'entrée contribuaient à la vérité à entretenir le bon marché de la vie à l'intérieur de la Chine, et à permettre aux paysans des provinces éloignées d'acquérir à bas prix ce dont ils avaient besoin. Au point de vue national, et quels qu'aient été les abus des chefs militaires ou des autorités provinciales dans le prélèvement des likin, des droits de douane aussi modérés ne pouvaient efficacement protéger les entreprises chinoises existantes et favoriser l'établissement d'une industrie nationale.

Malgré le prix de revint très bas de l'industrie familiale ou capitaliste chinoise, elle ne pouvait lutter contre le machinisme et le travail en grande série des fabriques étrangères. De leur côté, les puissances industrielles à la recherche de débouchés pour leurs produits nationaux n'avaient pas intérêt à voir l'industrie chinoise surplanter la leur, leur faire concurrence et perdre la clientèle chinoise après avoir perdu celle du Japon, de l'Inde et de l'Australie. Néanmoins,

elles reconnurent qu'il était de bonne politique de donner au gouvernement national toute la possibilité de s'installer définitivement et de se procurer les fonds nécessaires pour la reconstruction intérieure du pays qui eût encore développé son pouvoir d'achat. Elles pouvaient craindre aussi si l'anarchie revenait en Chine de voir le service des emprunts suspendu faute de fonds. Quoi qu'il en soit, le traité de Washington donna satisfaction à la Chine en admettant le principe de cette autonomie tant désirée.

Libre désormais de toute tutelle étrangère en matière douanière, le gouvernement chinois établit le 29 décembre 1931 le premier tarif vraiment protecteur.

Ce tarif subit plusieurs augmentations par la suite. Au début de 1931, les perspectives s'annonçaient bonnes.

Cependant, elles ne se sont pas réalisées. Pourquoi? Les raisons en sont connues : le conflit avec le Japon, les troubles intérieurs, la pénurie de capitaux ont gêné le gouvernement central dans la réalisation d'une politique industrielle nationale. Il aurait fallu aussi décentraliser les grandes industries, les répartir dans le pays au fur et à mesure que les communications s'amélioreraient et encourager la libre circulation des capitaux, tandis que les troubles et l'insécurité ont concentré les stocks d'argent et les usines à Shanghai. Il faut aussi compter avec l'individualisme chinois. Un de nos hommes politiques résumait en ces termes à un visiteur d'Europe la tâche entreprise : « le peuple de Chine souffre de quatre maux, dont nous devons le

guérir : la pauvreté, la maladie, l'ignorance, et... l'individualisme (1).

Quand une entreprise industrielle importante se crée dans les provinces, elle est due généralement non à l'initiative privée, mais à celle des autorités locales qui y placent leurs intérêts, et ces dernières cherchent aussitôt à s'assurer une situation privilégiée et à se défendre contre les produits fabriqués venus des autres centres. C'est ainsi qu'en 1934, le Shansi et la Kwangtung frappèrent d'un droit spécial les produits de fabrication chinoise qui entraient dans ces provinces. Tout dernièrement, nous avons vu un mouvement se déclencher dans la presse chinoise en faveur des *likin* ou d'autres taxes analogues qui protégeaient l'industrie provinciale contre celle de Shanghai et favorisaient la décentralisation et l'industrie chinoise.

Il faut ajouter parmi les difficultés qui retardent l'essor de l'industrie chinoise l'occupation par le Japon de la Mandchourie. Ces trois provinces où les communications étaient rapides et sûres et où l'industrie était peu développée présentaient un débouché assuré pour l'industrie chinoise qui y écoulait une partie notable de sa production. Il est plus facile et moins onéreux d'envoyer des marchandises de Shanghai et de Tientsin en Mandchourie par Newchwang ou Dairen que de les expédier dans les provinces de l'intérieur. La fermeture de ce marché a affecté gravement les manufactures de Shanghai et de Tientsin, qui éprouvèrent des pertes irréparables dans la liquidation forcée de stocks importants de marchandises destinées à

(1) MAURETTE: *Tour du Pacifique*, p. 28.

la Mandchourie et perdirent une partie de leur clientèle. Ensuite, ce fut chaque année la diminution du pouvoir d'achat des campagnes. Des fabriques d'articles de grande vente qui s'étaient établies en 1931 au moment de la mise en vigueur du premier tarif protectionniste chinois et dont les débuts furent satisfaisants, ont modifié chaque année leur fabrication pour vendre des articles de qualité de plus en plus basse. Dans le Szechuen (48 millions d'habitants) qui était il y a quelques années encore la plus riche province de Chine, aujourd'hui réduite à néant par les guerres civiles et les taxes qui servirent à les entretenir, l'industrie chinoise de Shanghai perdit son meilleur client. Les provinces du nord, le Kuantung, le Hopei, le Kwangsi, le Shensi sont en grande partie alimentée par la contrebande étrangère et seront bientôt perdues pour l'industrie chinoise par suite de la mainmise japonaise dans ces régions. La pénurie de capitaux et de personnel compétent, des installations désuètes et mal entretenues, un manque de méthode et d'organisation entraînant une insuffisance de rendement et de qualité contribuent également au marasme industriel. Les Japonais en profitent pour racheter les usines chinoises au fur et à mesure qu'elles se trouvent dans l'embarras. C'est pourquoi le 20 avril 1934, le gouvernement national chinois promulguait l'*Industrial Encouragement Act* qui établissait une discrimination au profit des premières entre les produits des usines à capitaux chinois et celles à capitaux étrangers. La presse étrangère a beaucoup critiqué cet acte. Cela équivaut, a-t-elle dit à priver la Chine

tages qu'elle a acquis grâce aux circonstances et surtout que ne soit atteinte l'industrie familiale des campagnes qui sert à compenser le faible revenu de la terre. Mais toutes les possibilités de reconstruction sont permises. Quand la Chine sera pacifiée, elle pourra grâce à l'esprit de réforme que le C.N.E. a su insuffler dans le pays, vaincre les routines et les compétitions qu'un occidental a beaucoup de peine à comprendre, mais qui s'expliquent facilement dans un pays dont l'étendue dépasse celle de l'Europe toute entière.

La restauration économique de la Chine n'importe pas à elle seule. Elle intéresse l'économie internationale avec un marché de plus de 400 millions d'habitants qui, le jour où leur stade de vie aura été relevé serait des consommateurs qu'il faudra satisfaire. C'est dire que l'œuvre du C.N.E. doit intéresser au plus haut point tous ceux qui voient dans la reprise des échanges le moyen le plus sûr de sauvegarder la paix entre toutes les nations.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

### OUVRAGES GÉNÉRAUX FRANÇAIS

- DENNERY. — Foules d'Asie (Paris, 1930).  
DUBARBIER. — La Chine contemporaine (Paris, 1920).  
HUANG-JAIR. — Les idées économiques de SUN-YAT-SEN (Thèse, Toulouse, 1934).  
LEFEBVRE. — Les chemins de fer de pénétration dans la Chine méridionale (Thèse, Paris, 1902).  
OUANG-FUNG-Y. — Les rapports entre le commerce extérieur de la Chine et sa situation financière (Thèse, Paris, 1919).  
TCHEN-KI-CHAN. — La politique de la porte ouverte en Chine (Thèse, Paris, 1912).  
TUANG-KUEN. — Les origines économiques et politiques du socialisme de SUN-YAT-SEN.  
*La Chine et le Monde*. — 2 volumes (Conférences faites à l'Ecole libre des Sciences politiques de Paris en 1926).

### OUVRAGES ANGLAIS

- CONDLICE. — China to day Economic World peace foundation (Boston, 1932).  
KANN. — The currencies of China (Shang-Haï, 1927).  
MABEL-PING-HUA. — The economic history of China (New-York, 1921).  
WAGEL. — Finance in China (Shang-Haï, 1914).

DOCUMENTS SPÉCIAUX SE RAPPORTANT  
DIRECTEMENT A L'ŒUVRE  
DU CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE (1)

- Rapport du Ministre des Finances pour l'exercice 1934.  
Rapport du Conseil national économique (1933).  
Règlement sur l'organisation du Conseil national économique  
et de ses bureaux, commissions et offices (1934).  
Projet du Conseil national économique pour 1934 et répartition des fonds.  
Rapport sur une enquête effectuée dans certaines régions du Kiangsi (1934).  
Rapport sur la situation économique et financière de la province de Chekiang (1934).  
La réforme et le développement de l'agriculture en Chine, par le professeur DRAGONI (1933).  
Mémoire prescrit par le ministère de l'Instruction publique à la quatrième session plénière du Conseil national économique (le 26 mars 1934).  
Rapport sur la réorganisation de la sériciculture en Chine, par Benito MARI (1933).  
Liste des principales enquêtes en cours sur les questions agricoles et industrielles, par le docteur LIEN.

PÉRIODIQUES EN LANGUE CHINOISE

- Annuaire de Shun-Pao* (Journal de Shang-Haï), années 1933-1934.  
*Revue coopérative mensuelle* (Shang-Haï), vol. 3 et 4.  
*Revue du Commerce extérieur de la Chine* (Shang-Haï), années 1931, 1932, 1933 et 1934.  
*Revue Nouvelle Chine* (Shang-Haï).  
*Annuaire du Commerce extérieur de la Chine* (publié par la douane maritime chinoise).

(1) Ces documents ont été publiés en langue anglaise et en langue chinoise.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                            |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION .....                                                                                         | 5  |
| CHAPITRE PREMIER. — <i>L'organisation du Conseil national économique</i> .....                             | 20 |
| <i>Section I.</i> L'organisation générale du C. N. E.;<br>ce qu'elle comprend .....                        | 21 |
| <i>Section II.</i> Ses fonctions et pouvoirs .....                                                         | 22 |
| <i>Section III.</i> L'organisation technique du C.N.E... ..                                                | 24 |
| <i>Section IV.</i> La collaboration avec la S.D.N. Le<br>délégué technique .....                           | 25 |
| <i>Section V.</i> Les méthodes du C.N.E. ....                                                              | 27 |
| CHAPITRE II. — <i>L'œuvre du C.N.E. dans les différentes régions de la Chine</i> .....                     | 30 |
| <i>Section I.</i> L'œuvre de reconstruction dans le<br>Shansi et le Hupeh .....                            | 31 |
| <i>Section II.</i> L'œuvre de reconstruction dans le<br>Kiangsi, le Chekiang et le Kwangtung ....          | 32 |
| <i>Section III.</i> Les travaux hydrauliques et d'hygiène. ....                                            | 35 |
| CHAPITRE III. — <i>L'œuvre du C.N.E. dans l'économie rurale</i> .....                                      | 37 |
| <i>Section I.</i> La crise agraire et ses causes d'ordre<br>physique, politique, technique et économique.. | 37 |

|                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Section II.</i> La loi agraire de 1930; le mouvement coopératif rural .....                                     | 49  |
| <i>Section III.</i> La Commission de restauration rurale. ....                                                     | 57  |
| <i>Section IV.</i> La Commission du coton .....                                                                    | 65  |
| <i>Section V:</i> La Commission de la soie .....                                                                   | 70  |
| CHAPITRE IV. — <i>Les travaux publics fluviaux</i> .....                                                           | 78  |
| <i>Section I.</i> Le programme du C.N.E. en matière de travaux hydrauliques .....                                  | 78  |
| <i>Section II.</i> Les travaux de la Commission du Fleuve Jaune .....                                              | 82  |
| <i>Section III.</i> La Commission du Huaï .....                                                                    | 89  |
| <i>Section IV.</i> Le Grand Port de l'Est .....                                                                    | 100 |
| <i>Section V.</i> Travaux de la Commission du Yang-Tsé-Kiang .....                                                 | 104 |
| <i>Section VI.</i> Projet d'assèchement de la région de Kinshui .....                                              | 114 |
| <i>Section VII.</i> Projet de régularisation du cours du Yang-Tsé-Kiang inférieur entre Kiangyin et Langshan ..... | 120 |

#### APPENDICE.

|                                                                                                                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Liste des travaux de protection contre les inondations, de régularisation des cours d'eau des fleuves et d'assèchement des terres relevant du C.N.E. de la République chinoise ..... | 123 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE V. — <i>La politique des routes</i> .....                   | 130 |
| <i>Section I.</i> La politique des rails et des chemins de fer ..... | 130 |
| <i>Section II.</i> La politique ferroviaire .....                    | 137 |

|                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE VI. — <i>L'assainissement des finances</i> .....                                            | 143 |
| <i>Section I. Considération générale</i> .....                                                       | 143 |
| <i>Section II. Analyse du rapport du docteur KUNG,</i><br><i>ministre des Finances en 1934</i> ..... | 146 |
| CONCLUSION .....                                                                                     | 161 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                  | 171 |

---

VU :

Nancy, le 13 Mars 1936.  
*Le Président de la Thèse,*  
B. DE MENTHON.

VU :

Nancy, le 15 Mars 1936.  
*Le Doyen de la Faculté de Droit,*  
SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 16 Mars 1936  
*Le Recteur de l'Académie,*  
*Président du Conseil de l'Université,*  
BRUNTZ.





